

d'Lëtzeburger **Land**

ROL



Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#31 64. Jahrgang 4. August 2017



5 453000 174663



17031

3,50€

Außer Moos nichts los

Das hat's noch nicht gegeben: In der Majorzgemeinde Leudelingen treten zwei Listen zu den Wahlen an

Luxembourg, douze points?

Die Europäische Bankenaufsicht muss Brexit-bedingt umziehen. Bei der Standortauswahl geht es zu wie bei der Eurovision

Zone Gare

CFL-Immo SA et les métamorphoses de la gare de Luxembourg

Photo: Sven Becker

CFL-Immo SA et les métamorphoses de la gare de Luxembourg

Zone Gare

Bernard Thomas

Asset manager Situé au premier étage du siège moderniste des CFL, le bureau de Christian Antinori, directeur de CFL-Immo SA, donne sur le passage piéton en bois et métal qui relie le quartier de la Gare à Bonnevoie. C'est une solution provisoire qui dure. Démonté à la fin du chantier de la gare de Belval, le pont fut recyclé dans la capitale. Il enjambe l'ancien atelier central à moitié démoli. Durant les congés collectifs, cette gigantesque halle industrielle, dont les poutrelles Grey viennent d'être mises à nu, ressemble au squelette d'une baleine échouée sur les rivages de Bonnevoie. À part le « huelen Zant », c'est probablement la ruine la plus photographiée en Ville.

Créée il y a vingt ans, CFL-Immo SA est l'enfant de la libéralisation européenne des chemins de fer qui, au Luxembourg, avait débuté en 1997 par la sépa-

ration comptable entre infrastructure et exploitation. Détenue à 99,67 pour cent par les CFL, la SA s'occupe de la gestion et du développement du parc immobilier. Par l'effet de l'accumulation historique, ce patrimoine est étonnamment vaste : les CFL disposent de quelque 120 bâtiments et d'une importante réserve foncière dans des villes comme Esch-sur-Alzette, Pétange, Ettelbruck et Luxembourg. En vingt ans, les effectifs de CFL-Immo sont passés de six à 24 employés, dont seulement une minorité a encore été embauchée sous le statut de cheminot.

Ingénieur industriel de formation et directeur de CFL-Immo depuis quatre ans (il a passé toute sa carrière aux CFL), Christian Antinori décrit son rôle comme celui d'« asset manager » : « Nous sommes plus dans une veine commerciale que les autres ser-

vices. Ce rôle, nous commençons peu à peu à le remplir. » En théorie, CFL-Immo devrait donc constituer le fer de lance capitaliste des CFL. Mais, dans la pratique, son activité commerciale reste timide et, sur les dernières années, son résultat net ne dépassait guère les 75 000 euros. Car même si, via sa filiale Immo-Rail SA, elle joue un peu au promoteur (venant ainsi de terminer une résidence de 32 appartements et commerces à Mondorf-les-Bains), c'est la durabilité du *core business* ferroviaire qui continue de primer. Et même si Antinori a passé une formation expresse à la Chambre de commerce qui donne accès aux « professions de l'immobilier », son habitus est plus proche du fonctionnaire public que du promoteur privé.

« Zone gare » Durant la phase de réclamations contre le nouveau PAG de la Ville de Luxembourg, CFL-Immo fut un des seuls propriétaires à exiger un reclassement moins favorable de ses terrains. Classées initialement « zone mixte urbaine » par les services communaux, les parcelles des CFL à Hollerich, en face des bureaux de Paul Wurth, ont ainsi fini reclassées en « zone de gares ferroviaires, de tram et routières ». « Ceci correspond à nos besoins pour les prochaines vingt, trente, quarante ans, dit Antinori. Nous devons réfléchir à la viabilité du réseau ferroviaire à l'avenir. D'autant plus que, vers le nord de la gare centrale, on débouche directement sur le tunnel. Il n'y a donc pas de possibilités d'extension de ce côté-là. » La situation rappelle la celle à Ettelbruck où, en face de la gare, CFL-Immo utilise une gigantesque réserve foncière pour stocker gravats, traverses, caténaires et pelleteuses.

Les terrains libérés par la destruction de l'atelier central à Bonnevoie accueilleront deux nouveaux quais qui devraient être opérationnels d'ici la fin 2020. Seulement un de ces quais sera à double-voie, tandis que le second sera un cul-de-sac, bloqué côté nord par les Rotondes. Pour le reste du terrain, une longue bande

Le terrain de l'ancien atelier central est classé « zone gare ». Le nouveau PAG de la Ville de Luxembourg définit les activités qui pourront un jour s'y établir, dont « des services administratifs et professionnels, des centres de conférences, des hôtels, des activités d'artisanat, de commerce de détail et de prestations de service ». Bref : tout, sauf des logements

de presque un hectare coincée entre la rocade et les rails, la viabilisation devra attendre. Jusqu'ici, aucun plan n'a été élaboré et les négociations avec la commune n'ont pas encore débuté. (Dans les prochaines années, le terrain servira surtout de dépôt pour le chantier des deux nouveaux quais.) La bande de terre est classée « zone gare ». Dans sa version écrite, le nouveau PAG de la Ville de Luxembourg définit les activités qui pourront un jour s'y établir, dont « des services administratifs et professionnels, des centres de conférences, des hôtels, des activités d'artisanat, de commerce de détail et de prestations de service ». Bref : tout, sauf des logements.

Utopies En 1992, la City Gare Development Company, un consortium privé incluant la BCEE, Prefalux, Paul Wurth et des promoteurs immobiliers, proposait d'intégrer la gare centrale dans un gigantesque *shopping mall*. Une sorte de Forum des Halles, construit avec treize ans de retard. Jusqu'à l'an 2000, les promoteurs voulaient investir huit milliards de francs dans la construction d'un hôtel (200 lits et 80 appartements) et d'un centre commercial avec multiplex et installations de loisirs. Une coupole surdimensionnée en verre devait couvrir les quais. Le conseil de gouvernement et le conseil d'administration des CFL avaient donné leur accord de principe. Le ministre des Transports et des Travaux publics, Robert Goebbels (LSAP), jugea que le projet « comporte de nombreux éléments positifs ».

En 2005, à l'issue d'un concours d'architecture, le maire de la capitale, Paul Helminger (DP), se fit le promoteur d'un nouveau mégaprojet. Il proposa de recouvrir les rails de la gare et la rocade de Bonnevoie d'un couvercle en béton armé. Des jardins suspendus d'une superficie de huit hectares devaient relier Bonnevoie et la Gare d'un côté, les Rotondes au pont JP Büchler de l'autre. Ce parc flottant était entouré de buildings, le tout surplombé d'une tour de 32 étages.



Tourisme de chantier, début juillet sur le pont piéton reliant la gare centrale à Bonnevoie



Le Buffet de la gare. Dans une lettre au Premier ministre, les serveurs et cuisiniers écrivent que « les délaissés de la société viennent s'y restaurer et trouver un peu de chaleur et d'humanisme »

Intitulé « Central-Gare », le plan directeur, était voté en 2007 et englobait 57 hectares. (Pour donner un ordre de grandeur : le projet « Royal Hamilius » mesure 0,7 hectare, « Wunnen mat der Wolz » 26 hectares et le Ban de Gasperich 80 hectares.) Le maire courtut le Marché international des professionnels du secteur immobilier (Mipim) à Cannes pour trouver des investisseurs privés.

Le seul problème : seulement une petite fraction des terrains appartient à la commune, la majeure partie étant détenue par les CFL. Plutôt que de considérer le potentiel urbanistique, les cheminots anticipaient les problèmes et contraintes techniques. Les piliers portant la dalle n'entraveraient-ils pas le trafic ferroviaire ? Et où mettre de nouveaux quais et rails ? « Nous essayons actuellement d'expliquer à l'État et aux CFL qu'ils sont assis sur une mine d'or ! », s'exclamait Paul Helminger en 2008 face au *Land*. Dans sa déclaration échevinale 2011-2017, la coalition bleue-verte disait encore soutenir « la réalisation du plan directeur Luxembourg-Central [...] qui devra constituer une fenêtre ouverte et moderne sur la Ville pour tous ceux qui arrivent à la gare. » Mais, en réalité, le projet était déjà enterré. La maire Lydie Polfer (DP) le concédera en octobre 2014 devant les conseillers communaux : « Le dossier Luxembourg-Central est actuellement au point mort, car les CFL en tant que propriétaire principal ne veulent pas participer au projet. »

Le vent de la concurrence Si CFL-Immo SA refuse de jouer les baron Haussmann, elle tente néanmoins de donner une nouvelle orientation commerciale à ses gares qui devraient devenir « plus attractives » et « mieux s'intégrer dans le tissu urbain ». Une à une, les anciennes concessions d'exploitation cesseront d'être renouvelées. CFL-Immo veut faire jouer la concurrence, redistribuer les cartes.

Fin 2018, un appel d'offres européen sera ainsi lancé pour le kiosque de la gare centrale. Pour la multinationale suisse Valora, qui avait racheté les Messageries Paul Kraus en 2000 et qui gère les franchises « K-Kiosk » et « Press & Books », cet emplacement a une importance stratégique. Dans son vaste réseau germano-austro-suisse, le magasin dans la gare de Luxembourg constitue un des points de vente avec le chiffre d'affaires le plus élevé et une vingtaine de vendeurs y travaillent.

Après avoir décroché l'appel d'offres pour les deux points de vente à l'aéroport, Valora espère désormais remporter de nouveau celui de la gare ferroviaire. « La presse, le livre et le tabac restent notre *core busi-*

Ouvertures de cafés *hipsters* (Bloom, Paname, la Buvette des Rotondes) et de magasins bio (Ouni, Naturalia, Akabo) : les signes annonciateurs de la gentrification sont en effet apparus un peu partout dans le quartier durant les deux dernières années

ness et sont le cœur de la conception de nos points de vente », écrit Myriam Filiali, directrice générale de Valora Luxembourg, dans un mail. Mais elle précise en même temps que « dans un contexte où la presse régresse de façon significative, nous devons nous réorienter dans le mix produit que nous proposons aux clients afin de pouvoir financer des amplitudes horaires de gares qui sont très larges (tôt le matin jusqu'à tard le soir et cela tous les jours de la semaine et les jours fériés). »

Buffet de la gare Comme beaucoup d'employés des CFL (qui y bénéficient d'un menu du jour à tarif préférentiel de 5,60 euros), Christian Antinori est un habitué du Buffet de la gare, où il continue de manger régulièrement. Au 31 décembre 2017, après 53 ans de reconductions tacites, CFL-Immo SA résiliera officiellement le contrat de concession qui la lie à la famille Pirrotte. Celle-ci exploite le Buffet en deuxième génération : Le grand-père tenait une boucherie en face de la gare, en 1964, le père décrocha la concession du restaurant que le fils, Olivier, reprit en 2007. À côté du Buffet de la gare, symbole de la vie urbaine et de la mixité sociale, les Pirrotte exploitent depuis 1974 la brasserie La Belle Époque, logée au City Concorde, un paradis artificiel et postmoderne construit pour la classe moyenne aisée.

Publié le 25 juillet dans le *Wort*, l'appel à candidatures européen a déjà éveillé l'intérêt de plusieurs exploi-

tants potentiels. Ils auront jusqu'à début septembre pour ficeler leur dossier. Christian Antinori invite Olivier Pirrotte à participer à l'appel à candidatures. Mais celui-ci préfère ne pas. En partie, dit-il, parce qu'il ne pourra pas payer ses 23 salariés durant les mois que dureront les lourds travaux de transformation. Il dit vouloir arrêter la restauration « du moins en tant qu'indépendant ». Au 31 décembre, Pirrotte fermera donc le Buffet de la gare ainsi que La Belle Époque. En tout, 35 salariés perdront leur emploi.

En 2007, Olivier Pirrotte, qui a fait des études de restauration à Lausanne, avait repensé la décoration du Buffet de la gare, faisant enlever les faux-plafonds, installer des banquettes et repeindre les murs en vert lime et orange tangerine. Les affaires tournent plutôt bien, avec 180 couverts par midi. Pirrotte décrit le Buffet de la gare comme un « melting pot » : « Nous sommes un service au voyageur, c'est-à-dire tout le monde : que ce soit l'employé en costume-cravate, le simple ouvrier ou le SDF ». Les prix sont modiques : c'est un des derniers endroits en Ville où on peut boire un verre de Rivaner pour 1,70 euro. Depuis deux ans, un agent de sécurité de la société de gardiennage Dussmann est présent au Buffet de la gare. Ce contrôle dépersonnalisé rassurerait le personnel et la clientèle : « Si on laisse de plus en plus d'espaces de liberté, alors on perd un jour le contrôle », estime Pirrotte.

Albert Rubio (dit « Paco ») a été embauché au Buffet de la gare en 1988. Boucher-charcutier de formation, il travaille entre 6 heures du matin et 15 heures l'après-midi à préparer steaks, saucisses et boulettes de viande. Délégué du personnel, il n'est affilié à aucun syndicat, confiant dans le paternalisme patronal : « Parce qu'ici, c'est une maison familiale qui s'est toujours occupée de ses employés ».

Pour protester contre la résiliation de la concession d'exploitation, les employés ont lancé une pétition et contacté *L'Essentiel*. Ils ont écrit au Premier ministre, au ministre du Travail et au Président de la Commission européenne. Dans ses lettres, le personnel souligne la fonction sociale du Buffet de la gare : « Les voyageurs, mais aussi les agents CFL, les chauffeurs de bus et autres touristes, noctambules et les délaissés de la société viennent s'y restaurer et trouver un peu de chaleur et d'humanisme ».

Il y a deux mois, les 23 salariés du Buffet ont reçu leur préavis de licenciement. Chose rarissime dans le milieu de la restauration, de nombreux serveurs et cuisiniers présentent une ancienneté de plus de vingt ans. Trois d'entre eux travaillent même depuis

plus de trente ans au Buffet. (Ils ont donc droit à douze mois d'indemnité de départ aux frais du patron.) Le changement de l'exploitation ne tombera pas dans la catégorie du « transfert d'entreprise » et le personnel ne sera donc pas repris. « Imposer du personnel aux autres candidats à la concession ne s'inscrit pas dans le respect de l'équité concurrentielle », estime Christian Antinori. Et de citer un passage du contrat de concession stipulant que l'ancien concessionnaire « ne peut exiger un quelconque droit de reprise [...] du nouveau concessionnaire, pour quelque raison que ce soit. »

L'expulsion du Lumpenproletariat Albert Rubio voit le Buffet de la gare comme victime collatérale des changements sociologiques qu'il a pu observer dans le quartier. La Gare, dit-il, deviendrait « plus huppée » : « C'est une manne financière à récupérer ». Ouvertures de cafés *hipsters* (Bloom, Paname, la Buvette des Rotondes) et de magasins bio (Ouni, Naturalia, Akabo) : les signes annonciateurs de la gentrification sont en effet apparus un peu partout dans le quartier durant les deux dernières années. À ceci s'ajoute la « gangrénisation » du quartier mi-populaire, mi-bourgeois par des bureaux. Le nouveau bâtiment d'ING accueille désormais le voyageur qui sort de la gare. « Orange Bricks » (qui héberge également un studio de fitness) a avalé un tiers de la rue Joseph Junck, dernier pré-carré du *Lumpenproletariat* dans une ville qui se veut propre et (fiscalement) transparente. Comme le note l'agence immobilière Jones Lang LaSalle dans une publication parue la semaine dernière : « La Gare a ravi la première place des quartiers de bureaux à Luxembourg avec trente pour cent, le Kirchberg passe second avec 28 pour cent, tandis que la CBD [Central Business District, *ndlr*] représente seize pour cent et la Cloche d'Or douze pour cent. »

CFL-Immo veut-elle rendre le quartier « plus chic » ? Non, répond Antinori, il s'agirait plutôt de « s'adapter aux besoins de la clientèle et au tissu urbain environnant », et de citer en exemple le nouveau siège d'ING. Il dit vouloir rendre les transports en commun plus attractifs en créant un cadre « convivial et sûr » avec de « beaux halls où les gens aiment passer du temps » et où ils trouvent les services dont ils ont besoin.

Pour élaborer le concept et le cahier des charges du futur Buffet de la gare, CFL-Immo loue les services du chef étoilé Tony Tintinger. L'ancien patron du Clairefontaine (et parrain officieux du petit monde de la gastronomie luxembourgeoise) s'est converti en « consultant gastronomique ». Selon lui, il fau-

drat reconfigurer le Buffet de la gare et l'adapter à un « quartier revalorisé ». (À 73 ans, Tintinger ne se dit pas intéressé à s'impliquer financièrement dans le futur restaurant.) Il évoque une division du restaurant en plusieurs sections, s'adressant « à chaque portemonnaie » : un coin « take-out » pour les employés du quartier, désireux de « comprimer leurs heures » et d'éviter ainsi la *rush hour*, un coin de restauration « rapide » (« a 25-30 Minuten giess an fort ») et un coin avec service à table proposant des spécialités luxembourgeoises « defleg ». Les serveurs devraient rassurer les clients et leur ôter la peur d'être importunés. Enfin, d'ici un an et demi, Tintinger propose d'aménager un petit restaurant plus chic, avec des « nappes et serviettes en tissu » où « nos clients TGV » pourront tenir leurs déjeuners d'affaires.

Les malheurs de Léa Linster

En 1997, pour revaloriser la gare centrale, les CFL avaient proposé à Léa Linster d'installer un restaurant au premier étage du bâtiment néobaroque. Dans *Mein Weg zu den Sternen* (2015), ses mémoires mêlant rancunes personnelles, confessions intimes, considérations philosophiques et recettes de cuisine, Linster se rappelle cette expérience comme le « kläglichste Debakel meines Lebens ». Au début, elle avait pourtant été très optimiste, espérant y organiser des banquets pour banquiers et accueillir les « Mitarbeiter der luxemburgischen Regierung, die sich immer über die lange Anfahrt nach Frisange beschwert hatten ». Le manque de succès du restaurant, elle l'attribue à la « Missgunst derjenigen, die meine Renommee höchstens schön weit weg auf dem Dorf duldeten, und darüber aufgebracht waren, dass ich mich ins Hauptstadtdgeschäft einmischen wollte. » Ces « Feinde » – qui ne sont jamais nommés – auraient semé des rumeurs derrière son dos et même coupé la ligne de gaz. À cela s'ajoutait un partenaire d'affaire (« ein echter 'bad boy' [...] mit enormer erotischer Ausstrahlung ») avec lequel Linster entretenait une relation qu'elle décrit comme abusive et violente. Léa Linster se décrit au bord du gouffre : « Ich bekam schlecht Luft und litt unter Panikattacken. Nachts lag ich zitternd im Bett, weinte und fand keinen Schlaf ». En 2001, la brasserie « Au quai de la gare » déclare faillite. bt



Leitartikel

Mariage pout tous

Romain Hilgert

Mit der Anfang dieses Jahres in Kraft getretenen Steuerreform wollte die Regierung sich nicht nur die Sympathie der Wähler zurückkaufen, die sie sich mit ihrem Sparpaket verschertzt hatte. Sie wollte auch ihren modernen, weltoffenen Reformwillen in gesellschaftspolitischen Fragen unter Beweis stellen, indem sie ein Versprechen einlöste, dessen Verwirklichung während Jahren als technisch undurchführbar dargestellt worden war: die Einführung der Individualbesteuerung für Ehepaare ab nächstem Jahr.

Erwerbstätige Frauen klagten seit langem, dass sie bei der gemeinsamen Veranlagung mit Ehegattensplitting in Klasse 2 als bloße „Hinzuverdienerinnen“ angesehen und unverhältnismäßig besteuert werden. Aus Rücksicht auf die ihr lieben Mittelschichtenfamilien, die massiv zur Kasse gebeten worden wären, schuf die liberale Koalition jedoch die Steuerklasse 2 nicht ab, sondern führte eine optionale Scheinindividualisierung ein. Ehepartner, die genug verdienen, um sich einen Steuerberater zu leisten, können sich nun ausrechnen lassen, ob es sich lohnt, mit einem mittleren Satz besteuert zu werden. Soeben gewährte ihnen Finanzminister Pierre Gramegna (DP) für diese schwierige Entscheidung 15 Monate zusätzliche Bedenkzeit.

Aber vielleicht war der halbherzige Fiskalfeminismus der Regierung sowieso nur ein Vorwand, um möglichst unauffällig die „Gleichstellung von Ansässigen und Grenzpendlern“ durchzusetzen, wie Berichterstatterin Joëlle Elvinger (DP) sich bei der Verabschiedung der Reform im Parlament freute. Denn seit *Chèques-services*, Studienbörsen und Mietzuschüssen sind Grenzpendler die liebsten Milchkühe des Staats.

Bis heute wurden über 95 000 verheiratete Grenzpendler in der Klasse 2 besteuert, wenn sie mehr als die Hälfte ihres Einkommens hierzulande verdienten, und noch einmal 46 410 in der Klasse 1A, ohne dass das Steueramt die ausländischen Einkommen der Haushalte kontrollierte. So ermöglichte der Staat den Betrieben, Beschäftigten mit langen Anfahrtwegen kostengünstig attraktive Nettolöhne zu bieten.

Doch diese etwas einseitige Bezuschussung scheint nun nicht mehr nötig. Denn ab nächstem Jahr sollen verheiratete Grenzpendler, ob aktiv oder in Rente, in die weit kostspieligere Steuerklasse 1 für Junggesellen versetzt werden, wenn sie nicht den Nachweis erbringen, dass sie nicht mehr 50, wie bisher, sondern mindestens 90 Prozent ihres Einkommens in Luxemburg verdienen. So entdeckte das Finanzminis-

terium plötzlich den Charme des internationalen Informationsaustauschs in Steuerangelegenheiten. Die Saliariatskammer rechnete inzwischen vor, dass verheiratete Grenzpendler künftig nach fünf verschiedenen Regeln einschließlich Individualisierungsmöglichkeit sowie drei verschiedenen Steuerabkommen mit den Nachbarländern besteuert werden sollen.

Nach gemeinsamen Protesten von OGBL, LCGB und Aleba kündigte der Finanzminister vergangene Woche zusammen mit dem OGBL eine Änderung zum nächsten 1. Januar an, derzufolge verheiratete Grenzpendler auch in Steuerklasse 2 kommen können, wenn ihre ausländischen Bruttoeinkünfte über zehn Prozent, aber weniger als 13 000 Euro jährlich ausmachen. Dadurch soll ein Teil der sich diskriminiert fühlenden Grenzpendler doch noch nach Klasse 2 besteuert werden. Aber es bleibt die Regel, dass das Steueramt verheiratete Einheimische als Verheiratete und verheiratete Grenzpendler bis zum Beweis des Gegenteils als Junggesellen besteuert, mit den entsprechenden Mehreinnahmen für die Staatskasse. Hehre Prinzipien wie Familienförderung, *Statut unique* und *Mariage pour tous* gelten offenbar nur bedingt für jene Hälfte der Erwerbstätigen, deren Familien jenseits der Grenze wohnen.

blog



Porsche

Auch hierzulande ist der Porsche Cayenne der 100 000-Euro-SUV für die standesgemäße Fahrt zum Bioladen. Am Montag bestätigte das Nachhaltigkeitsministerium, dass Porsche seine bulligen Drei-Liter-Diesel-Fahrzeuge von der Sandweiler Kontrollstation europaweit für fahrtauglich und umweltschonend erklären ließ, nicht zu verwechseln mit einem Ruling. Und dass die Zulassung nun zurückgezogen wurde, weil die Wagen, die 138,55 Milligramm Stickoxide ausstoßen, so manipuliert sind, dass sie auf dem Prüfstand 54,9 Milligramm ausscheiden. Mit den bereits zugelassenen Cayenne darf man aber weiter zum Bioladen fahren. [rh](#).

Personalien

Personalien

Politik

Gesellschaft

Wirtschaft

Wirtschaft

Xavier Bettel,

Premierminister, hatte vor einem Jahr gemahnt, dass die Europäische Union in den Brexit-Verhandlungen mit der britischen Regierung nicht revanchistisch auftreten dürfe. Am Sonntag erklärte er dem rechten Boulevard-Blatt *Daily Mail*, dass es nun an der Zeit sei, „to make an analogy with the famous quote of Mrs Thatcher, ‚We want our money back‘“. Dabei gehe es um eine Summe zwischen 36 und 54 Milliarden Pfund, so Bettel, der als „a key EU leader“ vorgestellt wurde. [rh](#).

Laze

heißt die Familie von zwei Schülern des Escher Jungenlyzeums, die nach Albanien ausgewiesen werden soll. Die Eltern hatten als Rechtsanwälte Mordrohungen bekommen und waren deshalb vor fünf Jahren nach Luxemburg ausgewandert, der Vater wurde vor zwei Monaten tot in einem Hotelzimmer aufgefunden. Trotzdem wurde der Asylantrag der Familie abgelehnt. Nun setzt sich das Schülerkomitee des LGE dafür ein, dass ihre beiden Kameraden bleiben dürfen. [rh](#).

Nicolas Schmit,

Beschäftigungsminister (LSAP), erwartet, dass Unternehmer und Gewerkschafter sich bis zum Jahresende auf Vorschläge zur Einführung von Zeitsparkonten in der Privatwirtschaft einigen, erklärte er auf eine parlamentarische Anfrage von Marc Spautz (CSV). Ein entsprechender Gesetzentwurf war schon 2010 eingebracht, aber 2014 zurückgezogen worden. [rh](#).

Fernand Etgen,



Landwirtschafts- und Verbraucherschutzminister (DP) musste feststellen, dass es rund 20 verschiedene Gütesiegel gibt, mit denen die Produzenten meist sich selbst bestätigen, wie gesund, umweltfreundlich und heimisch ihre Lebensmittel sind. Deshalb schuf das Ministerium nun ein weiteres Label, das die anderen Label mit dem Logo eines amtlichen Stempels auf der Verpackung bestätigt. Es soll auch erlauben, bessere Lebensmittel bei Ausschreibungen öffentlicher Kantinen zu kaufen (Foto: MAVPC). [rh](#).

Edy Mertens,

DP-Abgeordneter und Bürgermeister von Uffingen, zieht nicht unter liberaler Flagge in den Wahlkampf. Zusammen mit den Räten Norbert Breuskin und Sonia Siebenaller-Aubart stellte der Wilferdinger Hausarzt eine *ÉBL – Elwenter Bierger Lést – vam Bierger fir de Bierger* in der neuen Proporzgemeinde auf. [rh](#).

Datensteuer

Während sich Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) abmüht, um Google nach Luxemburg zu locken, und Jeremy Rifkin schwadronieren lässt, fordert die Jugendorganisation seiner Partei eine „Datensteuer für Internetunternehmen“. Nicht richtig, aber wenigstens, soll „sich Luxemburg auf europäischer und OECD-Ebene“ dafür einsetzen. Daten würden eine immer wichtigere Ressource und deren Nutzung zu Werbezwecken gehöre besteuert, schrieb das Nationalbüro der Jeunesse socialiste am Dienstag. [rh](#).

Kosmische Maßstäbe

Was Luxemburg macht, sei krass völkerrechtswidrig, sagt Stefan Hobe gegenüber dem *Deutschlandfunk* diese Woche, und deshalb „im Kern nichtig“. Der Weltraumrechtsexperte bezieht sich auf das Gesetz der blau-rot-grünen Regierung, das privaten Firmen auf Asteroiden und anderen Himmelskörpern im Weltall Schürfrechte sichern soll. Es sei Ambition, des „Satellitenstaats Luxemburgs, im Weltall unter Nutzungsaspekten aktiv zu werden, aber „leider mit den verkehrten Mitteln“. Es gebe keinen gemeinsamen Beschluss der Europäischen Raumfahrtagentur oder der EU. Er glaube auch nicht, dass die Luxemburger Position mehrheitsfähig sei, so Hobe. Der Mond und die Himmelskörper seien durch internationale Verträge zu „internationalen Gemeinschaftsgütern“ erklärt worden und daher nicht durch einzelne Staaten „aneignungsfähig“. Sollte dies sich ändern, müsse dies auch auf internationaler Ebene geregelt werden. [ik](#)

Wachsende Gewinnspannen

Ein Jahr nach der Reform des Taxigeschäfts überprüfte das Observatoire de la formation des prix deren Auswirkungen. Von den 550 erlaubten Lizenzen sei noch ein Viertel frei, im Norden seien es sogar noch drei Viertel. Beeindruckend ist die vom Observatorium festgestellte Entwicklung der Gewinnspannen der oft als überteuert empfundenen Taxen: In den vergangenen vier Jahren seien die Preise um elf Prozent gestiegen, die Kosten aber dank moderater Lohnpolitik und rückläufiger Erdölpreise nur um 3,2 Prozent. [rh](#).

Les pratiques du ministère



Dans une interview publiée la semaine dernière dans le *Land*, l'ancien directeur général de la CSSF (2009-2016) Jean Guill déclarait : « [...] Ce que je ne trouve vraiment pas bien, c'est que le ministère des Finances fasse écrire des projets de loi par des études d'avocats ou des firmes d'audit. Au cours des dernières années, cette pratique s'est malheureusement répandue. » Interrogé cette semaine par le *Land*, le ministère des Finances se dit « étonné » de ces « affirmations, qui ne reflètent pas la pratique du ministère, du moins des dernières années ». [bt](#)

Mehr Inflation

Die jährliche Inflationsrate betrug laut Stateg im Juli 1,9 Prozent. Gegenüber dem Vormonat fiel der Preisindex ein wenig, doch trotz Sommerschlussverkauf war das Einkleiden im Juli vier Prozent teurer als noch vor einem Jahr. Die Kerninflationsrate erreichte mit 1,9 Prozent ihre höchste Zuwachsrate seit Ende 2015 und das Stateg geht davon aus, dass sich der Trend aufgrund der guten Konjunkturlage fortsetzen wird. In seinen neuesten Vorhersagen rechnet das Stateg mit einer Inflationsrate von 1,8 Prozent beziehungsweise 1,6 Prozent für 2017 und 2018. Die nächste Indextranche wird immer noch für das zweite oder dritte Quartal 2018 erwartet. [ms](#)

Gutes Ergebnis

Der Satellitenbetreiber SES aus Betzdorf hat das erste Halbjahr bei einem Umsatz von 1,048 Millionen Euro (+9,6 Prozent im Vergleich zu 2016) mit einem Gewinn von 275,5 Millionen Euro (+21,2 Prozent) abgeschlossen. Die Auftragsbücher sind mit Bestellungen im Wert von 7,3 Milliarden Euro gut gefüllt. [ms](#)

Good Business

Die BNP-Paribas-Bankgruppe, Muttergesellschaft von BGL BNP Paribas, an der der Luxemburger Staat beteiligt ist, hat das erste Halbjahr bei Einnahmen von 10,9 Milliarden Euro mit einem Nettogewinn von 2,518 Milliarden Euro abgeschlossen, 5,3 Prozent weniger als im ersten Halbjahr 2016. [ms](#)

Start-up kauft Start-up

Das niederländische Start-up für elektronische Zahlungen Payconiq kauft das Luxemburger Start-up für elektronische Zahlungen Digidash, wie die Unternehmen diese Woche mitteilen. Obwohl es dazu in der Pressemitteilung heißt, „Payconiq joins forces with Luxembourg-based Digidash“, stimmt das nicht ganz, denn laut Firmenregister wurde am Donnerstag das Management ausgewechselt. Digidash hat das Geschäftsjahr 2016 mit einem Verlust von 125 000 Euro abgeschlossen und schiebt zwei Millionen Euro Verluste vor sich her. Die Nutzer bräuchten sich keine Sorgen zu machen, heißt es, die Übernahme werde von der CSSF überwacht. [ms](#)

Mehr Geld

Staatssekretärin im Wirtschaftsministerium (LSAP), stellt der Tourismusbranche mehr Geld für Beihilfen und Subventionen in Aussicht. Der zehnte Fünfjahresplan für die Investitionen in der Tourismusbranche, der von 2018 bis 2022 gelten wird, sieht über seine Laufzeit Ausgaben von 60 Millionen Euro vor. Das entspricht einem Aufschlag von 33 Prozent im Vergleich zum noch laufenden Fünfjahresplan, der von der Vorgängerregierung erstellt worden war. [ms](#)





Zwischen romantischem Dorfidyll und Schlafgemeinde ohne Seele

Außer Moos nichts los

Das hat's noch nicht gegeben: In der Majorzgemeinde Leudelingen treten zwei Listen zu den Wahlen an

Ines Kurschat

Leudelingen ist unspektakulär. Von Luxemburg-Stadt über die Autobahn A4 in etwas mehr als zehn Minuten zu erreichen, liegt die Gemeinde im Speckgürtel der Hauptstadt. Außer einer Kirche aus dem 19. Jahrhundert und ein paar Restaurants hat sie Touristen wenig zu bieten. Mit rund 2 600 Einwohnern ist sie zu normalen Zeiten zu unbedeutend, um in den Nachrichten aufzutauchen, außer vielleicht in der Verkehrsrubrik, wenn die Blechlawinen aus dem Süden mal wieder bis Bettemburg zurückstauen, oder in der Rubrik Sport und *People*: Tennisspieler und ATP-Turnier-Sieger Gilles Müller lebt hier; der Immobilienmogul Flavio Becca nennt hier ein Haus sein Eigen. Doch bald sind Gemeindewahlen und deshalb ist nichts mehr, wie es war: Weil es zur diesjährigen Abstimmung zwei Kandidatenlisten geben wird statt eine, hat die beschauliche Gemeinde Schlagzeilen gemacht.

Der Bruch der politischen Landschaft in zwei konkurrierende Lager ist seitdem Dorfgespräch, allerdings weniger aufgeregt, als es die Medien glauben machen. „Das bringt mehr Diversität“, sagt ein etwa 40-jähriger Bewohner achselzuckend, der vor der Garage seines Bungalows mit der Motorsäge einen Baumstamm bearbeitet. Ihn sorgt mehr, dass die Zone 30, die die Gemeindeleitung rund um den Friedhof eingeführt hat, nicht den gewünschten Effekt bringt. „Ich würde meine Tochter gern zu Fuß zur Schule gehen lassen, aber das geht nicht. Es ist zu gefährlich“, sagt er und zeigt hügelabwärts. „Schauen Sie mal den Verkehr auf der Hauptstraße.“ Dort sind 50 Stundenkilometer erlaubt, doch ein Stopp unten am Jesuskreuz an der Ecke reicht, um mit eigenen Augen zu sehen, dass Autofahrer sich einen Teufel ums Tempolimit scheren. Die Gemeinde hat einen Schultransport eingerichtet und alle Bewohner aufgefordert, ihn zu nutzen, damit Kinder die gefährliche Straße nicht überqueren müssen. Die CR 163 Leudelange, die an der Schule vorbeiführt, windet sich wie eine stinkende Schlange mitten durch die Ortschaft und führt im Norden nach Schlewenhaff und im Süden nach Bettemburg.

„Es gibt hier keine traditionellen Parteien. Der vorige Bürgermeister war zwar von der DP, hat aber parteienübergreifend gedacht“, sagt die Bewohnerin eines Bauernhauses nahe der Gemeindeverwaltung. Aus der Scheune riecht es nach Kuhdung. Hinter „dem schlechten Dorftheater“ stehe ein Machtkampf, analysiert die Rentnerin messerscharf. Ihre Nachbarin mit der runden Nickelbrille mit Goldrand vom Bauernhof schräg gegenüber sieht das genauso: „Die wollen die Bürgermeisterin ausbooten.“

Das ist auch die Version, die Diane Bisenius-Feipel verbreitet. Vor vier Jahren hat die zweifache Mutter und Teilzeit-Angestellte der Gemeinde Dippach als damalige Erste Schöffin das Bürgermeisteramt übernommen, nachdem Vorgänger Rob Roemen tragisch verunglückt war. Daran, sich in der Politik zu engagieren, hatte sie „eigentlich nicht gedacht“. Weil aber ihr Vater, Jean Feipel, kurz vor den Gemeindewahlen 2011 nach fast 30-jähriger Tätigkeit im Gemeinderat verstorben war und Roemen sie gebeten hatte, mit auf der – parteienübergreifenden – Liste zu kandidieren, habe sie dies „für ihren Vater“ getan. Sie wurde auf Anhieb Zweitgewählte.

Für die Wahlen sei sie von den Gemeinderäten Patrick Calmus und Marcel Jakobs, beide DP, die erneut kandidieren wollen (die Schöffen Eugène Halsdorf und Victor Christophe sowie die Gemeinderäte Raymond Kauffmann, Marc Loess und Francisco Ramirez hören aus Alters- und/oder persönlichen Gründen auf), im Frühjahr angesprochen worden, eine gemeinsame Liste aufzustellen. Für die Majorzgemeinde sind neun Sitze im Gemeinderat vorgesehen. Jedoch hätten Calmus und Jakobs sehr genaue

In Leudelingen werden aus alten Freunden und Weggefährten neuerdings politische Gegner. Schon absurd, sagen Anwohner

Vorstellungen von der Zusammensetzung der Liste, sowie der späteren Postenvergabe gehabt, erzählt sie dem *Land*. „Das mache ich nicht mit, da muss man die Wahlen abwarten.“

Die Geschichte der Kontrahenten geht anders: Man habe Feipel einen Listenplatz angeboten, so wie das üblich sei. Aber die Bürgermeisterin habe von vornherein nicht mitgehen wollen, sagt Patrick Calmus. Wie das Angebot lautete, verrät er nicht. „Die Bürgermeisterin wollte vier eigene Leute mitbringen, aber dann wären wir in der Minderheit gewesen“, fügt Marcel Jakobs hinzu. Im Dorf wird gemunkelt, die DP-Männer hätten versucht, Feipel mit einem, dem letzten, Listenplatz abzuspeisen, „ein Gerücht“, sagt Jean-Pierre Roemen, Sohn des verstorbenen Gemeindevaters Rob Roemen und Kandidat von Zesumme fir Leideling, entrüstet. „Als ich gefragt wurde, waren Listenplätze nach mir frei.“ Roemen hatte sich im *Tageblatt* zu Wort gemeldet, als die Zeitung über den „DP-Putsch“ in der Gemeinde berichtete. Es sei keine DP-Liste. „Das wäre nicht im Sinne meines Vaters“, schrieb er. Diane Bisenius-Feipel ist parteilos. „Ein Drittel unserer Kandidaten hat nichts mit der DP zu tun. Wir arbeiten gut zusammen“, sagt der sportliche 20-Jährige, der das *Land* in Trainingshose und auf grauen Socken empfängt. Er hat ins Arbeitszimmer seines Vaters geladen. Hinter dem wuchtigen Schreibtisch hängen Urkunden und Zeichnungen, die den Kommunalpolitiker und ehemaligen Chefredakteur des *Journal* zeigen. Viel genutzt sieht das Zimmer nicht aus, aber der Junior, der in Luxemburg Recht studiert, steht erst am Anfang seines politischen Engagements. Zuvor war Roemen bei den Scouten und im Musik- und Fußballverein engagiert.

Da trifft er auf alte Freunde – und neue politische Gegner: Der junge Graffiti-Künstler Raphael Gindt, der an diesem schönen Tag draußen am Bauzaun der *Maison relais* arbeitet und spontan seine Meinung sagt. Das Graffito haben Jugendliche aus dem Jugendhaus gemeinsam entworfen, Teletubbies wechseln sich mit Micky Maus und Super Mario ab. Gindt kandidiert auch bei den Gemeindewahlen, im Team der Bürgermeisterin. „Es ist schon absurd“, sagt er und macht keinen Hehl daraus, dass er für die politische Konkurrenz wenig Verständnis hat. „Wir sitzen doch alle im selben Boot“, unterstreicht der Künstler, der Präsident des örtlichen Fußballvereins ist. Schatzmeister ist ... Jean-Pierre Roemen.

Nun müssen Calmus, Jakobs und Co., die viele der Projekte der Bürgermeisterin unterstützt haben, sich programmatisch absetzen. Keine leichte Aufgabe. Denn die Themenwahl in der Kommunalpolitik ist begrenzt – und viel Entscheidungsspielraum gibt es bei den großen Problemen ohnehin nicht. Junior Roemen wünscht sich mehr Angebote für die Jugend, wie eine Anbindung an den Late-Night-Bus sowie mehr digitale Angebote: Obwohl die Gemeinde ans Hochgeschwindigkeitsnetz angeschlossen ist, lässt der digitale Aufbruch zu wünschen übrig. Der Webauftritt der Gemeinde nennt Bevölkerungszahlen aus dem Jahr 2010. Als Prioritäten stehen im Programm von Zesumme fir Leideleng Infrastruktur, Wohnen, Kultur, Integration, Sicherheit und die Wiederbelebung des Dorfkerns. Das Programm der Bürgermeisterin

liegt noch nicht vor, wird *Land*-Informationen nach aber ganz ähnliche Schwerpunkte enthalten.

So wird die Belebung des Dorfkerns wichtiger Teil beider Programme sein. Zesumme fir Leideling wirbt damit, die Bürger stärker an den Beratungen und Entscheidungen zu beteiligen. Das habe die Bürgermeisterin zu wenig getan, findet Roemen. Dem Dorf, das 2006 150-jähriges Bestehen feierte, fehlt ein klar definiertes Zentrum: Das rosa Rathaus mit schwarzem Bär im (1974 geschaffenen) Wappen liegt zwar zentral auf der Hauptachse rechts neben der Kirche, gegenüber dem (überdimensionierten) gelben Vereins- und Jugendhaus. Auch die Post, eine Kneipe, ein Bankautomat und zwei Restaurants befinden sich in Fußnähe. Mehr Leben könnte entstehen, wenn die neue Grundschule mit integrierter *Maison relais* fertig ist, für die die Bürgermeisterin in Anwesenheit von Innenminister Dan Kersch kürzlich den Spatenstich feierte. Es ist ein Vorzeigeprojekt ganz im Sinne des liberalen Schulministers Claude Meisch, bei dem Lehrpersonal und Erzieher das Nutzungskonzept zusammen mit der Gemeinde und den Architekten ausgearbeitet haben. „Wir wollen ein *Shared space* am Place du Lavoir, wo sich die Bürger begegnen können“, sagt Bürgermeisterin Diane Bisenius-Feipel.

Und trotzdem sieht der Ort für Besucher zerrupft und unstrukturiert aus, so als konnten sich seine Gemeindeväter und -mütter nie richtig entscheiden, ob sie lebendiges Dorf oder Schlafgemeinde sein wollten: Anonyme Apartmenthäuser und weiße Wohnwürfel mit Riesengaragen und schwarzem Porsche Cayenne vor der Tür stehen traditionellen Bauernhöfen aus dem 19. Jahrhundert gegenüber, die teils noch in Betrieb sind. „Wir treiben unsere Kühe die Straße entlang“, sagt die örtliche Biobäuerin stolz und zeigt in Richtung Ortsausgang. Auf ihrem Hof, der sich nur rund 200 Meter neben dem Rathaus befindet, kann, wer will, Eier und Milchprodukte kaufen, Fleisch gibt es auf Vorbestellung. Weiter oben, Richtung Parkinson-Zentrum, reißen sich eng gedrungene Arbeiterhäuser neben Bungalows mit Gartenzwergen im Vorgarten – Bau- und Planungsünden einer *Laissez-faire*-Kommunalpolitik, wie man sie überall im Land beobachtet, die Privateigentum hochhält und kaum über landesplanerische Expertise verfügt. Der britische Fotograf Martin Parr, der anlässlich des Kulturjahrs

2007 für seine Reportage „Lux“ ironisch baulichen *mauvais goût* festhielt, hätte reichlich Stoff für sein Kameraauge gefunden.

Eigentlich soll das von Rob Roemen initiierte Projekt „Stempels“ für mehr Struktur und Zusammenhalt sorgen: Die Idee ist, dass die Gemeinde sämtliche Besitzer der Grünflächen hinterm Vereinshaus an einem Tisch versammelt und so ein Konzept für gemischtes Wohnen entsteht: mit erschwinglichem Wohnraum, denn die Preise von rund 6 000 Euro pro Quadratmeter Wohnfläche sind für immer weniger Leute bezahlbar, und mit kleinen Geschäften. Die Verhandlungen gestalten sich schwierig: Zwei Besitzer weigern sich zu verkaufen, nicht weil sie auf höhere Preise hoffen, sondern weil sie Bauern sind und ihren Kindern die Anbauflächen vererben wollen. Offenbar hat die Gemeinde keine Flächen im Austausch anzubieten; sie verfügt kaum über eigenes Land, geradeso wenig wie über Sozialwohnungen. Das passte nicht ins politische Konzept, weder unter dem liberalen Bürgermeister Roemen, noch unter seinem christlich-sozialen Vorgänger Fernand Conter. Immerhin: Die Planungen für das seit mehr als zehn Jahren versprochene Altersheim schreiten nach Jahren der Stagnation nun voran: Im September hofft die Bürgermeisterin, sich mit einem Träger endgültig einig zu werden.

In Leudelingen verschärfen die insgesamt 88 Hektar großen Aktivitätszonen *Am Bann*, *Grasbësch* und *La Poudrerie* den Kontrast: Pferde grasen gemächlich vor Baukränen, Strohballen liegen auf einem unbebauten Grundstück nicht weit vom Burger King in der Rue Léon Laval. Das chaotische Wachstum der Gewerbegebiete, in der Firmen wie Lineheart, Foyer, Robert Steinhäuser, die Logistikfirma Schenker und andere ansässig sind, entspricht dem Inseldenken der 1970-er bis 2000-er Jahre: viel Gewerbe ansiedeln, um ordentlich Steuern zu kassieren, sich dabei aber keine Gedanken um ökologische und soziale Folgen machen. Treten heute einige der mehreren Tausend Angestellten, darunter viele *Frontaliers* aus Frankreich, zur Pause vor die Tür, finden sie weit und breit keine Sitzgelegenheit, geschweige denn einen Park. Dabei ist drum herum alles grün. Auch die *Œuvre nationale de secours* Grande-Duchesse Charlotte und die Nationallotterie wurden mit günstigen Konditionen nach Leudelingen gelockt.

Mit der Tram, so hofft die Gemeinde, könnte zumindest das Autochaos etwas eingedämmt werden, ein geplantes Parkhaus ist „wegen der Anziehungseffekte“ umstritten. 2012 hatte die Gemeinde eine Konvention mit Bertringen, Hesperingen, Luxemburg und Strassen unterzeichnet, seitdem hat der Schöffenrat neue Buslinien eingerichtet. Eine verbindet den Ortskern mit dem Bahnhof, der oben am Hügel Richtung Schlewenhaff liegt. Aber wer verzichtet schon aufs Auto und nimmt den Zug in die Stadt, wenn er erst umständlich mit dem Bus anfahren muss und die Autobahnzufahrt direkt vor der Tür liegt? Der Verkeiersverband soll ermitteln, woher die Berufspendler, und damit der Mammutanteil des Verkehrsaufkommens, stammen und wie der öffentliche Transport verbessert werden muss. Dazu wurden ansässige Betriebe befragt, Ergebnisse liegen noch nicht vor. Daran, dass die Südumgehungsstraße doch noch kommt, einstiges Wunschprojekt von Rob Roemen, scheint in der Gemeindepolitik niemand zu glauben. Im (blockierten) Sektorplan Verkehr der Regierung tauchte sie nicht mehr auf. Ins Wahlprogramm gehört die Tram schon deshalb, weil sich viele Leudelingen lieber zur Stadt zugehörig zählen, als zu den angrenzenden Gemeinden im Süden. Das macht mehr her. Bei einer Arbeitslosenquote von unter drei Prozent und Einnahmen von rund 10,8 Millionen Euro (2015) ist die Mini-Gemeinde ein ökonomischer Kraftbolzen.

Mit der Gemeindefinanzreform der blau-rot-grünen Regierung fällt der Geldsegen künftig jedoch nicht mehr so üppig aus: So muss die Gemeinde für 2015 2,7 Millionen und für 2016 nochmals 1,39 Millionen Euro an den neuen *Fonds de dotation globale des communes* zahlen. Die Gemeindeführung hat gegen die Rückzahlungen Klage vor Gericht eingereicht. Die Anwohner bezahlen unterdessen den Preis für die vermurkste Planung in Form von Durchgangsverkehr, wachsendem Lärm und steigenden Infrastrukturunterhaltskosten. Gemeinderat Marcel Jakobs stellt zwar fest: „Wir haben sicher Fehler in der Vergangenheit gemacht. Aber wir wussten auch, worauf wir uns einlassen. Man kann sich keinen Hund kaufen und sich dann beschweren, dass man sich um ihn kümmern muss.“ Bleibt abzuwarten, ob die wahlberechtigten Leudelingen das ebenso sehen und wie sie die bisherige Bilanz ihrer Gemeindeführung am 8. Oktober bewerten werden.



Schöner leben in Leudelingen. Graffiti-Aktion des von Rob Roemen ins Leben gerufenen Jugendhauses

Politique culturelle

Culture sur roues

Entretien : josée hansen

En octobre 2016, l'ancien dramaturge du Théâtre national, Andreas Wagner, et l'ancienne responsable du cahier culturel du *Tageblatt*, Janina Strötgen, ont été nommés respectivement coordinateur général et directrice artistique de la candidature d'Esch-sur-Alzette pour devenir capitale européenne de la culture en 2022 par l'asbl créée pour cette occasion. Après les nombreuses critiques du jury européen quant au pré-dossier, soumis l'année dernière, ils ont changé de thème – abandonnant *L'amour* pour le *Remix* – et sont sur les chapeaux de roue pour finaliser la candidature définitive, à déposer d'ici six semaines. Rencontre avec un duo motivé.

d'Lëtzebuurger Land : *Le 15 septembre, vous devrez soumettre le dossier de candidature définitif pour que Esch-sur-Alzette et la région deviennent « capitale européenne de la culture » en 2022. Est-ce que vous arriverez à terminer à temps ?*

Janina Strötgen : Nous devons y arriver ! (*sourit*). Nous sommes dans la phase finale d'écriture, que nous faisons en allemand. Puis le dossier sera avisé par deux experts en matière de stratégie culturelle, avant d'être traduit en anglais, langue imposée par le jury, à nouveau avisé et corrigé par un expert anglophone, pour enfin être mis en page et agrémenté de graphiques et d'images. Tout cela se passe en parallèle.

Quelle sera son envergure ?

Andreas Wagner : Le dossier fera obligatoirement cent pages A4

On a entendu qu'à votre arrivée, en octobre, vous avez trouvé des armoires vides, que l'ancien expert, qui avait conseillé la Ville d'Esch-sur-Alzette en amont de la première candidature et déjà fait un travail de défrichage dans les communes du Sud, avait tout emmené en partant, après votre nomination. Est-ce vrai ?

JS : (*Réfléchit un instant*) Les dossiers les plus importants, ceux avec les lettres d'intention des communes participantes et de celles du CCPHYA (*Communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette française, ndlr.*) s'y trouvaient bien et c'est l'essentiel. Mais en ce qui concerne le concept et le contenu, nous avons effectivement commencé à zéro. Mais c'était notre volonté aussi...

AW : Oui, c'était évident dès nos entretiens d'embauche que le thème choisi par nos prédécesseurs, celui de l'amour, ne tenait pas la route, qu'il fallait changer...

Justement, le thème jugé trop vaste de « l'amour » était une des choses les plus virulemment critiquées

par le jury. Vous avez maintenant opté pour le thème du Remix – pouvez-vous l'expliquer ? Qu'est-ce que cela veut dire dans le cadre d'une année culturelle ?

AW : La mixité de la population luxembourgeoise, et plus particulièrement de celle du Sud du pays, a immédiatement été pour nous un sujet évident pour cette année culturelle, car notre expérience du vivre-ensemble peut avoir une vraie plus-value en Europe. Et ce davantage encore au regard de la montée des nationalismes en Europe.

En contraste, Kaunas, qui sera notre ville partenaire en Lituanie, connaît le phénomène inverse, la « démixité ». En effet, la deuxième ville du pays, après Vilnius, fut une ville extrêmement mixte dans les années 1930 : la moitié de la population était juive, il y avait des Allemands, des Polonais, des Russes et des Ukrainiens. Or, aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas ; aujourd'hui, 90 pour cent de la population est Lituanienne. Nous voudrions comprendre comment cela s'est passé et pourquoi. On remarque de telles tendances un peu partout en Europe, et nous voulons mettre en garde devant ce phénomène. Nous avons convenu avec l'équipe de Kaunas 2022 que cette mixité / démixité sera un des axes principaux qui nous liera.

En culture aussi, le « remix » est un grand thème actuellement, forgé il y a une dizaine d'années par le juriste américain spécialisé en propriété intellectuelle et grand défenseur de la liberté d'internet, Lawrence Lessig¹ : dans les pratiques culturelles numériques, le contenu est copié, réutilisé, « remixé » à l'envi. Donc cet aspect-là sera également un grand thème dans notre programme.

À côté du premier thème choisi, le jury européen critiquait les aspects de faisabilité, d'infrastructures, d'attractivité et, surtout, de durabilité de l'approche proposée. Comment tenez-vous compte de ces critiques ?

AW : ...en faisant débiter presque tous nos grands projets dès l'année prochaine ! Tous sont planifiés de manière à ce qu'ils aient vraiment un impact durable dans la région. Comme toutes les années culturelles, tel que le veut l'Europe depuis 2014, nous nous éloignons de plus en plus de l'aspect purement événementiel de la manifestation et allons à la rencontre des gens. Les faiblesses du côté des infrastructures existantes seront équilibrées en ayant recours à l'espace public par exemple, qui est très sous-développé dans le Sud. C'est la raison pour laquelle nous voudrions utiliser un certain nombre de friches industrielles encore peu exploitées, comme celles de Schiffflange ou de Differdange. Mais il est certain pour nous que le travail artistique, esthétique et social doit forcément commencer immédiatement !

JS : La participation des habitants, l'utilisation de l'espace public et la volonté politique de soutenir une approche à long terme sont des éléments essentiels. C'est pour cela que la déclaration d'intention du syndicat ProSud pour une « stratégie culturelle à long terme » ainsi que l'adoption du Plan de développement culturel au conseil communal d'Esch-sur-Alzette, juste avant l'été, sont de précieux atouts pour notre dossier.

Revenons au thème du Remix : comment allez-vous le décliner concrètement ? Est-ce qu'il y a déjà quelques axes du programme que vous allez proposer ?

JS : Oui. Nous l'avons subdivisé en quatre blocs : « Remix Europe » traitera des grandes questions européennes, notamment par le biais d'un festival international de théâtre que nous allons co-organiser avec l'Union des théâtres de l'Europe et pour lequel nous allons commanditer des pièces auprès d'auteurs contemporains. La gestation de ce festival se fera dès 2018. Dans ce bloc, nous allons aussi parler de la révolution, des résultats du libéralisme – qui s'est déroulé plus radicalement à l'Est depuis 1989 que chez nous – et du multilinguisme.

Le deuxième bloc, « Remix nature » traitera de l'espace public comme cœur de notre action : dès l'année prochaine, nous irons chercher les gens là où ils sont, s'il le faut chez leur boulanger. Nous quitterons les espaces sacrés des institutions culturelles pour aller vers ceux qui n'ont peut-être pas de tradition de pratique culturelle. Nous allons analyser le paysage du Sud et essayer de reconstituer et de valoriser les différentes strates, expliquer comment sont nés ces espaces urbains et naturels. En outre, nous voulons revaloriser la nature, comme l'Alzette, qu'on ne voit plus couler dans la ville – le projet s'appelle *Esch-sans-Alzette* –, ou la *Diddelenger Bach*, avec des installations sonores et visuelles. Nous allons également utiliser des infrastructures qu'on n'a pas l'habitude de voir, comme les châteaux d'eau – celui, très marquant, de Foetz sera par exemple notre « Observatoire de l'égalité des chances ».

« Remix yourself », troisième bloc, est vraiment celui de la participation du public, avec des performances dans l'espace public...

AW : ...nous voulons mobiliser les gens et provoquer des rencontres imprévues avec l'art. Ainsi, nous envisageons par exemple de travailler avec Angie Hiesl et Roland Kaiser, deux artistes performeurs allemands, qui ont l'habitude de l'espace public. Le collectif luxembourgeois Independent Little Lies a, lui aussi, déjà proposé un projet pour cette section, une sorte de « scène citoyenne ».

JS : « Tissage » ensuite est un projet que nous développons avec le Musée national de la Résistance et le



...et Andreas Wagner, avant l'entretien ce lundi

Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C2DH) de l'Université du Luxembourg et qui s'étalera sur plusieurs années : nous aurons un studio de production sur roues, qui traversera toute la région Sud durant les quatre années qui précéderont l'année culturelle et récolteront les histoires personnelles des gens. Ce matériau sera ensuite utilisé scientifiquement, pour comprendre l'évolution sociologique et urbanistique de la région. Comment ont évolué les cités ouvrières et qu'est-ce que les différentes générations d'habitants en ont fait ? Les fluctuations des populations sont très intéressantes sous cet aspect. Et ce thème se décline aussi de l'autre côté de la frontière, à Villerupt par exemple – bien que la situation actuelle y soit très différente, avec d'anciennes rues complètement abandonnées.

AW : Les différentes vagues de migrations ont aussi des répercussions sur la culture : par exemple, elles ont profondément transformé des manifestations de culture populaire comme la Cavalcade de Pétange, que nous allons intégrer dans notre programme, ou le pèlerinage vers la vierge de Fátima à Wiltz. Chaque population a apporté ses propres éléments au paysage socio-culturel que nous connaissons aujourd'hui.

JS : « Remix yourself » comportera aussi le volet du *gender*, du sexe, et de sa définition, avec une grande exposition participative sur le sujet.

AW : Finalement, « Remix art », comme son nom l'indique, regroupe les projets plus purement artistiques : *Punk* est un film que nous avons commandité au réalisateur Pol Cruchten, qui a écrit un beau scénario sur le mouvement punk dans les années 1970/80 au Sud du pays, devant la coulisse de la crise de la sidérurgie. *Coucou Bazar* sera une exposition des praticables de Dubuffet, dont des copies avaient été financées par la Fondation Cartier à Paris. *Panorama* sera une commande d'art urbain en souvenir à la grève de 1942 à l'usine de Schiffflange. Ensuite, le Musée national de la Résistance a proposé de monter un projet avec l'artiste chinois Ai Weiwei, qui est pour eux un héros de la résistance ; nous sommes en pourparlers avec son curateur Hans-Ulrich Obrist.

JS : Et, en dernier sur notre liste, le *Remix culture club* sera notre quartier général et notre laboratoire d'idées, où sera notre siège et auront lieu les *workshops*.

Ce programme est déjà long et détaillé. Mais pour que cela fonctionne, vous avez besoin du relais et du support des communes du syndicat ProSud. Où en êtes-vous avec la collaboration, qui, l'année dernière, s'annonçait plus difficile avec certaines d'entre elles, notamment Käerjeng...

AW : Nous avons déjà beaucoup travaillé avec les communes. À une exception près (*Käerjeng, ndlr.*),

**« La mixité de la population luxembourgeoise a immédiatement été pour nous un sujet évident. »
Andreas Wagner**

nous les avons toutes rencontrées et avons défini leurs spécificités, ce qu'elles pourront et voudront apporter à cette année culturelle. Pour certaines d'entre elles, c'était évident, comme par exemple Pétange avec la Cavalcade, ou Bettembourg, qui mise sur la littérature et son Parc merveilleux, plus peut-être sa gare de fret ferroviaire. Dudelange a déjà un riche paysage culturel, et nous aimerions pouvoir utiliser les halles industrielles de la Nei Schmelz. À Differdange, la Kreativfabrik 1535°C est incontournable, mais nous avons aussi un œil sur la halle industrielle dans lequel vient de s'installer le Science Center. Et puis, bien sûr, essentiel pour nous : nous aimerions pouvoir utiliser la Halle des soufflantes à Belval, où avait eu lieu l'exposition *All we need* en 2007, comme épicerie de notre programme. Nous avons déjà discuté avec les deux communes concernées, Esch et Sanem, mais la halle appartient à l'État. Il nous faudra donc une décision politique pour cela. Côté français, l'enthousiasme pour participer à l'année culturelle est grand, mais les questions budgétaires ne sont pas encore tout à fait réglées.

Justement, le gouvernement luxembourgeois s'est déjà engagé l'année dernière à participer à hauteur de quarante millions d'euros, ou deux tiers de votre budget, à l'organisation. Est-ce que l'argent à votre disposition est suffisant ?

JS : L'engagement du gouvernement est très complexe : il donnera jusqu'à 66,7 pour cent du budget global, avec un plafonnement à quarante millions d'euros. Nous avons donc établi un budget dans lequel Esch et la région contribueront à hauteur de 23 millions d'euros. Le conseil communal d'Esch-sur-Alzette s'est officiellement engagé avec dix millions, reste à voir ce que contribueront les autres communes, quels programmes d'aides européennes nous pouvons obtenir et quel sera l'apport des sponsors privés.

En amont de la première année culturelle, celle de 1995, l'excitation était palpable aussi bien dans les milieux culturels que dans la population, et durant cette année culturelle-là, on s'est surtout rendu compte que le Luxembourg manquait d'infrastructures culturelles. Ensuite ont été construits le Mudam, la Philharmonie, Neimënster ou la Rockhal, puis l'année culturelle 2007 a été celle de la collaboration avec les milieux associatifs et la Grande Région. Mais on a l'impression que cette fois-ci, c'est déjà presque devenu une routine, il y a peu d'enthousiasme dans le public et dans le monde politique. Est-ce quelque chose que vous ressentez aussi ?

AW : Oui. En 1995, on s'est rendu compte des énormes besoins en matière de politique culturelle, 2007 a aussi été l'année qui s'est ouverte vers les nouveaux pays-membres, en collaboration avec Sibiu en Roumanie – c'était alors complètement nouveau. Mais depuis lors, beaucoup de choses ont changé, notamment dans la réglementation des années culturelles sur le plan européen, devenue beaucoup plus complexe et exigeante, et au niveau des attentes en ce qui concerne les retombées durables d'une telle année, notamment sur la revalorisation de paysages urbains ou du tourisme et de l'économie locale.

JS : Je crois que ce manque d'enthousiasme que nous ressentons a aussi à voir, de manière plus générale, avec la désaffection politique (*Politikverdrossenheit*) que nous constatons en Europe en ce moment. C'est pour cela que nous voulons provoquer sur ces différents thèmes avec notre programme.

Qu'est-ce que vous faites si votre candidature n'est pas retenue en automne ?

JS : Ce n'est pas une option que nous envisageons.

Pour plus d'informations sur l'année culturelle 2022 et les différents modes de participation possibles – du mécène en passant par le parrain jusqu'au bénévole : esch2022.lu

¹ Laurence Lessig : *Remix: Making art and commerce thrive in the hybrid economy*, 2008 ; ISBN 978-1-59420-172-1.



Janina Strötgen...

Europe de l’Est

Le défi du diesel



De plus en plus de villes européennes s’apprêtent à interdire le diesel et les industriels sont obligés de se plier à cette nouvelle évolution

Mirel Bran, Bucarest

Autrefois reine de l’industrie automobile, la diesel cède la place à la voiture électrique. Mais le passage du gasoil à l’électricité risque d’être mouvementé pour l’industrie automobile délocalisée en Europe de l’Est. Après la chute du rideau de fer en 1989, les grandes entreprises de l’Europe de l’Ouest ont pris d’assaut les pays de l’Est qui avaient un double avantage : une main d’œuvre bon marché et une population prête à se jeter corps et âme dans la consommation dont elle avait été privée à l’époque communiste. Les Allemands de Mercedes et de Volkswagen ont ciblé les pays de l’Europe centrale : Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie. Les Français de Renault ont avancé encore plus vers l’Est et ont tout parié sur la Roumanie avec l’achat de l’usine automobile Dacia en 1999. C’était un retour aux premiers amours parce que c’était Renault lui-même qui avait installé en Roumanie l’usine Dacia en 1968.

Mais l’aventure de Renault en terres roumaines est allée beaucoup plus loin que celle des entreprises allemandes. Ces dernières avaient délocalisé leur production en Europe centrale afin de diminuer le coût de la main d’œuvre, ce qui a eu comme conséquence une légère baisse du prix de vente des automobiles. Renault s’était installé en Roumanie avec un projet beaucoup plus ambitieux : créer un modèle de voiture révolutionnaire, une automobile aux performances occidentales à un prix imbattable. « C’était la voiture à 5 000 euros, c’est comme ça qu’elle avait été baptisée par les Roumains », affirme Constantin Ene, propriétaire d’une des premières Logan sorties en 2004 des portes de l’usine roumaine.

Avec la Logan Renault avait redécouvert le principe de base de l’automobile : une voiture, ça sert à rouler. Oubliés les dizaines d’options et de bric-à-brac technologiques qui avaient transformé la voiture en petit salon. La Logan s’est fait remarquer par son ambiance spartiate et un prix accessible pour les consommateurs des pays émergents. La voiture *low-cost* avait conquis non seulement les marchés émergents pour lesquels elle avait été créée mais aussi les marchés occidentaux, surtout la France et l’Allemagne. « Même dans mes plus beaux rêves je n’aurais jamais imaginé le succès de cette opération, déclarait à l’époque Constantin Stroe, le directeur roumain de l’usine. J’en suis fier car la Logan a fait pour l’image de mon pays plus que tous les ambassadeurs réunis. »

Aujourd’hui, Dacia s’enorgueillit de ses nombreux modèles et d’un tissu industriel qui lui assure une autonomie complète en Roumanie. Les chiffres parlent d’eux-mêmes : les ventes de Dacia à l’étranger représentent dix pour cent des exportations roumaines et Renault à lui tout seul assure cinq pour cent du PIB roumain. L’usine Dacia compte 14 000 employés et 800 autres sociétés qui travaillent pour son compte ont créé presque 100 000 emplois en Roumanie. À l’instar de ce pays situé aux confins orientaux de l’Union européenne (UE), les pays de l’Europe centrale ont développé leur tissu

Le scandale du diesel change la donne de l’industrie automobile et l’impact en Europe de l’Est risque d’être sévère

industriel autour de l’industrie automobile. D’après une enquête d’Eurostat commandée par l’Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA), le secteur automobile européen a généré queque 12,6 millions d’emplois direct en indirects dans l’ensemble des pays de l’UE.

Plusieurs domaines de l’industrie automobile sont inclus dans ces chiffres en dehors de l’assemblage direct des véhicules en usine qui compte environ 2,5 millions d’emplois. La fabrication indirecte, notamment les équipementiers – pneus et pièces détachées –, les services de vente, de maintenance et de location et le transport des véhicules ont créé à leur tour plus de 10,1 millions d’emplois. La République tchèque est le pays où la part des actifs impliqués dans l’automobile est la plus importante, suivie par la Slovaquie qui devance l’Allemagne. Outre-Rhin, l’industrie automobile emploie, à elle seule, presque 900 000 personnes mais la fin des moteurs thermiques dans le pays d’ici 2030 pourrait menacer quelques 600 000 emplois. La France, avec ses 224 000 postes, est deuxième du classement par pays, suivie par la Pologne avec 180 000 emplois, le Royaume-Uni avec 170 000 emplois et la Roumanie avec 169 000 emplois.

Le scandale du diesel change la donne de l’industrie automobile et l’impact en Europe de l’Est risque d’être sévère. De plus en plus de villes européennes s’apprêtent à interdire le diesel et les industriels sont obligés de se plier à cette nouvelle évolution. Tous les producteurs automobiles investissent massivement dans la voiture électrique et, si possible, autonome. L’avenir frappe à la porte, mais il a un prix. Dans un premier temps, bon nombre d’emplois de l’industrie automobile installée en Europe centrale et orientale risquent d’être anéantis par les nouvelles évolutions. La Pologne fait des efforts pour diminuer l’impact sur le marché du travail en promouvant d’ores et déjà les motorisations électriques. L’objectif de Varsovie est de mettre en circulation un million de voitures électriques d’ici 2025. « Nous souhaitons que cette percée technique profite à des entrepreneurs polonais », a déclaré Michal Kurtyka, vice-ministre polonais de l’Énergie.

L’alliance Renault-Nissan avec Mitsubishi Motors affichait fin 2016 des ventes cumulées de 424 797 véhicules électriques, ce qui en fait le leader de la mobilité zéro émission. En 2016 Renault-Nissan a pris plusieurs initiatives pour accélérer le développement de la voiture de demain qui sera électrique, autonome et connectée. Le développement et les tests de connectivité et de technologie de conduite autonome sont en cours avec plusieurs partenaires parmi lesquels Microsoft et la Nasa. « Nous étions les premiers à annoncer le lancement d’une voiture électrique abordable en 2010, s’enorgueillit Carlos Ghosn, président de cette alliance d’industriels. D’autres constructeurs d’automobiles majeurs reconnaissent aujourd’hui que les véhicules électriques sont la solution zéro émission la plus performante. » Reste à savoir quel sera le prix à payer en termes d’emplois.



Plus de hauteur

Découvrez le nouveau Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Israel

Presse-Paradies war einmal

Susanne Knaul, Jerusalem

Dem katarischen Fernsehsender *Al Dschasira* droht die Schließung in Israel. Regierungschef Benjamin Netanjahu kündigte an, die notwendigen Schritte einzuleiten, um die Journalisten aus Katar des Landes zu verweisen. „*Al Dschasira* setzt die Hetze für Gewalt rund um den Tempelberg fort“, schrieb Netanjahu auf seiner *Facebook*-Seite. Angeblich berichtete der Sender einseitig über die Krise. Gut zwei Wochen lang protestierten muslimische Gläubige gegen israelische Sicherheitsmaßnahmen am Tempelberg. Bei den gewaltvollen Demonstrationen waren insgesamt fünf Palästinenser erschossen worden.

Es sind keine leichten Zeiten für *Al Dschasira*. Katars Regierung soll den staatlichen Sender schließen, um die Krise mit Ägypten, Bahrain, Saudi-Arabien und den Emiraten beizulegen. Seit drei Jahren schon sitzt in Kairo ein *Al-Dschasira*-Reporter hinter Gittern, und Dutzende Mitarbeiter mussten kündigen. Ägypten machte dem Sender eine unfaire Berichterstattung über den Bürgerkrieg in Syrien zum Vorwurf.

Die rechte Regierung in Israel will den Fernsehsender Al Dschasira verbieten

Israel hingegen gilt in der Region als Paradies für Journalisten, und auch *Al Dschasiras* Arbeit stand bislang nichts im Weg. Die Kataris unterhalten ihre Jerusalemer Büros im gleichen Komplex, in dem auch das staatliche israelische Presseamt sitzt. Für die Mitarbeiter von *Al Dschasira* bedeutet das kurze Wege zur Akkreditierung. Einmal im Jahr muss der israelische Presseausweis erneuert werden, was gewöhnlich unproblematisch ist. Offenbar stießen die Videoaufnahmen eines sich zum Gebet knienden muslimischen Mannes, dem ein israelischer Sicherheitsbeamter einen Fußtritt gibt, auf Netanjahus Unmut. Die Sicherheitskräfte hätten bei einem gewaltlosen Protest, so der Kommentar aus dem Off, ohne Grund angegriffen.

Die „Realität auf der Straße“ zu zeigen, gelobt Walid Omary, Bürochef von *Al Dschasira* in Israel. Dass andere Staaten im Nahen Osten den Sender boykottieren, findet er „nicht überraschend“. Aber warum soll Israel, „die einzige selbsternannte funktionierende Demokratie in der Region“, sich dem anschließen wollen? Omary kommentierte den israelischen Plan, seinen Sender zu verbieten, diese Woche in der liberalen Tageszeitung *Haaretz*. *Al Dschasira*, so schreibt der Korrespondent aus Katar, sei mit ihrer „unabhängigen Berichterstattung zum Pionier in einer Region geworden, die über Jahrzehnte nur mit Propaganda gefüttert wurde“.

Die meisten Araber hätten bis 1996, als *Al Dschasira* auf Sendung ging, „nie das Gesicht eines Israelis in einem arabischen TV-Sender gesehen“. Bei vielen habe sogar die Vorstellung bestanden, dass kein anderer als Israel hinter der Gründung des Senders stand. Omary will es nicht in den Sinn, weshalb Israel, eins der wenigen Länder in der Region, die *Al Dschasira* stets unbehelligt arbeiten ließen, ausgerechnet den Sender schließen lassen will, „der Israel die seltene Gelegenheit gibt, seine Stadtunkte“ einem arabischen muslimischen Publikum darzulegen und „am Dialog mit ihnen teilzunehmen“.

Aktuell bietet die israelische Gesetzlage offenbar keine ausreichende Grundlage für die geplante Schließung. Netanjahu kündigte deshalb an, „für eine entsprechende Änderung der Gesetze sorgen, um die Mitarbeiter des Senders aus Israel zu verweisen“. Zuständig für die nötigen Reformvorschläge ist Kommunikationsminister Ajoub Kara, der bereits an einem entsprechenden Entwurf arbeitet. „Die Änderung von Gesetzen, um eine Medienorganisation zu verbieten, ist ein rutschiger Abhang“, warnte unterdessen der Verband der Auslandskorrespondenten (FPA), in dem einige Hundert Journalisten aus aller Welt organisiert sind, darunter allein 30 Mitarbeiter von *Al Dschasira*. Auch der Europäische Journalistenverband setzt sich für die Reporter von *Al Dschasira* ein.

Aus dem Hauptquartier des katarischen Senders in Doha verlautete, dass man, „die notwendigen legalen Gegenmaßnahmen“ einleiten werde, um das geplante Verbot zu verhindern. Die Vorwürfe Netanjahus bezeichnete der Sender als „willkürlich“ und „feindlich“. Israel geselle sich zu den vier arabischen Staaten, die seit ein paar Wochen Katar boykottieren, was Kommunikationsminister Kara bestätigt. Israel identifiziere sich „mit den Moderaten in der arabischen Welt, die Terror und religiösen Extremismus bekämpfen“, meinte er und kündigte an, im „Krieg gegen die Sender, die den Terrorismus predigen“ die Kräfte zu vereinen und zu kooperieren. Ägypten, Bahrain, Saudi-Arabien und die Emirate fordern von Doha nicht nur die Schließung *Al Dschasiras* sondern auch die Abkehr von Teheran, eine Forderung, die Netanjahu ohne Abstriche unterstützen wird.

Die Europäische Bankenaufsicht (Eba) muss Brexit-bedingt umziehen. Bei der Standortauswahl geht es zu wie bei der Eurovision, schmalzige Videos glücklicher Leute inklusive

Luxembourg, douze points?

Michèle Sinner

Erbtante Damit die bisherige Einheitsfront der 27 verbleibenden EU-Mitglieder gegenüber Großbritannien nicht allzu geräuschvoll zusammenkrachen sollte, hatten sich die Staats- und Regierungschefs im Juni einige Spielregeln zur Auswahl neuer Standorte für die Europäische Arzneimittelagentur (Ema) und die Europäische Bankenaufsichtsbehörde (Eba) gegeben. Denn in der Vergangenheit hat es oft viel Streit um EU-Agenturen gegeben, das wollte man diesmal vermeiden. Zumal Großbritannien einen möglichen Verbleib der beiden Agenturen zum Verhandlungsgegenstand machen wollte, während die „EU-27“ von den Briten fordern, die Umzugskosten zu bezahlen. Dennoch ist es ein bisschen so, als ob Möbel und Porzellan verteilt würden, noch bevor die Erbtante ihren letzten Atemzug ausgehaucht hat. Um den Eba-Sitz haben sich bis zum Stichtag Anfang dieser Woche Brüssel, Dublin, Frankfurt, Luxemburg, Paris, Prag, Warschau und Wien beworben.

Bonsoir, Good evening Die EU-Kommission wird bis Ende September prüfen, ob sie die sechs im Juni bestimmten Kriterien einhalten: ein bezugsfertiges Quartier, eine gute Erreichbarkeit, schulische Infrastrukturen für die Kinder des Eba-Personals, ein Arbeitsmarkt, der Jobs für die Männer und Frauen der Eba-Mitarbeiter hergibt, sowie deren Krankenversicherung, die Aufrechterhaltung des Eba-Betriebs ohne Unterbrechung, sowie die geografische Verteilung der EU-Agenturen. Im November wird abgestimmt; in der ersten Runde hat jedes Land sechs Stimmen zu vergeben, drei an seinen Favoriten, zwei an den zweitliebsten und eine an den drittliebsten Standort. Bekommt ein Land in der ersten Runde vierzehnmal drei Stimmen, hat es gesiegt, wenn nicht, wird unter den ersten drei weiter abgestimmt.

Nicht nur wegen dieses Abstimmungsmechanismus erinnert der Wettbewerb an die Eurovision. Sondern auch, weil einige Bewerberländer die beim Song-Contest obligatorischen schmalzigen Videos gedreht haben, in denen Bilder mittelalterlicher Burgen denen von Glaspalästen folgen, um Kultur und Innovationsfähigkeit anzudeuten, und in denen auch die Untertanen von Diktatoren glücklich lächelnd durch einen Wald spazieren, um ihre unterdrückte Seele an einem Wasserfall zu erfrischen. Im Bewerbungsvideo für Warschau erzählt eine Französin, wie gastfreundlich die Polen gegenüber Fremden sind, und ein Italiener erklärt, Polens bestgeheutes Geheimnis sei das gute Essen; Warschau sei eine „fully-fledged“ europäische Hauptstadt. Dass das bald nur noch Wunschdenken sein könnte, wenn Polens Regierung die Justiz so gängelt, bis dem Land, das keine Flüchtlinge aufnehmen will, in Brüssel die Stimmrechte aberkannt werden, davon erklärt der italienische Geschäftsmann mit der Vorliebe für Kohlspeisen nichts.

Fein, aber nicht zu schade Obwohl Finanzminister Pierre Gramegna (DP) noch vor ein paar Wochen während der Brexit-Debatte im Parlament beteuert hatte, sich zu fein für eine Beteiligung an der unappetitlichen Leichenfledderei um die Juwelen der Londoner City zu sein und mit maximal „ein paar hundert“ neuen Mitarbeitern in Luxemburg zu rechnen sei, deren Stellen nach dem Austritt Großbritanniens aus der EU nach Kirchberg verlegt werden, ist sich die Regierung nicht zu schade, um für die Eba mitzubieten, die allein rund 200 Mitarbeiter beschäftigt.

Außenseiterchance Als Favorit für die Neuan-siedlung der Eba gilt Frankfurt – wenn Paris dem zustimmt. Die Luxleaks-Enthüllungen haben zu tiefe Spuren hinterlassen, als dass Luxemburg noch auf sein in den EU-Verträgen verbrieftes Recht pochen könnte, die Finanzbehörden der Union müssten nach Luxemburg ziehen. Um für den Fall, dass sich Deutschland und Frankreich nicht einigen, überhaupt eine Chance zu haben, die Eba nach Luxemburg zu holen, ist die Regierung bereit, eine Stange Geld auf den Tisch zu legen. Sie stellt sozusagen einen Blankoscheck aus, um die Miete der Eba auf unbestimmte Zeit zu übernehmen. Dazu hat sie dem Bauunternehmen Giorgetti eine Garantie gegeben, die Hälfte des Moonlight-Gebäudes an der Route d'Arlon neben der CSSF zu belegen. Falls es mit der



Die Ansiedlung der Eba verspricht nicht nur Prestige, sondern auch direkte positive Effekte auf die Wirtschaft. Beispielsweise für das Gaststättengewerbe, denn laut Merkblatt fallen im Rahmen von Eba-Kongressen und -Konferenzen jährlich rund 9 000 Hotelübernachtungen an

Eba nicht klappt, wird eine andere Verwaltungsstelle dort untergebracht. Auch andere Bewerberländer bieten finanzielle Anreize. Wien „offeriert“ ein Bürogebäude an der Linken Wienzeile, das ebenfalls im Bau ist. Irland bietet 13,5 Millionen Euro, um während zehn Jahren die Miete der Eba zu zahlen, und eine Million obendrauf, um den Mitarbeitern beim Umzug zur Seite zu stehen. In Warschau soll die Eba in den „Kaskada“-Glaspalast einziehen, dafür würde die Regierung während zehn Jahren die Hälfte der Mietkosten übernehmen. In Prag wäre die neue Adresse das Mayhouse, und die Regierung bietet einen Zwölfjahresvertrag mit neun mietfreien Monaten, sowie die Übernahme der Miete während weiteren fünf Jahren. Andere haben entweder kein Geld oder es nicht nötig, finanzielle Anreize zu bieten. Brüssel, Frankfurt und Paris beschränken sich darauf, verschiedene Immobilien, beziehungsweise Stadtviertel vorzuschlagen, in denen die Eba einziehen könnte.

Return on invest Die Ansiedlung der Eba verspricht nicht nur Prestige, sondern auch direkte positive Effekte auf die Wirtschaft. Beispielsweise für das Gaststättengewerbe, denn sie hat 2016 laut Merkblatt Eba 340 Veranstaltungen organisiert, „Sitzungen, Workshops, Seminare, öffentliche Anhörungen“, Tendenz steigend. Daran nahmen vergangenes Jahr 9 215 Gäste teil, und wie es vielversprechend im Merkblatt heißt: „Im Durchschnitt fällt für diese Besucher eine Übernachtung in einem Hotel an; daher müssen insgesamt knapp 9 000 Hotelübernachtungen pro Jahr gebucht werden.“ Diese Konferenzteilnehmer könnten erstens die unerfüllten Träume der Staatssekretärin Francine Closener (LSAP), über die Entwicklung des „Mice“ getauften Sektors des Kongress- und Tagungstourismus Wirklichkeit werden lassen. Zweitens könnten sie der Transportbranche Zuwachsraten bescheren, denn die Kongressteilnehmer müssten nach Luxemburg gebracht werden, sowie die Eba-Mitarbeiter zu ihren 700 Dienstreisen jährlich geflogen werden.

Familienzusammenführung Über die Mitarbeiter der Eba erfährt man so einiges im Merkblatt, zum Beispiel woher sie kommen (23 Italiener, 19 Deutsche, 16 Spanier, 15 Franzosen, zwölf Briten, ...), dass die Hälfte von ihnen verheiratet ist, und dass sie zusammen 130 Kinder haben, davon 39 im Vorschulalter, 77, die im Primär- oder im Sekundarschulalter sind, und 14, die eine Hochschule besuchen. Da die Eba eine EU-Behörde ist, hätten die jüngeren von ihnen automatisch Zugang zu den Einrichtungen der

Europaschule, verspricht die Luxemburger Regierung in ihrem Angebot. Sie verweist darin auch, auf die privaten internationalen Schulen sowie die internationalen Angebote der öffentlichen Schulen, ohne zu erwähnen, dass es für Zuwanderer und Expats im Privatsektor schwierig ist, ihrer Kinder in einer Schule unterzubringen. Mit diesem Schulangebot steht Luxemburg aber vergleichsweise gut da und wegen der Sprachenvielfalt in der Luxemburger Gesellschaft braucht es nicht wie andere Länder eine komplette Liste aller dem Englischen mächtigen Ärzte und Krankenhäuser beizufügen.

Allerdings müssen 200 neue EU-Beamte auch irgendwo wohnen und haben das Potenzial, die Immobilienpreise anzuhetzen, wenn sie auf einen Schlag kommen. Von der Wohnungsknappheit redet die Luxemburger Regierung in ihrer Bewerbung lieber nicht, sondern verweist auf die Webseite *justarrived.lu* auf der es in der Rubrik „Housing“ heißt: „For a family or a single person, Limpertsberg, Merl or Belair and Hollerich (top part) are nice, quiet and have a very good bus service. They are also practical when it comes to choosing a Luxembourgish or foreign school. Gasperich and Bonnevoie are also nice areas, a little less central, but have plenty of corner shops.“

Schönheitswettbewerb Jedes Bewerberland hat irgendeinen Index gefunden, in dem es am besten abschneidet. Die Tschechen werben mit der niedrigen Arbeitslosigkeit, die Iren mit den hohen Wirtschaftswachstumsraten, bei irgendeinem Expat-Index hat kürzlich „AAA“-Luxemburg gut abgeschnitten, bei einem anderen hatte Wien die Nase vorn. Die österreichische Hauptstadt wirbt damit, die einzige Hauptstadt mit Weinanbaugebiet zu sein, Frankfurt mit seinem guten Feierabendbier und hat für den sicheren Heimweg vorsichtshalber der Bewerbung den S-Bahn-Plan beigelegt. Prag bietet den Mitarbeitern übergangsmaßig die Unterbringung in Militäreinrichtungen an, sowie kostenlosen Zutritt in eine lange Liste von Sehenswürdigkeiten, darunter die Sporteinrichtungen der tschechischen Olympioniken, das Museum für Roma Kultur und der Prager Zoo. Dublin wirbt damit, dass die Iren Englisch sprechen und damit die Umstellung für die Eba-Mitarbeiter nach einem Umzug von London am kleinsten ist. Paris erkennt an, dass der Wechsel aus einem anglo- in ein frankophones Land Schwierigkeiten bereiten könnte, und bietet unter Eingeständnis der eigenen beschränkten Fremdsprachenkompetenzen kostenlosen Französischunterricht an. Sicherheitshalber hat



Die Regierung hat dem Bauunternehmen Giorgetti eine Garantie gegeben, die Hälfte des Moonlight-Gebäudes auf der Route d'Arlon neben der CSSF zu belegen. Falls es mit der Eba nicht klappt, wird eine andere Verwaltungsstelle dort untergebracht. Das Luxemburger Angebot sieht alternative Wochenpläne zur Umzugsgestaltung vor, jenachdem ob die Eba-Mitarbeiter nur ihre persönlichen Sachen mitbringen oder auch ihre Rechner und Büromöbel. Aber die Deutschen sind so siegessicher, dass ihr Umzugszeitplan sogar die Einweihungsfeier der neuen Eba-Räumlichkeiten vorsieht

man die Vorwörter von Präsident Emmanuel Macron, Außenminister Jean-Yves Le Drian, Wirtschafts- und Finanzminister Bruno Le Maire, der Präsidentin der Region Île-de-France Valérie Pécresse, der Bürgermeisterin von Paris Anne Hidalgo, dem Präsidenten der Départementsrats Hauts-de-Seine Patrick Devedjian, dem Vorsitzenden von Europlace Gérard Mestrallet und sogar dem Ehren-Gouverneur der Banque de France und Spezialemissär für die Ansiedlung der Eba in Paris Christian Noyer, die die Hälfte des Pariser Bewerbungsschreiben in Anspruch nehmen, auf Englisch übersetzen lassen, damit klar ist, dass Frankreich ein Land der kurzen Wege und der kleinen Bürokratie ist.

Safety first Angesichts der rezenten Terroranschläge in London, Paris und Brüssel versuchen andere Bewerberstädte mit der Sicherheitslage zu punkten. Niemand ist dabei so unverschämt wie Warschau, US-Verbündeter im Irakkrieg, das in seiner Bewerbung anführt: „Poland has no indigenous terrorism and no known terrorist organizations have been identified to operate in Poland, according to the United States Department of State statement about Poland and Warsaw.“ Da es unterschiedliche Meinungen darüber gibt, was eingeborener Terrorismus ist, begnügen sich die anderen Bewerber damit, wiederum irgendwelche Fantasie-Indexes anzuführen, in denen sie einen hohen Rang belegen.

Politische Entscheidung Am Ende aber spielt das Wohlbefinden der Eba-Mitarbeiter bei der Entscheidung überhaupt keine Rolle, denn sie haben kein Mitspracherecht. Die deutsche Bewerbung preist Frankfurt als „natürliche Wahl“ an, weil die

EZB dort ist, die Banken überwacht und die Aufsichtsbehörde für das Versicherungswesen (Eiopa), die der deutsche Finanzminister Wolfgang Schäuble gerne mit der Eba fusionieren würde, um Synergien zu bündeln, also Geld zu sparen. Paris sieht sich in der gleichen Position, weil Frankfurt schon die EZB und die Eiopa hat und nicht alles dorthin soll, in der französischen Hauptstadt aber der Sitz der Europäischen Aufsichtsbehörde für die Finanzmärkte ist. Brüssel sieht sich ohnehin als europäische Hauptstadt, Dublin wirbt mit seinem großen Finanzzentrum. Das tut auch Luxemburg, das außerdem darauf verweist, dass es hier schon die EIB und den europäischen Rettungsschirm gibt. Alle „alten“ Mitgliedstaaten, die sich im Juni engagierten, die sechs Kriterien zu respektieren, ist die geografische Verteilung der EU-Agenturen dabei egal; sie argumentieren, man müsse „das Beste“ für die Eba entscheiden, die ja außerdem keine neu-geschaffene Agentur sei, sondern ein alte, die umziehe, weshalb die Vortrittsklausel für die „neuen“ Mitgliedstaaten nicht gelte. Das „neue“ Mitglied Polen pfeift ebenso auf Konventionen. Warschau verweist darauf, dass die Ansiedlung der Eba in einem Nicht-Euroland Signalwirkung haben könnte: „This is particularly vital in order to ensure effective and consistent prudential regulation and supervision across the whole European banking sector. It would also send a clear message that in the area of financial services, the EU is aiming at integration not only within the euro area but within European Union as a whole.“ Wobei die klare Botschaft dabei eigentlich die ist, dass sich die neuen Mitgliedstaaten von ihrem Versprechen, dem Euro beizutreten, verabschiedet haben...

Un produit d'épargne européen au service du financement des retraites

La Commission veut du PEPP

Georges Canto

Le financement des retraites est une question lancinante en Europe, pour des raisons tenant à l'évolution démographique. Les régimes publics fondés sur la répartition sont soumis à rude épreuve : pour chaque personne qui partira à la retraite en 2060, il n'y aura que deux personnes en âge de travailler susceptibles de cotiser, contre quatre aujourd'hui. Une des solutions possibles consiste à les compléter par des régimes de retraite professionnelle (obligatoires) et d'épargne-retraite individuelle (facultatifs).

Mais à l'heure actuelle, le marché européen du « troisième pilier » est modeste et fragmenté. Seuls 27 pour cent des Européens âgés de 25 à 59 ans ont souscrit à un produit d'épargne-retraite individuelle. Les offres sont concentrées dans un petit nombre d'États membres et presque inexistantes dans d'autres, une situation qui s'explique par l'histoire et par la disparité des règles. Il n'existe donc aucun marché européen, concurrentiel et de grande envergure, dans ce domaine.

Pour combler cette lacune, la Commission européenne a annoncé le 29 juin la création d'un « produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle » dont l'acronyme anglais est PEPP. Elle fait suite à une consultation publique lancée en octobre 2016, qui a suscité près de 600 contributions, et à deux rapports de l'EIOPA (Autorité européenne de l'assurance et des pensions) publiés en 2014 et 2016.

Le nouveau produit d'épargne-retraite volontaire, qui présentera les mêmes caractéristiques de base où qu'il soit souscrit en Europe, viendrait s'ajouter aux offres existantes, avec un avantage central : sa « portabilité » qui signifie que les épargnants pourront continuer à faire des versements et à bénéficier des avantages s'ils déménagent dans un autre État membre. Changer de pays de résidence sans devoir changer de produit, un avantage encore rare aujourd'hui.

Pour tenir compte des souhaits des épargnants autant que des spécificités nationales, le PEPP proposera différentes options à deux moments-clés. À la souscription, une option simple dite « d'investissement par défaut » garantissant de récupérer au moins le capital investi sera offerte, et devrait selon la Commission convenir aux besoins de la majorité des épargnants. Cinq autres « profils d'épargne », au maximum, seront proposés aux clients, qui pourront modifier leur choix tous les cinq ans avec des frais plafonnés (de l'ordre de 1,5 pour cent). À l'issue de la période d'épargne, il existera plusieurs possibilités de « sortie » : versement d'une rente ou d'un capital, combinaison des deux ou retraits réguliers, avec à nouveau un changement possible tous les cinq ans.

Cette commodité s'accompagnera d'un niveau élevé de protection financière et d'information, grâce aux dispositions déjà contenues dans les directives Mifid et dans celles sur les fonds. Comme ces derniers, les PEPP feront l'objet d'un « document d'informations-clés » détaillant les caractéristiques du produit, les risques

La fiscalité

Si au sein de l'UE les marchés actuels de l'épargne-retraite individuelle sont aussi cloisonnés, c'est en grande partie parce qu'ils se sont développés sous l'influence d'incitations fiscales nationales qui sont très disparates d'un pays à l'autre. La Commission ne cherche pas à harmoniser la taxation des produits d'épargne-retraite. Mais elle recommande avec insistance aux États membres d'accorder au PEPP le même traitement fiscal qu'aux produits nationaux similaires qui existent déjà, pour éviter toute distorsion de concurrence, même si le nouveau produit ne satisfait pas à tous les critères nationaux en matière de réduction d'impôt. La fiscalité du PEPP devrait même, dans les pays qui ont plusieurs types de produits d'épargne-retraite individuelle, être alignée sur le traitement le plus favorable offert actuellement. Mais le principe reste toujours celui du « traitement national », à savoir que la fiscalité dépendra du domicile de l'épargnant en PEPP. gc



La Commission européenne promeut le PEPP comme complément des régimes de retraite publics

et les frais. Un relevé normalisé des performances et des droits sera fourni tout au long de la vie du produit.

La commercialisation du PEPP sera normalement assortie de conseils approfondis, selon les exigences de la directive Mifid. Mais cette phase pourra être allégée voire supprimée pour les souscripteurs qui choisissent l'option « sans risque ». Le PEPP a vocation à compléter les dispositifs existants au niveau national, sans s'y substituer et sans chercher à les harmoniser. Il devrait intéresser les épargnants bien au-delà des travailleurs mobiles, car il permet d'élargir le choix, surtout dans les pays où les produits d'épargne-retraite individuelle sont peu développés, et à des conditions d'autant plus compétitives que le règlement entend favoriser la souscription en ligne.

Un large éventail de prestataires pourront proposer ce produit : banques, assurances, fonds de pension, caisses de retraite, entreprises d'investissement, gérants d'actifs ; sous réserve d'obtenir un agrément de l'EIOPA, valant passeport européen. Conformément à la directive sur la distribution d'assurance, l'initiateur d'un PEPP pourra le commercialiser lui-même ou en confier la distribution à une société agréée. Fidèle à son orientation libérale, la Commission s'attend à ce que le nouveau dispositif stimule la concurrence « en permettant à un plus grand nombre de fournisseurs de proposer ce produit en dehors de leurs marchés nationaux » (déclaration du vice-président Valdis Dombrovskis) mais aussi en donnant aux épargnants la possibilité d'en changer tous les cinq ans à coût réduit.

Pour mieux protéger les souscripteurs les différentes formules d'épargne seront encadrées, les

Le « produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle » devrait permettre élargir le choix des épargnants. Et ceci surtout dans les pays où le troisième pilier est peu développé

concepteurs devant recourir à des techniques d'atténuation du risque. Mais il n'est pas envisagé de les soumettre à des exigences précises d'investissement. Ils pourront utiliser différents types d'actifs à condition de respecter le principe de prudence qui implique notamment de privilégier des instruments financiers cotés sur des marchés réglementés et de limiter l'usage de produits dérivés aux nécessités une gestion efficiente du portefeuille.

Ces « fabricants », majoritairement des assureurs, devraient être séduits par la souplesse du produit : variété des options d'investissement et de sortie, possibilité de créer au sein du PEPP

Chronique Internet

Bitcoin a bifurqué

Jean Lasar

Avec pour objectif de surmonter des limitations inhérentes au code informatique sous-tendant Bitcoin, une nouvelle crypto-devise a été lancée cette semaine. Il existe désormais deux devises sœurs, le Bitcoin d'origine et Bitcoin Cash. Résultat de plusieurs années d'un débat à la fois très technique et très polémique au sein de la communauté bitcoin, ce « hard fork », ou bifurcation, représentait un test majeur de sa capacité d'évoluer. Techniquement, le lancement s'est bien passé. À plusieurs centaines de dollars l'unité lors des premières cotations, cette nouvelle cryptodevise a donc, dans l'immédiat, réussi à acquérir une valorisation théorique de l'ordre d'une dizaine de milliards de dollars. Mais sa liquidité reste faible, ce qui incite à la prudence.

La communauté bitcoin d'origine, qui était d'accord avec le constat que Bitcoin devait évoluer, a adopté une autre stratégie, qui consiste dans un premier temps à modifier le système de signature pour enregistrer les transactions, en introduisant au 1^{er} août un protocole appelé « Segregated Witness », mais remettant à plus tard une éventuelle décision sur la taille des blocs.

La structure de la blockchain qui sous-tend le bitcoin autorise un maximum de quelque sept transactions par seconde, soit environ 600 000 par jour, ce qui limite très fortement son utilisation pour les micro-paiements. En outre, cette limite cause facilement des congestions et des délais que des personnes mal intentionnées peuvent essayer d'utiliser à leur avantage. Cette limitation est perçue comme le principal obstacle à une généralisation du bitcoin comme monnaie alternative. D'où l'idée des promoteurs de ce schisme de créer une crypto-devise comprenant le nom de la devise d'origine, mais distincte en ce que la taille de ses blocs a été sensiblement augmentée. Le protocole de signature a aussi été changé. Des modifications qui, promet *bitcoincash.org*, vont permettre de « créer de la monnaie saine accessible au monde entier ». Il s'agit d'une bifurcation « dure » : même si les nouvelles cryptodevises portent l'historique des bitcoins à partir desquels ils ont été créés, elles ne seront pas compatibles avec la blockchain Bitcoin.

Les promoteurs de ce « fork » ont décidé de donner gracieusement un Bitcoin Cash par bitcoin détenu aux propriétaires de Bitcoins, un peu comme lors des spinoffs de filiales de sociétés cotées en bourse, afin d'amorcer son utilisation. C'est d'ailleurs la première difficulté rencontrée par l'opération : toutes les plateformes sur lesquelles peuvent être détenus des bitcoins n'ont pas accepté de jouer le jeu, c'est-à-dire de créditer les Bitcoins Cash à leurs utilisateurs. Kraken et Bitfinex ont annoncé avoir l'intention de participer (donc de créditer les nouvelles devises sur les comptes en bitcoins sur leurs plateformes), tandis que Coinbase et sa filiale Gdax, ainsi que BitMEX, Exodus et Bitstamp, ont dit ne pas avoir l'intention de le faire, une autre plateforme, Poloniex, réservant sa décision. Cette difficulté, que les plateformes non-participantes motivent par un souci de sécurité ou parce qu'elles considèrent la nouvelle devise comme une distraction, avait été anticipée, et Emin Gün Sirer, un professeur d'informatique spécialiste des cryptodevises à l'université de Cornell, avait averti contre le risque de manipulation qu'elle comportait si certains prenaient des positions courtes pour profiter de cette situation. L'univers des crypto-plateformes risque d'être quelque peu bousculé si, poussés par la peur de rater une bonne affaire, les utilisateurs des plateformes réticentes sont tentés d'en changer pour toucher leurs Bitcoin Cash.

Certains craignent désormais une confusion résultant des noms très proches des deux devises, qu'ils jugent potentiellement dommageable pour chacune d'elles. D'autres s'interrogent sur la façon dont va se réorganiser la communauté des « miners », qui assurent, en échange de nouvelles cryptodevises émises par le système, la maintenance de la blockchain. Le défi pour Bitcoin Cash est de gagner suffisamment et durablement en valeur pour motiver les *miners* à consacrer leurs ressources à sa blockchain et à rendre ainsi possible l'accélération des transactions qu'elle est censée favoriser. Pour l'instant, c'est plutôt le contraire qui se passe. La messe n'est pas dite.

des « compartiments nationaux » conçus de telle manière que les épargnants d'un État membre puissent bénéficier des allègements fiscaux locaux. Ils pourront grâce à lui réaliser des économies d'échelle en regroupant au niveau européen les sommes collectées. La distribution en ligne leur permettra aussi de réduire leurs coûts, surtout dans un cadre transfrontalier.

La Commission européenne met de grands espoirs dans le PEPP, susceptible, selon une étude réalisée par un cabinet indépendant, de doubler le surplus attendu en matière d'épargne-retraite individuelle. Au sein de l'UE, les fournisseurs gèrent actuellement 700 milliards d'euros d'actifs et, sans le PEPP, ces derniers s'élèveront à 1 400 milliards en 2030 : avec le PEPP, ils pourraient atteindre 2 100 milliards.

Cette manne supplémentaire pourrait être investie à long terme dans les économies des États-membres, tout en allant dans le sens du projet d'union des marchés de capitaux, qui vise à fluidifier leur circulation dans toute l'UE au

profit des sociétés non financières mais aussi des programmes d'infrastructures. Ainsi les versements d'un salarié danois sur son « troisième pilier » pourraient-ils aider à financer des entreprises portugaises ou slovènes donc mieux contribuer à la croissance et à l'emploi. L'initiative PEPP s'inscrit également dans le cadre du plan d'action relatif aux services financiers pour les consommateurs, présenté par la Commission en mars 2017.

Le PEPP, c'est pour quand ? La toute récente proposition de la Commission va maintenant devoir être débattue au sein du Parlement et du Conseil européens. À partir du moment où le règlement s'appliquera, il faudra environ deux ans pour que les premiers fournisseurs commencent à proposer des PEPP sur le marché. D'autre part, s'agissant de produits d'épargne à long terme, il faudra du temps pour qu'ils donnent la mesure de leur potentiel. Malgré l'urgence des besoins, il ne faut donc attendre aucun bouleversement à brève échéance du paysage européen de l'épargne-retraite individuelle.

Romain Hilgert

Ein Dutzend Arbeiter und Ingenieure posieren vor der weit aufgesprengten Festungsmauer auf einem Haufen Geröll, dahinter die Dächer der Stadt. Landvermesser haben Fluchtstäbe zwischen die Gesteinsbrocken gesteckt, dort wo die künftige Avenue Monterey die Bürger und die Waren aus der engen Festungsstadt ins freie Feld, nach Merl, Dippach, Longwy, in die weite Welt führen soll.

Das auf mehrere Quadratmeter vergrößerte Foto im Museum von Drei Eichen wurde im Frühling 1869 aufgenommen. Drei Jahre zuvor hatte der preußische Ministerpräsident Otto von Bismarck einen neuen Krieg angezettelt, um der deutschen Industrie einen einheitlichen Binnenmarkt zu erobern, nach Dänemark 1864 diesmal gegen Österreich.

Der französische Kaiser Napoleon III. hatte schweigend zugesehen. Als Schweigegeld wollte er dem holländischen König die preußische Festung Luxemburg für fünf Millionen Florin abkaufen dürfen, das Großherzogtum kostenlos obendrein. König-Großherzog Wilhelm III. konnte das Geld gut gebrauchen, aber Bismarck wurde wortbrüchig und sabotierte das Geschäft.

In der Ausstellung *Luxembourg ville ouverte 1867* liegen handgeschriebene Briefe aus den Kanzleien über den Beginn der Luxemburgkrise. Zeitschriften mit romantischen Festungsansichten und Karikaturen zeigen, wie das Gefelsche um die Festung zum *Nation branding* wurde: Noch nie war so viel in Europa über den Zwergstaat geredet worden wie in diesen Monaten.

Zwergstaaten sind zu eng und ohnmächtig für die ungehinderte Entfaltung von Patriotismus: 1867 waren die herrschenden Kreise bereit, sich mit jedem zu arrangieren, der ihre Privatgeschäfte respektierte

Im Mai 1867 kamen Frankreich, Großbritannien, Italien, Österreich, Preußen und Russland in London zusammen. Um den Krieg zwischen Preußen und Frankreich aufzuschieben, bis 1870, beschlossen sie, dass die Festung abgerissen und so weder preußisch bleiben, noch französisch werden sollte. 1867 ließ Alfred Nobel auch sein Dynamit patentieren, Festungen waren sowieso bald unnütz. Der niederländische König musste sein Großherzogtum behalten und zu einem neutralen Staat erklären. Der Traum, die Neutralität vielleicht einmal zu einem Geschäft zu machen, wie die Schweiz, wurde nach dem Zweiten Weltkrieg endgültig aufgegeben.

In breiten Vitrinen sind die sorgfältig kalibrierten Texte des Londoner Vertrags ausgebreitet. Dann kann sich die Ausstellung endlich ihrem eigentlichen Anliegen widmen: der Schleifung der Festung und der Bebauung der so entstandenen Brachen. Die Festung war nicht nur der Grund, weshalb das Großherzogtum auf dem Wiener Kongress erfunden worden war, sondern sie stellte auch eine später monolithisch genannte Existenzgrundlage des Zwergstaats dar, wie danach die Stahlindustrie und wieder danach der Finanzplatz. In welchem Umfang Luxemburg anfangs von der Rüstungsindustrie lebte, erklärte das *Luxemburger Wort* am 3. Mai 1867 auf seiner Titelseite: „Man hat kürzlich ausgerechnet, daß die preußische Regierung an Gehaltskompetenzen für Officiere und Aerzte, Löhnung und Mundverpflegung der Soldaten, exclusive der Generalität und Stabsofficiere der Besatzung Luxemburgs, monatlich ungefähr 54.855 Thlr., mithin jährlich 658.266 Thlr. verausgabt. Rechnet man hiezu die jährlichen Kompetenzen der Generalität, der Stabsofficiere und deren Adjutanten, das Personal und die Bedürfnisse der Geniedirection, des Artilleriedepots, des Proviantamts, der Garnisonverwaltung, der Lazarethverwaltung, der Geistlichkeit, Lehrer und Schule &c., so steigert sich diese Summe auf jährlich 707.454 Thlr. Nimmt man hiezu die Zahlung für Arbeitslöhne an Tischler, Schlosser, Schmiede &c., die Beschaffung von Baumaterial, den Ankauf von Brennholz, Beleuchtungsmaterial, Korn und Hülsenfrüchten, Fourage und Stroh &c. und die Bedürfnisse für die Militärwerkstätten, welches Alles auf 500.000 Thlr. jährlich berechnet worden ist, so ergibt sich eine Summe von 1.267.454 Thlr. Diese Summe kommt zunächst der Stadt und in weiteren Radien dem ganzen Lande zu Gute.“ Stimmt die Rechnung, machten 1867 mit 1 272 966,67 Thaler sämtliche Staatseinnahmen genauso viel aus wie der Umsatz des Festungsgeschäfts.

Große und kleine, gezeichnete und gedruckte Pläne zeigen, dass der Abriss der Festungsbauten ein einmaliges Immobiliengeschäft war, an dem sich Bürger, Banken und Bistum beteiligten. Auf den aufgeschütteten Festungsgräben errichteten sie Villen, in denen heute Anwaltskanzleien ausländische Steuerflüchtlinge beraten. In leerstehenden Festungsbauten wurden *Start-ups* untergebracht, wie die Nudel- und Schokoladenfabrik Hastert, oder Kultur, zum Beispiel die Musikschule.

In seiner Ansprache zum Nationalfeiertag hatte sich der liberale Premierminister und Ex-Bürgermeister Xavier Bettel gefreut: „Mam Opmaache vun der Festung gouf e Prozess ugefangen, deen eis bis haut begleet. D'Land ass opgaange fir Handel an Austausch, mir ware vun 1867 un net méi isoléiert, mee exponéiert.“ So als ob die Luxemburger schon vor 150 Jahren Nationalismus und Brexit eine Abfuhr erteilen wollten und die Öffnung der Stadt der erste Schritt in eine glückliche Globalisierung gewesen wäre, in die sie bis heute unerbarr weitermarschieren. Deshalb weihte dieselbe Regierung, die eine Ausstellung über den Ersten Weltkrieg verhindert hatte, die Ausstellung über den Londoner Vertrag mit Pomp, der britischen *Queen consort* in spe und einer Sonderbriefmarke mit Ersttagsstempel ein.

Doch Zwergstaaten sind zu eng und ohnmächtig für die ungehinderte Entfaltung von Patriotismus: 1867 waren die herrschenden Kreise in Regierung, Verwaltung, Handel, Industrie und Kirche bereit, sich mit jedem zu arrangieren, der ihre Privatgeschäfte respektierte, 1914 hatten sie auf einen deutschen Sieg gesetzt und verloren, 1940 hatten sie es laut Artuso-Bericht mit den Nazis und den Alliierten gehalten.

Während Premier Xavier Bettel sich im Vorwort zum Ausstellungskatalog freut, dass 1867 „l'Etat luxembourgeois commença à jouer un rôle actif sur la scène internationale“, rührte sein Vorgänger, Premier Victor de Tornaco, keinen Finger und musste vom König-Großherzog ermahnt werden, die Londoner Verhandlungen nicht zu sabotieren. Denn „Tornaco, pas plus, d'ailleurs, que les autres dignitaires du régime, ne tenait à perdre à la fois, charges, honneurs et revenus, à l'occasion d'un changement de régime“, so der Historiker Cristian Calmes in *1867 L'affaire du Luxembourg* (1967, S. 281).

1867 gingen die Meinungen weit auseinander, ob Luxemburg preußisch, französisch, belgisch oder selbstständig werden sollte. In Zeiten des Zensuswahlrechts, als nur das Besitzbürgertum wahlberechtigt war, meldeten sich die besitzlosen Klassen mit Unterschriftenlisten zu Wort. Zwei Jahrzehnte nach der Revolution von 1848 und ein Jahrzehnt nach dem Putsch des König-Großherzogs fand in der Öffentlichkeit eine politische Debatte statt, die es in diesem Umfang noch kaum gegeben hatte, auch wenn anti-französische Pfarrer und französische Agenten sie zu manipulieren versuchten.

„Nous avons été frappé, par exemple, en parcourant les pétitions mosellanes, vieilles d'un siècle où des villages entiers, maison par maison, signent leur choix — souvent malhabilement en traçant une croix —, avec en tête les signatures du curé et du bourgmestre, de ce témoignage impressionnant d'une volonté politique claire et nette“, schreibt Cristian Calmes. „La volonté de l'indépendance existait virtuellement ; plus encore un mouvement puissant, traduisant la pensée profonde du pays, s'amarçait. Il sera freiné par le gouvernement et l'attitude indécise des habitants de la ville de Luxembourg“ (S. 363).

Gar nicht weltoffen schickte der Gemeinderat der Stadt Luxemburg am 3. Mai 1867 eine Bittschrift an den König-Großherzog, um die Schleifung der Festung zu verhindern, denn „la propriété bâtie baisserait de 50% de sa valeur“. Das vor allem am preußischen Absatzmarkt interessierte Industriebürgertum machte sich für den Verbleib in der Zollunion stark.

Der liberale *Courrier du Grand-duché de Luxembourg* und das klerikale *Luxemburger Wort* waren für einmal einig und warben für eine diplomatisch formulierte Petition des Bürgertums, die laut *Courrier* vom 6. Mai auf „indépendance, continuation de nos relations commerciales et maintien, dans nos murs, de la garnison prussienne“ hinauslaufen sollte.

In dem jungen und noch wenig stabilisierten Staat wurden die unterschiedlichen Geschäftsinteressen nur notdürftig als Vaterlandsiebe getarnt. „Entre toutes ces pétitions“, so Christian Calmes, „il y avait évidemment de grandes différences : les habitants de la campagne demandaient le maintien de l'indépendance pure et simple, les citadins, par contre, présentaient une pétition tendant à ménager la chèvre et le chou“ (S. 359). Michel Rodange verspottete diesen Opportunismus fünf Jahre später mit „Fransous och beim Champagner, / Beim Rhäinwain si mer Preiss“.

Luxembourg ville ouverte 1867 ist bis zum 31. Dezember dienstags bis sonntags von 10 bis 18 Uhr im Musée Drai Eechelen geöffnet. Der Katalog von 224 Seiten kostet 25 Euro.



Die glückliche Globalisierung

Die kleine Zeitzeugin

Als Jeanne 50 wurde



Moreau und Mastroianni anno 1991 : sie war damals 63, er 67 Jahre alt

Michèle Thoma

Jeanne Moreau wird 50! steht auf dem *Emma*-Cover, unter ihrem schönen Gesicht im Halbprofil .

O meine Göttin, 50! Die nicht mehr blutjunge *Emma*- Leserin, die 27-er-Midlife-Crisis schlägt gerade zu, sieht das schöne, offene Antlitz auf dem Cover, es wirkt ein bisschen müde. Die großen, die Erkenntnis heraus forndernden Augen, der großzügige Mund, sinnlich nannte man das, sinnlich gab es noch. Aber ist sie nicht ein bisschen fahl? Sie ist 50! Vergänglichkeit, wittert die nicht mehr blutjunge Leserin.

End of Story, end of Glory! 50, Kap der Hoffnungslosigkeit, wir reden von Frauen, natürlich. Die einzige Abwechslung, die sie erwartet, heißt Wechseljahre. Noch ein bisschen Büro-Schreckschraube spielen oder gute Omi, ein bisschen Gartenarbeit, den Mann ertragen, bis er rücksichtsvoll vor ihr umfällt, sich den Schicksalsschlägen in den Königshäusern widmen. Damen über 50, chansonnier murmelt André Heller und gönnt ihnen ein Tässchen Tee. Für die Unkonventionellen die Lustige Witwe, die schrullige, alte Schachtel, Miss Marple, ein paar Rollenbilder gibt es ja, wählen Sie sich eins aus, meine Dramen!

Ganz dramatisch wird es für die, die im Licht der Öffentlichkeit stehen. 50, Kap der Hoffnungslosigkeit! Für sie gibt es kleine Hunde und schwule Walker. Statt Catwalk Katzenjammerwalk, etwas schwankend, mit Dauerkater Richtung Urne. Ein strahlender neuer Himmelskörper ist nämlich gerade neu geboren, in einer perfekt sitzenden irdischen Hülle. Neben ihm versinkt der Star, der die 40 überlebt hat, ich rede natürlich vom weiblichen Star, im gnädigen Dunkel. Nur ein tragisches Ende hievt ihn noch mal auf die Titelseite.

Hildegard Knef wird sich bald unter allgemeiner öffentlicher Anteilnahme ihr Antlitz aufrüsten lassen, die tragische Maske wird als Strafe gegen die Auflehnung empfunden. Erica Jongs trotziger Aufruf gegen die kollektive Panikattacke *Keine Angst vor 50!* ist noch nicht erschienen. Und all die anderen Muntermacher, die Trösterinnen der Betrübten, die Bestsellerinnen, die bald den Markt überschwemmen werden, sind auch noch nicht da. Wie toll es doch nicht ist, Falten zu haben, und wie frau sich mit ihren Jahresringen schmücken soll. Wo die Frauen drauf kommen, dass 50 ein geiles Alter ist, in jeder Hinsicht. Als hätten sie es nicht immer gewusst. Der erste Stress ist vorbei, es ist Hochsommer, heiß, Frau badet wollüstig im Schweiß, Hitzewallungen durchfluten sie. Das Zeitalter der großen Energie, der Königin. All das geht natürlich nicht ohne neuen Stress ab. Hormonyoga, Anti- und Pro-Agen, die Hexe in sich schüren und die Kaiserin wecken. All das, wofür es in den Buchhandlungen bald eigene Regale geben wird, die „Freche Frauen“ heißen oder „Wild in den Wechsel“. Neue Karriere, neuer Mann, die Eizelle schon kaltgestellt im Eiskasten, für alle Phälle. Relax ist es nicht, aber relax geht auch. Die knochigen Knie von Brigitte Macron dürfen auf der Welt sein, aber Brigitte Macron kann morgen auch in der Jogginghose angeschlurft kommen, sie ist so frei.

Von all dem sind wir noch weit entfernt, wie Jeanne Moreau in der *Emma* zu ihrem Fünfiger ein Interview gibt. Seit einigen Jahren, erzählt sie, werden ihr nur noch Rollen angeboten, in denen sie Alkoholikerinnen und Selbstmörderinnen spielen soll. Dauernd soll sie leidende Frauen spielen. Verschmähte, schmachkende Frauen, Frauen mit durchbohrten Herzen, Frauen, die mit stieren Blicken vor leeren Weinflaschen lallen. Märtyrerinnen. Opfer. Und dann sagt Jeanne Moreau den schönen Satz, den aller-schönsten, den unvergesslichen Sister-Soli-Satz, für den ihr ewige Seligkeit gebührt im Heilige-Schwestern-Himmel: Das wollte ich den Frauen nicht antun. Das wollte sie den Frauen nicht antun. Diesen kranken Tragische-Tote-Frauen-Kult zu nähren. Romy, Piaf, Monroe, Dalida, gebrochene Herzen, angebliche Verfallserscheinungen von von einer voveyristischen Öffentlichkeit belauertem Frauenfleisch. Der zerrupfte Spatz von Paris, am schönsten singt er, wenn er leidet.

Da spielte sie nicht mit. Im letzten Interview kündigt Jeanne Moreau an, die Himmels-leiter erklimmen zu wollen.

Im letzten Interview kündigt Jeanne Moreau an, die Himmelsleiter erklimmen zu wollen.

Zu Gast

Konstruktiv

Claude Wiseler

„Einen Vorsprung im Leben hat, wer da anpackt, wo die anderen erst einmal reden.“ Dieses Zitat von John F. Kennedy ist Luxemburg wie auf den Leib geschrieben. Unser Land hat mehr als einmal unter Beweis gestellt, sowohl eine echte Spürnase für zukunftsfrichtige Wirtschaftsfelder zu besitzen, als auch den Mut für die nötigen Schritte und Investitionen, die zum wirtschaftlichen Erfolg führen, zu haben. Unser Land war stets bereit bei wichtigen Herausforderungen Risiken aufzunehmen.

Das Vorhaben, Bergbau auf Asteroiden zu betreiben, mag in erster Linie nach Science-Fiction klingen. Ist es auch. Doch ist in unseren Augen in erster Linie nicht der Asteroidenbergbau wichtig, sondern vielmehr, dass es sich hier um ein Zukunftsprojekt handelt, das kurz- und mittelfristig Unternehmen mit Know-how in Weltraumtechnologien nach Luxemburg ziehen wird. Das passt zu Luxemburg, da unser Land schon seit Jahren in Sachen Kommunikationstechnologien und Satelliten eine Top-Adresse ist. Die CSV, die in ihrer langjährigen Regierungsverantwortung oft vorausblickende Entscheidungen getroffen hat, stimmte auch in der Opposition dem Gesetz, das den Rahmen für solche Aktivitäten festlegt, zu.

So visionär dieses Projekt auch aussehen mag, es bleiben trotzdem viele, insbesondere juristische, jedoch auch ökologische oder organisatorische

Claude Wiseler ist Fraktionspräsident der CSV

Aspekte, die es zu klären gilt, damit die Zukunftsvisionen nicht zur Fata Morgana mutieren.

Das Parlament hat, auf Initiative der CSV, die Regierung u.a. aufgefordert, für Klarheit zu sorgen. Die Regierung soll sich für eine Abänderung des internationalen juristischen Rahmens in Sachen Weltraum einsetzen, soll die Uni Luxemburg und die einheimischen Betriebe miteinbeziehen und auch Leitpläne vorlegen, die die Ziele und die finanziellen Kosten für die kommenden Jahre umreißen sollen.

Die CSV begrüßt ebenfalls den Willen der Regierung ein Rechenzentrum des Suchmaschinen-Dienstleisters Google nach Luxemburg zu holen. Die Entscheidung für Luxemburg ist noch nicht in trockenen Tüchern. Mit Staunen stellen wir heute fest, dass der Premier und der Wirtschaftsminister in diesem Dossier radikal verschiedene und gegensätzliche Kommunikationsstrategien betreiben. Die CSV hofft, dass die Regierung sich dieser Angelegenheit in Zukunft mit der nötigen Professionalität annimmt.

Die Unterstützung innovativer Initiativen sollte dem ungeachtet nicht dazu führen, die traditionellen wirtschaftlichen Bereiche zu vernachlässigen. Die Klein- und Mittelbetriebe sind das Rückgrat unserer Wirtschaft und tragen zu deren Diversifizierung bei. Viele von ihnen stehen heute vor großen Herausforderungen. Effiziente Hilfen bei der notwendigen Digitalisierung, neue, angepasste Finanzierungsmöglichkeiten, räumliche Angebote für die Vergrößerung der bestehenden oder die Gründung neuer Betriebe, sowie eine im Sinne der Betriebe ausgerichtete Berufsausbildung sind notwendig.

Es genügt freilich nicht, die Weichen in Richtung innovative Wirtschaft zu stellen, um auch das Land als Ganzes zukunftsweisend in Stellung zu bringen. Zukunftsgestaltung bedeutet mehr als auf ein ungebremstes und demografisches Wachstum zu setzen. Es bedeutet eine angepasste Abstimmung der einzelnen Politikfelder. Dazu gehören u.a. ebenfalls der Entwicklung angepasste Mobilitätskonzepte, eine effiziente Wohnungsbaupolitik sowie eine Landesplanung mit Durchsetzungsvermögen.

Es geht darum, verantwortlich und verantwortbar zu wachsen, um die Lebensqualität in Luxemburg langfristig zu sichern und somit die Zukunftsfähigkeit unseres Landes zu gewährleisten.

Réaction à l'article « Organisations para-gouvernementales » paru dans l'édition 21 juillet 2017

Cohérence des politiques

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu l'article que Monsieur Bernard Thomas consacre dans le *Lëtzeburger Land* aux « Organisations para-gouvernementales ». Cet article examine une grande diversité d'aspects et de questions concernant les ONG de développement de notre pays. Il suscite de ma part les commentaires suivants :

Il convient de reconnaître et de saluer la solidarité impressionnante dont font preuve toutes ces organisations au bénéfice de populations du Sud. Cela dit, la prudence me paraît de mise en voulant mesurer l'impact de leurs activités sur les sociétés des pays en développement et cela à court, à moyen et à long terme. Ne faudrait-il pas interroger en premier lieu les parties concernées de ces pays mêmes ?

Il pourrait être utile aussi à cet égard de se référer aux résultats des évaluations des activités des

ONG auxquelles fait procéder régulièrement le ministère de la Coopération. D'après son rapport annuel 2016, les activités de cinq ONG ont ainsi été évaluées cette année-là. S'y ajoutent celles ayant porté sur les activités d'éducation au développement et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise de deux ONG – ASTM et Handicap International.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner l'importance du travail que réalisent les ONG en matière de cohérence des politiques pour le développement. Le Cercle de coopération des ONG publie tous les deux ans un baromètre intitulé « Fair Politics » qui met en évidence une série d'exemples d'incohérences entre la politique de coopération au développement du gouvernement et celles qu'il mène dans d'autres domaines. Un grand nombre de ces incohérences subsistent. Le prochain baromètre est en préparation.

Le Cercle a également mené des travaux sur la question des migrations et du développement. Il a publié en 2015 un texte sur cette question qui demande que l'UE ne se limite pas au traitement des symptômes du problème, mais examine également les causes qui conduisent ces migrants à partir pour l'Europe au risque de leur vie pour fuir la misère, la pauvreté et l'absence de perspectives dans leur pays. Il met en évidence la responsabilité des Occidentaux, de la Banque mondiale et du FMI à cet égard qui depuis plusieurs décennies ont imposé les politiques néolibérales aux pays en développement y compris en les forçant à libéraliser leurs économies et à ouvrir leurs marchés. Il critique le fait que l'UE avec l'appui du Luxembourg ne cesse d'inonder les marchés africains avec son lait en poudre, sa viande de poulet et son concentré de tomates à des prix dumping ruinant ainsi les conditions d'existence de millions de petits paysans et de leurs familles. La conclusion des accords de partenariat économiques entre l'UE et les pays africains risque d'aggraver cette situation et d'entraîner une augmentation du nombre de migrants.

Toute cette problématique qui concerne la paysannerie toujours très nombreuse et très pauvre au Sud, notamment en Afrique, est également traitée sur plusieurs pages dans le texte de Meng Landwirtschaft, une plateforme de 23 ONG, a publiée fin avril dernier (www.meng.landwirtschaft.lu). Elle y examine notamment les questions de la confiscation des terres (*land grabbing*), de la spéculation sur les produits alimentaires et des agro-carburants. Des demandes concrètes sont adressées au gouvernement sur chacune de ces questions. Ainsi la plateforme demande que l'UE favorise une protection des marchés agricoles africains au même titre qu'elle continue de protéger fortement les produits agricoles les plus sensibles sur son marché. Il demande qu'au moins dix pour cent de notre aide publique au développement soient réservés à l'agriculture paysanne.

Je termine en renvoyant au dossier intéressant que la revue belge *Alternatives Sud* consacre dans son dernier numéro au thème « ONG dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ? ». Jean Feyder (membre de SOS Faim et du CA de l'ASTM)



Patrick Gilhars

Le Cercle de coopération des ONG critique que l'UE, avec l'appui du Luxembourg, ne cesse d'inonder les marchés africains avec son lait en poudre, sa viande de poulet et son concentré de tomates à des prix dumping

Zoom op d’Sprooch

D’N-Regel

François Schanen

Dir wësst dach bestëmmt, wourëms et geet? Allgemeng gëtt dës Sproochepartikularitéit an der lëtzebuergescher Grammaire ënnert der Iwwerschrëft *Eifeler Regel* behandelt oder am Kapitel vum *beweglichen -N* (esou sot de Robert Bruch) oder, ganz geléiert ausgedréckt, ënnert dem Begrëff vum *ephelzystikon -N*!¹ Déi sproochwëssenschaftlech Observatiounen sinn am spéide 19. Joerhonnert an den Idiome vun der *Eifel* gemaach ginn an och an anere mëtteldäitschen Dialekter, wéi zum Beispill am Lëtzebuergeschen, Kölschen oder Hesseschen².

De Begrëff *Eifeler Regel* beziechent e Prozess, deem, an dësen Dialekter, a bestëmmte Kontexter zum Verloscht (= Ewechfall, zur Tilgung / Apokope / Synkope) vun engem formativ-lexikaleschen oder flexionellen Endungs-N vu gewësse Wieder féiert: *hien ass geschwë[nn] fort; den décke(n) Franz*.

D’Facettë vun dësem Prozess sinn, jee no der Sprooch, ënnerschiddlech. Se ginn och an der jeeweileger Laut- a Schrëftsprooch, jee no Opfaassung, ganz verschidde berécksiichtegt. Als Beschreiwung vun engem spezielle *Sandhi* (= Iwwergang vu Wuert zu Wuert, och an Zesummesetzungen) oder vun enger *liaison* (franséisch „Verbindung“) stellt déi sougenannt *Eifeler Regel* de Sproochwëssenschaftler viru Problemer, déi nach laang net all beschriwwen, also och net geléist sinn. Just op déi wichtegst wëll ech hei agoen.

Wéi ech de 07.04.2006 d’Sproocherubrik iwwert d’N-Regel am *Lëtzebuenger Land* publizéiert hunn³, ware just d’Akte vun zwee Kolloquien erauskomm, déi 2001 engersäits vu lëtzebuergeschen Institutiounen (Institut Grand-Ducal, CNL) an anersäits vun engem däitsche Lobby Universitätsdozenten (Bamberg, Heidelberg, Mainz, Tréier) organiséiert gi waren⁴. Am bedauerlechen Ëmfeld vun dësen Aarbechtsatelieren, déi op der neier Uni du Luxembourg besonnesch provokativ an arrogant en däitsche Frëndeskrees aféieren a fërdere wollten⁵, hat d’N-Regel eng wichteg Plaz, net als positive „fait de langue“, mee als „Herausforderung für die Linguistik“.

Well d’*Eifeler Regel* awer zu Lëtzebuerg allgemeng als Orthographiesregel presentéiert a vu villen däitsche Wëssenschaftler nëmmen als phonologesch-prosodisches Prozess interpretéiert gouf⁶, hunn Enseignantë vum Lëtzebuergeschen als Friemsprooch gemengt, d’N-Regel kéint a misst „vereinfacht“ ginn, a vläicht guer net an der verschrëfter Sprooch respektéiert ginn⁷. Där Meenung sinn ech net, well: „Die Luxemburgische Rechtschreibung zielt auf eine phonetisch korrekte (phonographische?) Schreibung. Daher wird die Auslassung des n in der schriftlichen Wiedergabe der Sprache berücksichtigt.“

Haut gëtt d’Eifeler Regel als Rechtschreibregel presentéiert. Hir richteg Applikatioun ass awer nëmme méiglech, wann de Schreiwër d’Sprooch scho schwätze kann. Fir Lëtzebuerg Nativespeakers ass et quasi onméiglech, eng Orthographie ze verwennen, déi weder op *Phonem-Graphem-Entsprechungen*, nach op typesch *Silbeniwwergäng* a

Haut gëtt d’Eifeler Regel als Rechtschreibregel presentéiert. Hir korrekt Applikatioun ass awer nëmme méiglech, wann de Schreiwër d’Sprooch scho schwätze kann

Karawanserei

Sisyphus mit Regenschirm

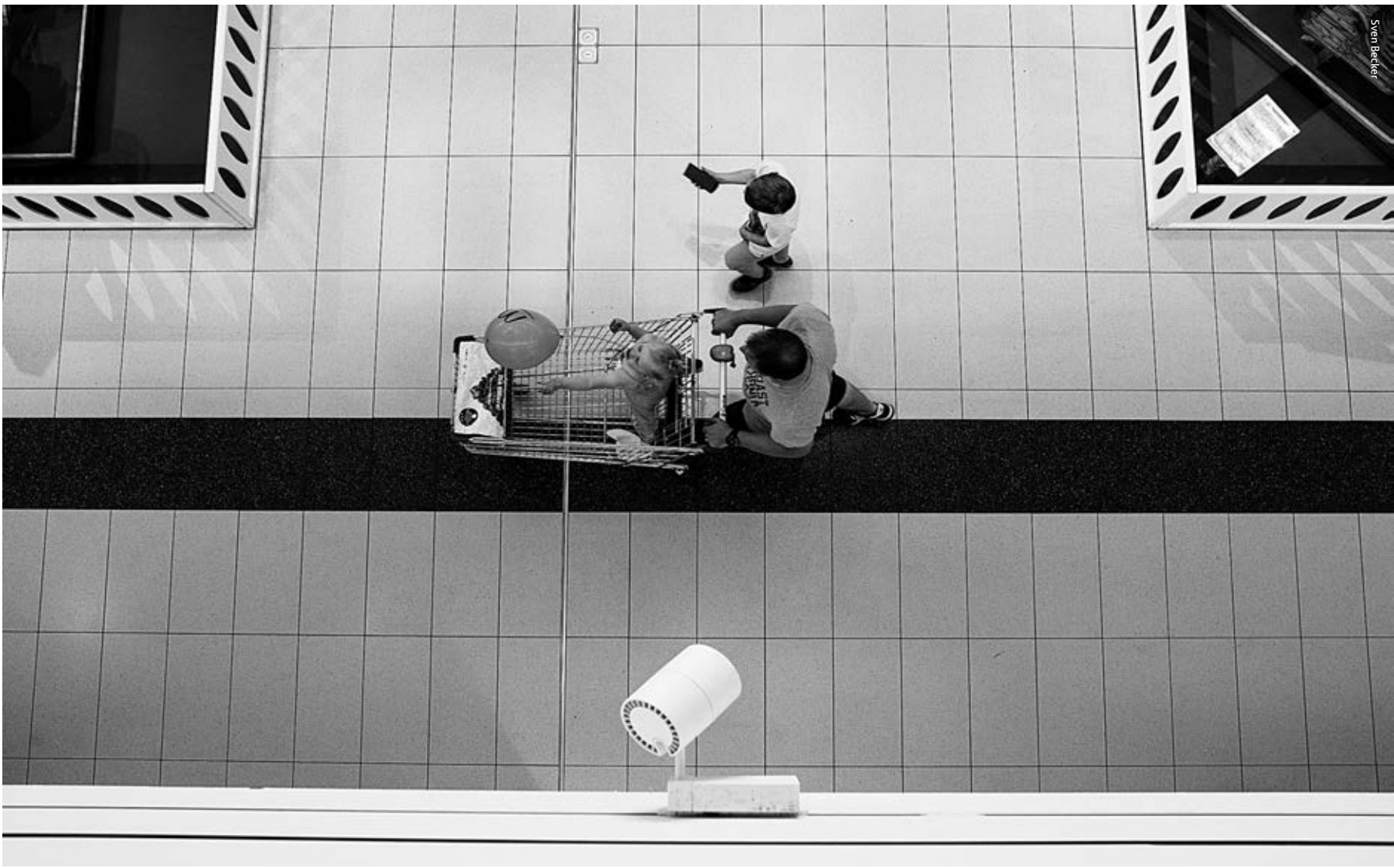
Neulich in den Emiraten. Späte Ankunft in Dubai. Das Erstaunen setzt bereits während der Fahrt nach Ras al-Khaimah ein. Hundert Kilometer Autobahn, quer durch Wüste und Nacht. Kaum Verkehr, doch plötzlich jede Menge Bremslichter. Auch unser Fahrer nimmt sofort den Fuß vom Gaspedal. Innerhalb von Sekunden ist die Sicht so schlecht, dass es nur noch im Schrittempo weitergeht. Düstere Wolken fegen über die Fahrbahn, von allen Seiten. Ein Sandsturm, vergleichbar mit einem Schneesturm daheim. Mit etlicher Verspätung erreichen wir unser Ziel, erleichtert aufatmend.

Doch nur bis zum nächsten Morgen. Statt Sonne und blauem Himmel haben sich dunkle Wolken über dem Arabisch-Persischen Golf ausgebreitet. Andauernder Wind. Regen, der gegen die Balkontür prasselt. Erst nach dem Frühstück, kurz vor Mittag, beruhigt sich die Wetterlage. Die ersten Krähen lassen sich auf den noch geschlossenen Sonnenschirmen nieder und krächzen erbärmlich. Mit ungeeignetem Gerät schieben die fleißigen Hotelangestellten die Pfützen unter den Palmen, rund um die Schwimmbecken hin und her. Direkt am Strand haben sie rote Fahnen gehisst.

Zeit für einen kurzen Erkundungsspaziergang. Allerdings kommen wir nicht weit. Der Kreisverkehr vor



Ras al-Khaimah: Nationalmuseum mit Pfützen



„De“ Supermarché? Oder awer „den“ Zuppermarché?

Liaisounen (N-Regel, Verhäertungen, Vermëllungen), nach op *Marker vu lautlech prosodische Strukturen* (dat heescht Pausen, Rhythmus an Tempo mat hiren entsprechen-den net-alphabeteschen Zeechen) opbaue kann.

Et geet also dorëm, e puer Grondsätz festzehalen, déi ewell an der Sproocherubrik vum 07.04.2006 de „Kär“ vun der N-Regel ausmaachen an, am 8. Kapitel vun der *Brochure Gewosst wéi!* (*schreiwen.lu*) nieft Detailer nach ze kuerz kommen.

1) Den Endungs-N(N), deem am lexikaleschen oder grammatesche System virgesinn ass, gëtt geschriwwen *in Pausa*: „Wenn das wortauslautende –n *in Pausa* steht“, seet den *LWB* (Bd. I, S. 5). Dat erkläert, datt en N um Enn vun engem Numm (*den Här Wirtgen*, mee: *Spuenie(.Jrees)* oder virun engem Sazzechen, relativ Klamerzeechen (*den L.O.D., de(.) Lod*), stoe bleift, awer och dacks bei Leit virkënn, déi zécken oder d’N-Regel net kennen oder hir Sprooch net flëissend schreiwen. Ee relativen „normalen“ Tempo (*allegro* ↔ *lento*) ass d’Bedingung fir déi korrekt Applikatioun vun der N-Regel, déi souwisou am Kontext dacks flou bleift.

2) Den Endungs-N(N) gëtt bäibehal, wann duerno e *vokalesche Laut* kënn: Vokal „i, u, e, o, a“, Duebellaut „ei-ai-äi-éi-au-ou-ie-ue-oi“ oder ee vun hiren Ëmlauter: *den Apel, wann ech ginn, ech sinn al, Ouerenentzündung*. Datt et ëm de Laut geet an net nëmmen ëm de Buschtaf, beweist den „y“: wann en als Vokal „i“ ausgeschwat gëtt, da bleift den n virdru stoen: *den Yvan*. Gëtt en als „j“ prononcéiert, da kënn keen n virdrun: *de(.) Yen*. Cf. och *de(.) User* (englesch), *mee den Usager* (franséisch), *de(.) One-Man Show*.

3) Den Endungs-N(N) bleift stoe virun e puer konsonantesche Lauter: dem Nueslaut „n“, dem „h“ an den *Dentallauter*. Hei geet et och net duer, wann d’Buschstawen „d, t, z“ genannt ginn. Mir soen och *en Cyclist, en Charter, en Zouvenir, den Zuppermarché, den James Bond, den Check-in, den SMS-Text* a.s.w.

4) An da gëtt et nach fir d’Lescht eng laang Lëscht Wieder, déi aus verschiddene Grënn e fixen Endungs-N(N) hunn, deem ni ewechfält, sief et Eesilber (*Bumm, Sënn, romn, Boun, Schan, Tëin, Clown, onerhéiert*) oder Méisilber mat Suffix *-in(n), -in(e), -än, -oun an -tioun*.

¹ Cf. *Luxemburger Wörterbuch*, Bd. I (1950), 5, Foussnott
² Cf. Heiko Girnth: „Entwicklungstendenzen der ‚Eifler Regel‘ im Moselfränkischen, in: Cl. Moulin / D. Nübling: *Perspektiven einer linguistischen Luxemburgistik*, 69–86
³ Cf. „Gitt Der an de Supermarché oder an den Zuppermarché akafen?“ in F. Schanen: *Lëtzebuergesch Sproocherubriken*, Schortgen, Esch-Uelzecht, 2013, 2, S. 18–20
⁴ Cf. Institut Grand-Ducal / Centre national de littérature: *Lëtzebuergesch Entwicklungstendenzen und Forschungsperspektiven einer jungen Sprache. Beiträge zum Workshop Lëtzebuergesch*. November 2001. Lëtzebuerg a Miersch, 2005, 182 S. – Claudine Moulin / Damaris Nübling: *Perspektiven einer linguistischen Luxemburgistik. Studien zu Diachronie und Synchronie*, Winter-Verlag, Heidelberg, 2006, VIII + 356 S
⁵ Cf. F. Schanen: „Luxemburgensia. (Rétro ?) Perspectives pour une linguistique luxembourgeoise“. *d’Lëtzebuenger Land*, 10.03.2006, S. 22. Haut, no zéng Jor, leit den Institut d’études et de littératures luxembourgeoises nach ëmmer ënner der Iwwerhieftlechteet a Lächerlechteet, mat deenen e puer Leit deemools onverschimmt opgetruede sinn.
⁶ Cf. Moulin/Nübling: *Perspektiven*. D’Definition vum der N-Regel ass net bei allen Auteuren déiselwecht: d’N-Regel ass méi als phonetesch-phonologesche Prozess ënnersicht ginn (Gilles) wéi als „fait de langue“; vgl. d’Etudé vum J. Kiehl (2001), F. Schanen/J. Lulling (2003), F. Schanen/J. Zimmer (2006 an 2012), J. Braun: *Eis Sprooch richteg schreiwen*, (2009, 16. Oplo).
⁷ Cf. Adrienne Humbert: „Die in der Orthographie aufgenommene und rein phonologesche motivierte n-Tilgungsregel erweist sich als eine äußerst komplexe, für den Sprachlerner absolut überflüssige Hürde. Sogar der Muttersprachler hat Mühe in der schriftlichen Umsetzung dieser Regel. Der Lerner hat ein grammatisch und orthographisch vollständiges Bild von einem Wort.“ (in: „Wanns du eppes kanns ...“ Zitat aus „Vill lasskappen an net genuch schëppen“, *d’Lëtzebuenger Land*, 01.07.2016). – Christoph Purschke: „In diesem Zusammenhang wäre über Regeln nachzudenken, die zwar Ausdruck der Eigenheiten des Luxemburgischen sind, den Erwerb der Schriftsprache aber unnötig erschweren. Das betrifft die ‚Eifler Regel‘ [die] dem Umstand geschuldet [ist], dass sich die Schreibung des Luxemburgischen an der Aussprache orientiert und in den meisten Kontexten <n>-Laute am Wortende eben nicht gesprochen, sondern zugunsten des Anlautes des Folgewortes ausgelassen werden. Insofern ist diese Regel in Bezug auf die Entsprechung von Lautbild und Schriftbild der Sprache (die Phonem-Graphem-Korrespondenz) konsequent. Hilfreich ist sie dagegen nicht. Vielleicht wäre es deshalb angebracht, sie zugunsten einer anderen Heuristik der Rechtschreibregelung aufzugeben: Zugänglichkeit und Einfachheit.“ (*Schreiwen.lu – aber wie? Ein Kommentar zur staatlichen Orthographie-Kampagne in Luxemburg*, 24 Januar 2017 vu questoph)



Depuis le départ, le week-end dernier, des 4 000 scouts du camping international *Go urban*, voilà que des dizaines d'autres volontaires ont pris possession du gigantesque site de quinze hectares situé au Kirchberg, à côté de RTL. À partir de cet après-midi et jusqu'à dimanche soir y aura lieu la dixième édition du festival *Food for your senses*. Après les nombreux problèmes à trouver un site idéal et une tentative ratée de transplanter le festival aux Rotondes l'année dernière, le petit frère du *Rock-A-Field* profite cette année de l'absence de son concurrent commercial et annonce une ambiance bon enfant – et 15 000 spectateurs. On y regardera certains des 80 groupes programmés sur trois jours, tous plutôt en début de carrière, ou se retranchera vers un cours de yoga, un workshop ou au village culinaire. Plusieurs duos d'artistes débutants / confirmés ont en outre travaillé sur place (pass 75 euros, camping 20 euros ; ffys.eu). jh

Luxemburgensia

Festival

Il est compliqué, le monde des adultes...

...semble se dire le petit Alexandre, héros du nouvel album illustré de Pat Wengler, *Tulipa*, qui vient de paraître aux éditions Föödartiffiss (ISBN 978-99959-922-3-1 ; 40 pages, 15 euros). Alexandre (dessin issu du livre) est le fils d'une mère inspecteur des impôts et d'un père créatif dans la communication, qui adore les jeux de mots dont le garçon ne comprend trop rien. Mais le jour où les nouveaux voisins espagnols viennent se présenter, avec leur fille Tulipa, Alexandre est cuit, complètement amoureux dès qu'il voit la belle. Dans le deuxième livre qu'elle a écrit et illustré elle-même, après *Petite histoire en passant* (Ultimomondo, 2014), la graphiste, auteure et actrice Pat Wengler prouve une belle sensibilité pour l'imaginaire des enfants, avec un sens de l'humour décalé qui est proche de celui de Guy Rewenig, avec lequel elle travaille depuis toujours – ils ont notamment fondé Föödartiffiss ensemble. jh



Nourritures terrestres, nourritures de l'esprit

Si désormais quasi tous les festivals de musique un peu alternatifs comportent aussi un volet arts visuels, « je n'ai jamais compris pourquoi les arts plastiques y étaient considérés comme mineurs par rapport à la musique et même la restauration », raconte la jeune artiste Aurélie d'Incau. Celle qui vient tout juste de terminer ses études en beaux-arts à Maastricht a, en tant que membre de l'asbl Kolla, décidé de tenter une autre approche pour le Kolla Festival, qui aura lieu cette année du 18 au 20 août à Steinfurt. Elle a donc lancé la résidence d'artistes *Antropical*, qui a eu lieu une première fois en 2016 et dont l'édition 2017 a commencé hier, jeudi. Son intention : mettre les arts plastiques sur un pied d'égalité avec la musique, encourager des collaborations entre artistes, mais aussi des rencontres avec le public. Jusqu'au 20 août, une dizaine de (très) jeunes artistes, presque tous en fin d'études ou tout juste sortis de leur formation, habiteront dans des tentes sur le site, feront connaissance et travailleront ensemble. Ils viennent des quatre coins de l'Europe, Pays-Bas, Belgique ou de plus loin, comme ici Monika Balu (image extraite de sa série *Eating habits*, monikabalu.it), qui est Lituanienne, vivant et travaillant à Groningen aux Pays-Bas. Quarante artistes avaient répondu à l'appel lancé via Facebook, dont aussi des Luxembourgeois et des artistes plus âgés, « mais nous avons vraiment décidé selon nos coups de cœur et notre enthousiasme pour une œuvre », explique encore Aurélie d'Incau, qui est à la fois curatrice et organisatrice de l'événement. Avec en tête l'idéal de faire du festival en soi une œuvre d'art totale, sans distinction entre le volet populaire de la musique et le volet considéré plus sérieux des arts plastiques. À partir de ce dimanche, 6 août, auront lieu tous les jours à 19 heures des tables-rondes thématiques comme, mardi, *The art world : who decides what is good and what not ?* Le vernissage aura lieu le 17 août à 17 heures (programme : antropical.com). jh

Étymologie

Écosystème

Interrogé, en mai, lors de la présentation de la première participation luxembourgeoise au festival, sur la volonté des *Rencontres d'Arles* de développer l'idée de pavillons nationaux, à l'image de la biennale de Venise par exemple, leur directeur Sam Stourdzé insista que ce n'était pas du tout la même chose. Qu'à Arles, le Luxembourg allait montrer tout un « écosystème » – soit aussi de la cuisine, Léa Linster ayant confectionné le dîner de vernissage de *Lëtzt'Arles*, et, pourquoi pas le nommer ainsi, aussi le folklore (photo : les reines d'Arles avec le couple héritier luxembourgeois / Lëtzt'Arles). Si dans un bon vieux dictionnaire, un *écosystème* est encore une « unité écologique de base formée par le milieu et les organismes animaux, végétaux et bactériens qui y vivent », on parle désormais aussi d'écosystème des *start-ups*. En culture, le terme se propage aussi comme un virus. Ainsi, *Le Monde* (du 20 juillet) écrit que le président de la République française Emmanuel Macron s'était rendu à Arles pour en saluer « l'écosystème » culturel. Et dans le *Plan communal à la culture* de la Ville d'Esch-sur-Alzette, on lit qu'un des axes devra être de « développer un écosystème culturel », qui est défini comme « un réseau d'échange d'énergie et de matière permettant le maintien et le développement de la vie (culturelle) ». Reste à voir qui phagocyte ou parasite qui dans ce milieu. jh



Art contemporain



Gender bender

Dans les années 1990, Jean-Charles Massera était un critique d'art important. Puis il abandonna la pratique de la critique dans les magazines pour devenir auteur : son *Amour, gloire et Cac 40 – Esthétique, sexe, entreprise, croissance, mondialisation et médias* (POL, 1999) fut un jalon dans la prise en compte du monde de l'entreprise dans l'univers de l'art. Ensuite, il se consacra au cyclisme, et, étape finale, devint (forcément) lui-même artiste. Dessin, vidéo, campagnes d'affichage, pièces sonores, il se sert de tous les médias pour exprimer ses messages anticapitalistes. Actuellement, le Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, montre, dans sa *Black Box*, le court-métrage de Massera *Ad valorem ratio* (photo : Casino), réalisé pour l'exposition *Cherchez le garçon* au Mac/Val en 2015. Massera tente d'y ridiculiser les structures de pouvoir et l'inégalité des sexes dans l'entreprise, en faisant monter la tension dans ce noir et blanc si typique de l'univers des cols blancs – pour ensuite faire retomber la cheffe d'entreprise et ses deux subordonnés mâles dans l'insouciance de l'enfance. Le message est gros comme un éléphant et d'un manichéisme assez primaire. Mais peut-être que Jean-Charles Massera développera mieux ses idées lors de sa venue pour un *Black thursday*, le 28 septembre (le film de seize minutes est entièrement disponible en ligne : <https://vimeo.com/124846849>). jh

Art contemporain

Fanny Gonella

s'appelle la nouvelle directrice du 49 Nord 6 Est – Frac Lorraine et donc successeur de l'émblématique Béatrice Josse. À 41 ans, Fanny Gonella arrive à Metz avec un CV long comme un bras, qui inclut une formation à l'École du Louvre et à la Sorbonne, des commissariats d'exposition en Suisse, en Allemagne ou en Autriche et un passage en galeries privées (Chantal Crousel et Neugerriemschneider). Actuellement, elle est directrice artistique du Künstlerhaus Bremen. jh



B-A-Ba

Alors que les institutions muséales se multiplient, que le débat politique porte sur un *Plan de développement culturel* et un *Creative cluster*, on se demande de plus en plus souvent : mais où sont les artistes ? Dans une nouvelle série d'articles, que nous commençons aujourd'hui en page 17, le *Land* va leur rendre visite (photo : sb). Pour découvrir que les artistes travaillent, tout simplement. jh

Ausstellung

i Habana, mi amor !

Anina Valle Thiele

Das gelbe Plakat mit wehender Kuba-Flagge und einer Latina, die einen knallengen 80er-Jahre-Hosenanzug mit *Stars & Stripes* trägt, ziert die Litfaßsäule vor dem Eingang zur Ausstellung im Neimënster: *Miami – La Havanne. Portrait de famille*. Hipp und doch widersprüchlich sieht das Plakat aus, mit dem die Fotoschau lockt, waren die beiden Länder doch mehr als 60 Jahre verfeindet, die Beziehungen seit der Revolution unter Fidel Castro auf Eis gelegt.

Was bleibt, ist offenbar die Nostalgie auf die einst glanzvollen Zeiten. So stößt man zu Beginn des Ausstellungsrundgangs auf die Fotografie eines bunten Marktstands mit Bananen und Früchten, hinter dem ein Kubaner sitzt und genüsslich eine Zigarre raucht. Doch die Ausstellung zeigt auch Ausschnitte aus dem Leben kubanischer Exilierter. Unter der Überschrift „Miami“ kann man so einen Blick in die Wohnstuben („Intérieurs“) von in Miami lebenden Kubanern werfen. In deren Wohnzimmern hängen Bilder des Che wie selbstverständlich neben Bildnissen von Jesus und Maria. In barock anmutenden Sälen sitzen altherwürdige Damen aufrecht in ihren Sesseln, im Hintergrund eine dunkelhäutige Angestellte („Grand Dames“, „Le monde d’hier“).

Die Fotografien der von dem Journalisten Bertrand Rosenthal und Franck Renevier kuratierten Ausstellung werfen einen nostalgischen Blick auf das alte Kuba, ganz so, als wäre die Zeit stehen geblieben.

Unter dem Motto „Bodybuilding“, „La religion du corps“, kann man den exponierten Körperkult von

aufgeblasenen Bodybuildern am Strand betrachten; ein Foto zeigt einen Innenhof, in dem Gewichte gestemmt werden. Gleich daneben Jungen, die den Baseballschläger schwingen. Der amerikanische Kultsport ist auch auf Kuba zum Nationalsport geworden. Man sieht Kubaner beim „Cafecito“, stößt auf Bildnisse des Volksdichters José Martí, sieht bunte Menschen lachend beim Salsatanzen und Zigarre rauchen; Amerikanische Edelkarossen, Balletttänzerinnen und junge Frauen, wie sie in opulenten Kleidern ihren 15. Geburtstag feiern (*Quinceañeras*). Schließlich Fotografien aus Varieté-Shows. Auf einem Foto lehnt sich eine Frau amüsiert an die Skulptur eines gigantischen goldenen Phallus. Kuba steht für „La buena vida“ – vor und auch noch nach Fidel Castros Zeiten, so die unmissverständliche Botschaft.

Die Fotografien der Ausstellung zeigen die Widersprüche im Einklang miteinander. Hier der Heiligenkult, wie Skulpturen und Bildnisse des Heiligen Lazarus, dort Graffiti auf Mauern und Tattoos des breit lachenden Che und von Fidel, den die Kubaner ewig im Herzen tragen werden. („Fidel dans les cœurs“)

Zu guter Letzt wird unter dem Titel „Gens qui rient qui pleurent“ eine Gegenüberstellung von Reichen und Mittellosen versucht: Auf einem Bild eine lachende amerikanisch-kubanische Milliardärin im glitzernden Kleid in ihrer Penthouse-Wohnung, auf dem nächsten eine betagte, dunkelhäutige Frau, die neben einem Plastik-Santa-Klaus trostlos ins Nirgendwo blickt. – Gegensätze, von denen man sich

In der Fotoausstellung *Miami – La Havane* im Neimënster findet quasi keine politische Kontextualisierung statt

noch mehr gewünscht hätte und die gerade in dieser gestellten Gegenüberstellung etwas *trashig* wirken.

In der bunten Fotoausstellung im Neimënster findet zudem quasi keine politische Kontextualisierung statt. Stattdessen beschwört sie die „Cubanidad“, wird das fröhliche Zusammenleben und jene starke nationale Identität hochgehalten, die den ideologischen Gegensätzen trotzt. „Weder die knapp 60 Jahre dauernde Eiszeit zwischen den USA und Kuba noch der Kalte Krieg konnten der Einheit der kubanischen Seele etwas anhaben“, heißt es so im begleitenden Presstext. Entstanden ist eine leichte Sommerausstellung, die einen Hauch von Kuba ins Neimënster weht, jedoch trotzig in der Vergangenheit verharrt und letztlich ein sehr verkitschtes Bild von der Karibikinsel und ihren Einwohnern vermittelt. Und doch ist die bunte Schau vor allem eins: eine Liebeserklärung an Kuba.

Die Ausstellung *Miami – La Havane* ist noch bis zum 17. September im Neimënster zu sehen; täglich von 11 bis 18 Uhr; Eintritt frei; www.neimenster.lu.

Congés annulés

Grand écart



Sébastien Cuvelier



Hyperculte (en haut) et Douglas Dare

Sébastien Cuvelier

Depuis quelques années, tout ce que le Luxembourg compte de mélomanes avertis prend ses vacances en juillet, ou en septembre. Surtout pas en août : c’est la période des *Congés annulés*, formule clin d’œil devenue gage de qualité et de découverte musicale durant une période généralement rythmée par la vacuité et les festivals champêtres. L’affiche de cette cuvée 2017 a fière allure, et nul doute que les plus curieux qui pousseront plus loin que le bar extérieur des Rotondes en seront récompensés.

Le week-end de lancement des festivités résuma à lui seul l’éclectisme de la programmation : un début en rage et fanfare aussitôt tempéré par de la douceur à fleur de peau. La première soirée fut dominée par le rythme, tout d’abord avec le duo genevois Hyperculte et leur mixture de *krautrock* et d’electro, très connotée DFA (le label new yorkais de James Murphy aka LCD Soundsystem), saupoudrée de passages parlés en français (l’influence de l’Orchestre Tout Puissant Marcel Duchamp dont le contrebassiste Vincent Bertholet est membre). Leurs boucles sont entêtantes et énergiques, menées par la batterie métronomique de Simone Aubert. La contrebasse évoquée plus haut est détournée via les nombreux effets, ou carrément remplacée par une guitare sur certains morceaux. Une belle mise en bouche déterminée et dansante.

Dans la foulée, les enragés montois de La Jungle défloraient enfin leurs concerts luxembourgeois, avec toute la rage qui les caractérise. Après dix minutes de concert, le sol des Rotondes est déjà humide, souillé par la sueur ruisselant du front des premiers rangs, lancés dans des pogos aussi jouissifs qu’inhabituels dans cette salle. Le rock frénétique et débrillé des Belges fait mouche, et ce n’est pas une surprise pour ceux ayant aperçu le duo lors d’un des nombreux concerts donnés dans le plat pays ces deux dernières années. Avec peu de moyens (guitare, batterie et synthé), les deux compères y vont franco, se souciant peu de considérations stylistiques. Les introductions métalleuses se transforment en *noise* ou en disco-punk, faisant fermement monter la température à coups de giclées de guitares en boucle et de martèlement de fûts sauvage. La Jungle est un condensé de rock primal et moite, de coups de machette à la jugulaire de poulets courant dans tous les sens au rythme de la transe cathartique imprégnant inexorablement les membres inférieurs. Une certaine vision de ce qu’un concert doit être : intense, fiévreux, libérateur, sous des airs apocalyptiques.

Le grand écart proposé par Douglas Dare le lendemain n’en fut que plus jubilatoire. Le jeune Londonien d’adoption, signé sur Erased Tapes, le label d’Ólafur Arnalds, a subjugué le maigre public avec ses poèmes mis en musique, minimalistes à souhait, dans une configuration piano-voix dépouillant magnifiquement les mélodies brumeuses entendues sur disque (les déjà indispensables Whelm et Aforger). Si la musique de Douglas Dare peut être très complexe, l’immédiateté de textes aussi directs que lyriques s’exprime dans toute sa splendeur dans cette formule dénudée, comme si l’artiste souffrait à nous. Un remarquable exercice de soustraction, jouant sur les silences entre les notes, interprétées par un crooner juvénile à la gamme vocale impressionnante. Entre les titres réarrangés de ses deux albums (pointons les magnifiques *Nile*, *London’s Rose* et *Oh Father*, complainte grave et intime évoquant le rapport paternel à sa propre homosexualité), Douglas expérimente et fait même rire, notamment quand il explique comment il a décidé d’interpréter le splendide *Caroline* a capella aux Rotondes après avoir vu Tony Bennett, 90 ans, le faire devant un parterre de 5 000 personnes au Royal Albert Hall de Londres. Cette performance entière et touchante fut ponctuée de deux reprises, exercice auquel il se confronte rarement. Tant *White chalk* de PJ Harvey, originaire comme lui de Bridport dans le sud-ouest britannique, que *Daydreaming* de Radiohead (en rappel) sonnèrent comme s’ils avaient été écrits par lui, pour lui. Une fascinante capacité à créer un univers aussi sombre qu’ônirique.



Le chef’ op Hoyte Van Hoytema passe au plus près des personnages

Marylène Andrin-Grotz

Ils avaient quoi ? Vingt, 25 ans tout au plus. On leur avait donné un fusil, un casque, on leur avait dit *Vas ! vas là-bas ! Ils ont besoin de toi !* Ces soldats n’étaient pas de plomb, c’était 1940, c’était la Meuse, la Marne, puis les côtes. La guerre allait peut-être débarquer sur leur sol britannique. Alors, exhortés par Churchill, ils sont partis de l’autre côté et se sont retrouvés piégés, encerclés par les Allemands. Le long de la jetée, à Dunkerque, ils sont des milliers, des dizaines, des centaines de milliers, à attendre les bateaux. Du 26 mai au 3 juin, la plage de la petite ville du Nord est le théâtre d’une gigantesque évacuation. Qualifiée de fiasco militaire par Churchill, puisque les hommes ont abandonné munitions, véhicules et dignité sur la plage, cette opération miraculeuse a permis d’épargner 200 000 Anglais et 140 000 Français en comptant sur la solidarité des propriétaires d’embarcations civiles prêts à traverser la Manche. Complétant ainsi les navires et avions militaires, ces hommes et ces femmes déterminés ont pris les mêmes risques.

Cet épisode spectaculaire n’apparaissant que peu dans les manuels scolaires, l’apprentissage passe donc par le cinéma... Et Christopher Nolan est bien plus passionnant que n’importe quel prof d’histoire. Oublions *Inception*, *Batman*, *Interstellar*. C’est à Dunkerque que tout se joue. Sur le sable, dans l’eau, dans l’air, au milieu du feu. Et surtout, dans le regard de ces hommes jeunes, inexpérimentés pour la plupart, héros malgré eux d’un sale boulot. Dans des espaces

Dunkirk de Christopher Nolan n’est pas un film de guerre, mais un portrait de ceux qui l’ont faite

temps qui se télescopent puisque les différents protagonistes n’ont pas la même perception de l’attente, Nolan suit d’abord Tommy (Fionn Whitehead), Gibson (Aneurin Barnard) ou encore Alex (Harry Styles), soumis aux ordres du commandant Bolton (Kenneth Branagh), qui tente de gérer les embarcations malgré des raids ennemis menaçant constamment le ciel. Et si le bout du môle apparaît comme le graal, une fois en mer, le danger ne vient plus seulement d’en haut mais aussi des torpilles et des grenades. Ce soldat apeuré et grelottant (Cilian Murphy), qui attend sur la pointe de son sous-marin le sait bien. Il est recueilli par Mister Dawson (Mark Rylance), son fils (Tom Glynn-Carney) et leur ami (Barry Keoghan), des plaisanciers partis des côtes anglaises pour leur porter secours. Le jeune marin crève de peur à l’idée de retourner vers les côtes françaises. Au-dessus de leurs têtes, les aviateurs Farrier (Tom Hardy) et Collins (Jack Lowden) tournoient et dézinguent autant qu’ils peuvent les forces allemandes. De ces hommes, on ne connaît rien, seule leur survie importe ici.

Dunkirk n’est pas un film de guerre. C’est un portrait de ceux qui l’ont faite. Alors que les historiens se querellent sur le nombre exact et la nationalité de ces hommes, Nolan les regarde. Et nous place au milieu, en immersion, dans le sable, l’eau, l’air, le feu. Pendant deux heures, on entend les balles siffler, pourtant le spectaculaire n’est pas dans l’attaque mais dans la réception : c’est l’Homme qui est au cœur du dispositif. Préférant rendre compte des sensations plutôt que des émotions, l’auteur-réalisateur économise le dialogue au profit d’une succession d’actions réalisées dans l’urgence. Avec son chef opérateur Hoyte Van Hoytema (collaborateur de Spike Jonze), il passe de plans très serrés, au plus près des personnages eux-mêmes littéralement enfermés, à de grands espaces comme cette côte meurtrie. Cette sensation d’étouffement et d’apocalypse est évidemment renforcée par la musique de Hans Zimmer, qui utilise des bruits diététiques pour mettre en place ses mélodies qui jouent encore davantage avec nos nerfs.

Christopher Nolan explique que la genèse de ce projet remonte au début de sa carrière, mais qu’il attendait d’être davantage armé pour le mener à bien. Véritable expérience sensorielle, *Dunkirk* est bien l’œuvre d’un cinéaste en pleine possession de ses moyens, où les prouesses techniques et logistiques se mettent au service des personnages et non l’inverse.

Avignon 2017

Le triomphe des femmes noires

Paul Rauchs

C'était il y a cinq ans. Autant dire une éternité. François Hollande, président fraîchement élu, visita avec Valérie, sa compagne, et Aurélie, sa ministre de la Culture, le festival d'Avignon et dina, acclamé par la foule, chez Christian Etienne, le roi de la tomate. Un quinquennat plus tard, Christiane Taubira, son ancienne garde des sceaux, icône noire de la gauche et une des rares à ne pas l'avoir (ouvertement) trahi, incarna l'une des vedettes du 71^e festival. Dans la fraîcheur du jardin Ceccano, elle discuta politique et poétique avec des citoyens fous de théâtre et des élèves-comédiens férus de *res publica*.

Ce fut une autre égérie noire qui assura la clôture d'un festival qui fit la part belle, cette année, à l'Afrique : Angélique Kidjo, la diva béninoise, s'associa avec le comédien ivoirien Isaach de Bankolé, le rappeur MHD, le guitariste Dominic James et Manu Dibango, qu'on ne présente plus, pour mettre en espace le beau texte *Femme noire* de Léopold Senghor. Et s'il est vrai que Madame Kidjo confondit par moments la Cour d'Honneur avec la scène du Zénith, le spectacle resta néanmoins un moment fort de poésie et de fraternité qui tira à merveille parti de l'écrin du Palais des Papes.

Tel ne fut pas le cas pour Israël Galvan dont la *Fiesta* sembla bien perdue sur cette scène visiblement trop vaste pour elle. Le danseur espagnol galvanisa certes le public avec ses huit musiciens et danseurs qui construisirent la fête en déconstruisant le flamenco. Mais à l'inverse de Ravel, qui écrivit le chant de cygne de la valse, la star ibérique revisita les codes de son art avec force joie et jubilation, tout en ne dédaignant pas, à l'occasion, la distance ironique comme ce « soulagement » toutes en vocalises jouissives. Mais la fête, on le sait, n'a qu'un temps, et à avoir oublié cette restriction, à avoir négligé à donner césures et temps morts à sa fiesta, Galvan et sa troupe n'ont pu éviter que le spectacle, qui ne dura pourtant qu'une heure et demie, nous parut parfois un peu long.

On a beaucoup (trop ?) dansé cet été à Avignon. Guy Cassiers, le directeur du Toneelhuis d'Anvers qu'on aime tellement retrouver en Avignon, a choisi, pour sa part, de faire danser sa troupe sur un volcan, ou plutôt sur le radeau de la Méduse, aussi cruel que celui de Géricault. Dans *Grensgeval* (*Borderline*), quatre comédiens et seize danseurs revivaient devant nous les *Suppléantes* d'Elfriede Jelinek, texte lucide et cruel que la Prix Nobel autrichienne écrivit au plus fort de la crise des réfugiés. Jouée en flamand, la pièce n'en résonna que plus étrangement encore, nous rappelant que l'étrange idiome des étrangers n'est incompréhensible qu'à celui qui ne veut rien en savoir. Et l'inquiétante étrangeté de ce texte nous devint soudain familier, le *unheimlich* se mua en *heimlich*, pour nous spectateurs au moins, car les très beaux et non moins cruels tableaux créés par les danseurs étaient là pour nous rappeler que, pour les émigrants, ce mot prend exactement la trajectoire inverse.

Les acteurs du Toneelhuis étaient encore sur les planches de la cour du Lycée Saint-Joseph dans *Ibsen Huis*, spectacle conçu et mis en scène par le jeune prodige Simon Stone à partir de plusieurs pièces du maître norvégien. Leur métier, surtout celui de Hans Kesting en Cees Kerkman, magnifique de cynisme et de cruauté rentrée, ainsi que le superbe décor, une maison moderne d'architecte tout en fausse *Heimlichkeit*, conçue par Lizzie Clachan, sauvèrent de justesse ce patchwork, symptomatique des tics actuels de beaucoup de jeunes metteurs en scène. Comme si le grand Ibsen n'était pas capable

Impressions toutes pointillistes de ce millésime : le Py n'a pas toujours été évité et le meilleur trop rarement frôlé

d'exprimer en une seule pièce tout le fatras que ces jeunes loups ont l'impression de devoir partager avec leur public. Au lieu de monter une pièce, ces prétentieux se livrent trop souvent à une laborieuse exégèse de l'œuvre de nos chers classiques. Loin de sucer la substantifique moelle du théâtre d'Ibsen, nous avons assisté à des bavardages incessants s'étirant sur plus de quatre heures. Cet *Ibsen Huis*, loin d'être ce huis clos où l'enfer n'est pas les autres mais la proche famille, n'a été finalement qu'un *open space* où même la belle maison toute contemporaine prenait soudain des airs d'un kit Ikea.

Et que dire de *De Meiden* ? Pas grand-chose, si ce n'est que Katie Mitchell, la metteuse en scène, n'a pas fait du Katie Mitchell. Pas le moindre plan vidéo, alors que l'Anglaise est avec Guy Cassiers l'une des rares à manier ce médium avec intelligence et brio. Nous gardons ainsi en mémoire sa merveilleuse *Mademoiselle Julie*, donnée à Avignon il y a quelques années, raconté là aussi par la bouche des domestiques. Dans cette pièce de génie du génie Jean Genêt, remake du crime des sœurs Papin, repris d'ailleurs par Jacques Lacan, le spectateur s'est cru « au théâtre ce soir », tant la mise en scène fut conventionnelle et attendue, et ce ne fut certes pas Madame en travesti, fausse bonne idée, qui apporta une nouvelle note à la pièce. « Je ne voulais pas montrer l'exploitation des femmes par une femme », se justifia, par une mise au point un peu courte, la metteuse en scène. Beaux décors, solide jeu d'acteurs, sous-titres en français, une pièce bourgeoise comme les crûs bordelais du même nom qui sont aussitôt vus, aussitôt bus, aussitôt pissés.

Après tous ces spectacles donnés en néerlandais, nous assistâmes enfin à une pièce en français, et ce fut *Penthesilea*... chef d'œuvre allemand de Heinrich von Kleist, dont la belle traduction de Julien Gracq respecte le rythme et la poésie du romantique allemand. Il est vrai que là encore ce (ne) fut encore (qu') une adaptation, signée Jean-François Matignon, mais une adaptation qui nous sembla plus germanique que nature avec une violence et une crudité que n'aurait pas reniées le maître Ostermaier. Rebaptisée *La fille de Mars*, l'intrigue se donna dans un beau et lugubre décor avec un jeu appuyé jusqu'à la caricature des acteurs et surtout des actrices. Le spectacle flirtait avec le kitsch et la vulgarité sans jamais cependant franchir ces limites. Un vrai moment de théâtre comme nous aurions aimé en voir plus.

Et que nous n'avons pas rencontré du côté de Villedieu-les-Avignon où Boyzie Cekwana, le danseur sud-africain, s'est produit dans un spectacle très *arte povera*. Avec quelques pneus et des sculptures en papier, il a mis en scène sa colère face aux dérives des nouveaux tyrans du pays. Cela débata

fort bien avec des improvisations très poétiques et se termina tout aussi fort avec un belle image vidéo du danseur ponctuée par le rire sarcastique du président Zuma. Entre les deux : ... l'ennui ! Était-ce l'absence d'un musicien, cloué pour cause d'AVC sur un lit d'hôpital, qui nous fit assister à un spectacle où il y avait (trop) peu de musique, un zeste de danse et beaucoup (trop) de paroles.

Paroles vaines encore dans *Les Parisiens* où Olivier Py, confirmé dans son poste de directeur, réгла sans génie ni ironie ses comptes avec ce qu'il pense être l'injustice à son égard du monde politique.

À propos d'injustice : qui a dit qu'en invitant l'Afrique à son festival, Py l'aurait enfermée dans une culture de rythmes sauvages, de danses et de tam-tam ? La polémique qui agita le festival dès avant son ouverture reprocha au très bavard directeur de couper la parole à tout un continent et de le confiner dans les clichés révolues de *Ya bon Banania*, reprenant ainsi en quelque sorte les paroles malheureuses du Sarkozy de « L'Afrique n'est pas encore entrée dans l'histoire. » Quel meilleur démenti à ces jérémiades que le spectacle que donna dans la très prestigieuse cour du Musée Calvet Rokia Traoré, grande dame de la musique malienne, donc de la *world-music*, donc de la musique du monde, donc de la musique tout court. Et cette musique est faite de notes et de paroles et, en guise d'Histoire, elle raconta des histoires et une épopée. Celle de Soundiata Keita, roi éclairé qui fonda au XIII^e siècle l'Empire du Mandé. Les majestueux platanes se prenaient alors pour des baobabs, les cigales se donnaient des airs de migales et la pierre du Musée ressembla à du pisé sur laquelle se projeta l'ombre filigrane de la diva, qui se prit elle pour un masque dogon. Comme la grande Ella naguère à Antibes, Rokia dialogua avec les cigales qui, du coup, se turent, pour écouter la diva se transformer en Homère : dans sa bouche, le buffle de l'Afrique approuvé par le roi devenait l'hydre terrassée par Hercule. Le kora de Mamadyba Camara et le ngoni de Mamah Diabaté accompagnèrent de leur étrange son venu d'ici et d'ailleurs le récit clamé et chanté de dame Traoré, et du coup Sophocle et Shakespeare, Marcel Griaule et Henri Purcell chantaient la même saga que la cantatrice du Mali. Un beau spectacle, tout en pudeur et en retenue, en grâce et en beauté, dont le souffle embrassa, au lieu de l'embraser, l'humanité entière. Et voilà que face à cette poésie toute en nuances, Serge Aimé Coulibaly nous tira un feu d'artifice démesuré nommé *Kalakuta Republik*, du nom de la maison de Fela Kuti, dont il nous donna, non pas un biopic, mais une interprétation de sa vie, de sa musique et de ses combats. Un magnifique spectacle où danse et musique levaient le poing, comme jadis les Black Power, et où l'alchimie opérait entre énergie et chant, finesse et féerie, outrance et retenue.

Après le Sahel, le Maghreb. Face aux tourments de la Tunisie, son pays natal, le franco-tunisien Radhouane el Meddeb, se tourmenta d'avoir, dans son exil choisi, raté la mort de son père et le réveil de son pays. L'automne de son père coïncida douloureusement avec le printemps de son pays et le fils prodige autant que prodigue alla chercher sa rédemption dans le sable de son pays en montant ce beau spectacle avec des musiciens et des danseurs autochtones. Des visages graves interrogent tout d'abord les convulsions d'un corps meurtri : épilepsie, danse de Saint Guy, souffrance de l'exil, incompréhension de ceux qui sont restés face à celui qui est parti ? Et une femme exilée de l'intérieur de répondre à l'homme exilé de l'extérieur par des gestes et des paroles presque aussi désordonnés. Comme aurait pu le dire André Breton : la beauté est convulsive des deux côtés de « notre mer ». Et face à cette mer, les larmes devenaient des éclats de rire quand à la fin les visages se déridèrent pour laisser éclater ce qu'on veut bien se résoudre à appeler de la joie. La nostalgie de Radhouane Meddeb a retrouvé la mélancolie des siens et de son père et c'est pour eux que l'artiste a inventé cette pièce et son titre. Car : rira bien qui rira le dernier face aux tyrans et à la mort qui veulent avoir les derniers maux.

Ce rire était aussi la réponse qu'Emma Dante apporta dans *Bestie di Scena* à la condition humaine. La nudité des danseurs, loin d'être provocatrice, ne montra rien d'autre que la pudeur et la vulnérabilité du singe humain face à l'absurdité des rencontres avec divers objets et situations. Il y avait du Tati et du Beckett dans ce beau spectacle qui agaçà la critique et enthousiasma le public.



Ibsen Huis de Simon Stone

Kino

Fridas Einsamkeit

Ein Sylvester-Feuerwerk: blitzende Raketen fliegen in den Himmel und Frida blickt ihnen mit großen Augen nach, ohne wie die meisten Kinder um sich herum eine Träne zu vergießen. Von Anfang an folgt die Kamera dem sechsjährigen Mädchen: die dunkle Vorgesichte erschließt sich dem Zuschauer, schemenhaft angedeutet, erst bruchstückhaft. Man folgt Frida (Laia Artigas), wie sie ins Auto verfrachtet wird. Von Barcelona geht es zu ihrer Tante aufs Land. Geflissentlich packt sie ihre Puppen ein und erklärt ihrer Cousine Anna etwas altklug: „Weißt Du wieso ich so viele davon habe? Weil sie mich alle lieben!“

Carla Simóns *Coming of age*-Drama, das erstmals 2017 auf der Berlinale gezeigt wurde, spiegelt die Kindheit der jungen Regisseurin wider. Ihre Figur Frida ist gewissermaßen ein Alter Ego der Regisseurin. Das Drehbuch zu *Estiu 1993* schrieb Carla Simón direkt nach Abschluss ihres Studiums der Filmwissenschaften in London.

Es ist die Geschichte eines kleinen Mädchens auf der Suche nach ihrem Platz, ein Ringen um Anerkennung und Zärtlichkeit. Die Kamera ruht stets auf der Protagonistin, sodass man als Zuschauer die Perspektive Fridas einnimmt, ihre Sicht auf die Welt wahrnimmt und ihre Einsamkeit so ein Stück weit nachempfinden kann. Ein bisschen erinnert der Film damit an François Truffauts Klassiker *Les quatre cents coups*, in dem man das Paris der 50er Jahre aus der Sicht des 14-jährigen Antoine sieht. Und dennoch hat Simóns Drama seine ganz eigene Filmsprache, die nicht zuletzt geprägt ist durch folkloristische Elementen aus Katalonien.

Estiu 1993 von Carla Simón ist die Geschichte eines kleinen Mädchens auf der Suche nach ihrem Platz

Beeindruckend spielt Laia Artigas die Rolle des störrischen Mädchens, das mit Erwachsenen in die Welt blickt, im Spiel mit ihrer Cousine trotzig ihre Kindheit einfordert und dennoch versucht, das Geschehene zu begreifen, indem sie das Schweigen über den Tod ihrer Eltern bricht.

Über deren Krankheit (HIV) flüstern die Erwachsenen nur hinter vorgehaltener Hand. „Deine Eltern haben Dummheiten gemacht...“, deutet ihre Großmutter gegenüber dem Kind an, bevor sie ihr das Vater-Unser eintrichtert. Moralisierende Worte, die dem Kind bigott suggerieren, dass sie für diese Dummheiten von Gott „bestraft“ wurden.

Doch in weiten Teilen kommt Simóns Film ohne Dialoge aus. Stattdessen sieht man Frida meist beim Herumtollen mit ihrer jüngeren Cousine Anna (Paula Robles). Erst durch sie offenbart sich der Kontrast zwischen einem sorglosen Kind voller Selbstvertrauen und dem verunsicherten, um Aufmerksamkeit heischenden Waisenkind Frida. Wenn die Eltern das eigene Kind in Schutz nehmen und dem fremden Kind tendenziell die Schuld geben, wann immer etwas passiert, meint man die Kränkung und Verletzungen Fridas durch Simons Kameraführung am eigenen Leib zu spüren.

Dass das über zwei Stunden lange Drama langsam gefilmt ist und die Handlung auf keinen Höhepunkt hinausläuft, stört dabei kaum. Vielmehr reiht der leise Film, in dem man nur die flirrende Hitze des Sommers zu hören meint, Momente aneinander, die sich wie ein Puzzle zu einem geschlossenem Ganzen zusammenfügen. So entsteht ein durchwachses, doch stimmiges Bild einer Kindheit, die durch den frühen Verlust der Eltern geprägt ist. Erst am Ende wird Frida unvermittelt und hemmungslos weinen – fast ohne konkreten Anlass, scheint es. Es sind Tränen, die auch den Zuschauer aus seiner Beklemmung befreien. Mit *Estiu 1993* hat Carla Simón einen unpräzisiös-poetischen und verblüffend kitschfreien Film gedreht, der unter die Haut geht und lange nachwirkt. Anina Valle Thiele



Grensgeval (Borderline) de Guy Cassiers

Visites d’atelier (1)

Marco Godinho dans son atelier dématérialisé

Lucien Kayser

C'est l'embarras du choix quand on veut trouver comme le paragon de l'atelier d'artiste, tellement le sujet a retenu au long des siècles. Pour ne pas remonter trop loin, arrêtons-nous au milieu du XIX^e, époque à en croire Baudelaire où l'art s'est mis à la modernité, il se peut toutefois que nous soyons justement arrivés au terme d'un parcours. Et s'il est intéressant, instructif même de regarder l'histoire de l'art du point de vue des ateliers d'artiste, on serait bien tenté, convaincu par pareille conclusion. Mais chaque chose en son temps, le XIX^e d'abord, et plus particulièrement l'année 1855, et l'*Atelier du peintre*, de Gustave Courbet, œuvre refusée la même année à l'Exposition universelle. Pour quelles raisons, on ne peut que supposer. Le modèle nu, point lumineux derrière le peintre et son chevalet. À rapprocher du scandale, une dizaine d'années plus tard, du *Déjeuner sur l'herbe*, d'Edouard Manet.

Prendre l'*Atelier* de Courbet pour point de départ, tient à autre chose. Le peintre l'a exprimé lui-même avec force dans le titre qui est rarement cité en entier : *Allégorie réelle déterminant une phase de sept années de ma vie artistique*. Il s'agit donc de bien plus que d'une simple figuration. Tout un monde s'est donné rendez-vous dans l'atelier, deux mondes même que Courbet oppose, où il se voit peut-être comme médiateur. Combien l'œuvre lui tenait à cœur, Courbet l'a montré en annulant le rejet du tableau par la construction à ses frais du Pavillon du réalisme où il a été exposé.

Même milieu des années cinquante, toujours au XIX^e. L'art quitte l'atelier fermé pour le plein air. Sur la Seine et sur l'Oise, et un bateau aménagé spécialement, Charles-François Daubigny travaille au cœur de la nature. Il change sa manière de peindre, il en devient un précurseur de l'impressionnisme.

1 Montre-moi ton atelier, je te dirai quel art tu fais. Un peu suivant tel adage adapté, avec si possible des œuvres qui s'y trouvent toujours, des ateliers ont été reconstitués dans les musées. Légué par testament à l'État français, celui de Constantin Brancusi a été reconstruit à l'identique, en 1997, on devrait en rendre la visite obligatoire, sur la Piazza, après le passage du Centre Pompidou. Rien que pour saisir ce qui s'est passé d'essentiel avec Brancusi dans la sculpture, l'importance, l'intégration du socle ; il s'en trouve près d'une centaine dans l'atelier. (Impossible dans ce contexte d'atelier de sculpteur de ne pas déplorer une fois de plus comment de petits intérêts ont empêché celui de Lucien Wercollier de connaître le même sort heureux.)

Autant il est de l'ordre, plutôt un ordre chez Brancusi, autant c'est proprement bordélique chez Francis Bacon, à la Dublin City Gallery. L'endroit est assez resserré, ça s'entasse, c'est taché à l'extrême sur les murs, des toiles, du papier traînent par terre, des pots de peinture s'accumulent, et l'un et l'autre chevalets semblent se dresser comme pour veiller sur tant de terrible beauté, un monstrueux capharnaüm. Il arrive souvent dans des expositions qu'on montre la palette d'un peintre, les couleurs qu'il privilégie, et des fois, elles se mêlent, se mélangent. À Dublin, c'est dans l'espace, presque circonscrit comme il l'est dans les toiles de Bacon, que l'on est face à une indescriptible débauche.

2 Comme les choses ont changé, ni poussière ni tache au sol. Au mur, des dizaines, des centaines d'échantillons de couleur ; et bien rangés, de même, dans une autre partie, des pièces d'aluminium. Nous sommes dans l'atelier d'Imi Knoebel, Heers-trasse, à Düsseldorf, atelier qui tient du magasin de ferronnerie et de peinture, et naguère telle autre partie en semblait transformée en menuiserie. L'impression majeure, elle, vient de ces innombrables tons et teintes, les uns à côté des autres, de

L'atelier d'artiste, si présent dans l'histoire de l'art, il est désormais nulle part et partout à la fois



Written by water/ Écrit par l'eau est un des projets de Marco Godinho, ici en Méditerranée en juillet

façon à passer d'une manière quasi imperceptible d'une couleur à l'autre. Alors que dans ses œuvres, on le sait, Imi Knoebel ne recule pas devant les contrastes les plus vifs, l'audace à côté de la rigueur ne lui étant pas étrangère.

3 *Written by water/ Écrit par l'eau*, le projet de Marco Godinho a été initié en 2013 dans la baie de Gibraltar, continue depuis près de Catane, en Sicile ; il consiste aujourd'hui en une sélection de cinq cahiers et une vidéo couleur. Des cahiers sont plongés dans l'eau, à différents endroits donc de la Méditerranée, mer qui est ensemble lien et séparation, et de plus en plus savère piège mortel. Leurs pages sont traversées, inondées par cette eau, qui y laisse ses traces, y inscrit comme des gestes (aux sens multiples) de mémoire.

Les projets de Marco Godinho ont tous cette caractéristique : une apparente simplicité, à y regarder de près, à la réflexion, lourde de poésie et de signification. Une simplicité y dénote de la beauté, de la pureté ; ce qui est dit est clair, l'image en est saisissante bien que légère. Il en va de même des poèmes tracés cette année avec un bâton sur le sol en terre devant un musée, ou du projet proposé naguère pour Ve-

nise, le canal en quelque sorte dévié, détourné, son eau passant à travers les pièces de la Ca' del Duca.

L'espace et le temps, dirais-je qu'ils effleurent, pas plus, mais c'est largement suffisant, tout ce que fait Marco Godinho. Rien qui pose ou qui pèse. Et conséquemment pas de quoi décrire un atelier, un endroit dont les œuvres seraient issues. Elles se mettent en place, c'est in situ qu'elles prennent forme, qu'elles se mettent à vivre, de leur vie fragile mais insistante. L'artiste, en l'occurrence, son atelier, c'est peut-être un carnet pour noter telle idée, et rester toujours aux aguets ; c'est surtout son ordinateur, véritable fond ou capital de son travail, outil non moins, prêt à toutes sortes de manipulations.

4 On est définitivement passé dans la virtualité, et l'on ne visite plus qu'un atelier dématérialisé. Avec son énorme potentialité. Sa parenté aussi avec ce qui appartient encore à cet art : le nomadisme. Un autre projet de Marco Godinho, installation qui date de 2012, s'appelle *Forever immigrant* : un tampon administratif fait que des milliers de coups aboutissent à un dessin mural, nuée d'oiseaux, essaim d'insectes, voire topographie d'une île ou d'un relief de montage, peu importe, quelque chose de passager est

fixé, joli paradoxe. Lui existe au plus haut point dans cette histoire de studio : s'il ne peut être fixé, s'il n'existe pas avec un contenant et contenu solides, c'est qu'il est transposable, transportable partout. C'est le monde lui-même qui devient atelier, et pour Marco Godinho, il ne peut être que nomade, comme dans tel planisphère découpé en soixante bandes, de 2006, monde qui peut être mis dans un étui, présenté à même le mur bien sûr, mais recomposé aussi en entremêlant les continents.

L'atelier d'artiste est dorénavant (de) nulle part et (de) partout à la fois. Et l'artiste en est devenu quelqu'un pareil au sage antique qui (em)porte tout avec lui. Avec des risques, des dangers terribles. Cet atelier qui se réduit, matériellement, à un ordinateur, il tient dans un sac, une sacoche. Et cela se vole facilement. Marco Godinho en a fait la cruelle et désespérante expérience l'autre jour au parking de Roissy.

5 Né au Portugal, Marco Godinho partage sa vie entre la capitale française et le Luxembourg. Vie et œuvre se rejoignent de la sorte dans la réalité et l'interrogation d'une histoire faite de migration de voyage, d'un va-et-vient constant. Des séjours

attendent l'artiste, suivis d'expositions, à Venise, à la cité des arts à Paris, au Macval à Vitry-sur-Seine, à la biennale de Lyon, et plus loin, en Slovénie, à Palerme, en Tunisie. Cela tourne encore autour de la Méditerranée dont l'artiste a, dans *Ecosystem*, en 2016, inversé les données, dissout les continents de sorte qu'il ne reste que la mer, changée toutefois en île et terre fertile. Y sont semées, y poussent au fil des jours, des graines de trèfle blanc ; la plante n'était pas choisie par hasard, pour Marco Godinho, elle incarne la quête de bonne fortune avec sa version à quatre feuilles.

L'art comme quête avec en bandoulière (autrefois quand même pièce de l'équipement militaire) son atelier dématérialisé, et bonne chance à l'avenir ; cet art, Marco Godinho s'en sert pour interpeller sur notre histoire, notre condition, d'homme et de citoyen. À cet exercice, il se retourne sur son propre passé, regarde d'un œil vif le monde qui l'entoure. Et tous ses projets d'être comme des cailloux laissés en chemin, comme le fait le personnage de Perrault, qui à la fin chausse des bottes de sept lieues. Tout un programme pour un artiste qu'on dira volontiers errant, ce qui ne veut pas dire qu'il ne sait pas où aller dans son travail. Au contraire.

Exposition

Le Havre prend des couleurs

Emmanuel Defouloy, Le Havre

Il y a besoin de l'écrire d'emblée : *Un été au Havre* est enthousiasmant. Avec ses étonnantes et émouvantes installations artistiques et les expositions réunies pour son 500^e anniversaire, la cité portuaire a (re)pris des couleurs. La programmation a cet effet simple mais puissant de donner envie de regarder la ville et de la (re)découvrir.

Sur la plage, les cabines typiques de la côte nor-mande ont été colorées de bandes verticales par le graphiste néerlandais Karel Martens. Face au port et dans la perspective de la très large rue de Paris, le plasticien français Vincent Ganivet a lui placé deux arches monumentales, faites de conte-neurs de couleurs vives qui s'imbriquent, comme dans un jeu d'enfant géant. Ici, ces conteneurs de commerce maritime « sont presque du mobilier urbain », a relevé l'ancien maire Edouard Philippe, qui a quitté en mai l'hôtel de ville pour le poste de Premier ministre.

Il y a aussi les drôles de dessins muraux de Jace, à chercher partout dans la ville. Le portique blanc géant *Up#3* de Sabina Lang et Daniel Baumann, à la Porte océane. Ou encore *Impact*, la rencontre de deux jets d'eau puissants conçue par Stéphane Thidet, au Bassin du commerce.

Cette programmation est signée Jean Blaise, di-recteur artistique qui a déjà fait les belles heures culturelles de Nantes, en particulier avec les évé-nements *Estuaire 2007* et *Le Voyage à Nantes*. Et ce n'est sans doute pas un hasard si Le Havre est une autre ville d'estuaire. Elle a été fondée par Fran-çois Premier en 1517, par décret royal, sur la rive droite de celui de la Seine. Vingt-cinq ans après la découverte des Amériques, il s'agissait pour la France d'avoir son port de navigation et de com-merce vers ce nouveau continent.

Avant les paquebots et les traversées transatlan-tiques, le commerce des marchandises (et celui des esclaves) fit la fortune du Havre. Mais la destruction de 80 pour cent de la ville basse par l'aviation an-

La programmation d'Un été au Havre a cet effet simple mais puissant de donner envie de regarder la ville et de la (re)découvrir

glaise en quelques jours de septembre 1944 marqua profondément les Havrais. Et pour causes : il y eut 2 000 morts civils, 80 000 personnes sans logement, et plus de 70 ans plus tard on ne comprend toujours pas la raison de cette destruction – postérieure au débarquement et même à la libération de Paris –, qui n'avait pas de véritable justification stratégique. Le Havre fut donc la seule grande ville du pays où l'entrée des forces alliées ne se fit pas dans la joie, la population parlant de « libérateurs ».

Les 150 hectares littéralement arasés furent réédi-fiés, selon un plan orthogonal, par l'atelier de l'ar-chitecte Auguste Perret, qui coula une dalle sur les gravats peu ou pas dégagés et même les ossements. De larges immeubles de béton, aux logements très modernes pour l'époque, donnent alors au centre-ville la cohérence qu'il a aujourd'hui. Considérée comme l'œuvre majeure de Perret, l'église Saint-Joseph a été érigée en mémoire des victimes des bombardements. Toute de béton armé et de vitraux longilignes, elle culmine à 107 mètres et est deve-nue l'un des symboles du Havre.

C'est là que l'artiste japonaise Chiharu Shiota a choisi de placer son fascinant *Accumulation of power*. En plein chœur, un tube de fils rouges monte comme un tourbillon au-dessus de l'autel vers le clocher... « Une église est un lieu où les gens prient et se confessent. C'est également un lieu rempli d'énergie spirituelle,



La plage et le port du Havre depuis Sainte-Adresse ; la catène de containers de Vincent Ganivet ; le *Volcan* d'Oscar Niemeyer

perceptible même pour les personnes qui ne sont pas croyantes. Dans mon esprit, chacun conserve cette énergie au plus profond de soi », explique celle qui a représenté son pays à la 56^e Biennale de Venise en 2015. « Le tourbillon en laine rouge incarne ce pou-voir spirituel des personnes passées par l'église, accu-mulé comme dans une tempête (...), chaque énergie individuelle venant renforcer l'ensemble ».

On ressent alors un mélange d'émotion et de puis-sance, comme ce « syndrome de Florence » décrit par Stendhal, subjugué et submergé en 1817 par la beauté et l'histoire des œuvres d'art de la ville tos-cane. Dans un silence ponctué de chuchotements, les curieux sont saisis. « On peut rester méditer », dit une personne. « Il faudrait laisser cette œuvre tout le temps », pense une autre.

À la sortie de Saint-Joseph, on se dit que les modes peuvent changer radicalement. Longtemps, Le Havre a traîné une réputation de grisaille et de « Stalingrad-sur-Seine ». Mais cela a commencé à évoluer il y a quinzaine d'années. L'inscription en 2005 du centre-ville de Perret au Patrimoine mon-dial de l'Unesco y a été pour beaucoup.

Mais à quoi tient une réputation ? Voyez les tram-ways : omniprésents en France au début du XX^e siècle, puis disparus dans l'après-guerre, avant de connaître un prodigieux renouveau, au Havre, à

Nantes, Strasbourg, Paris ou Bordeaux. Bordeaux ou Lyon, justement, ont aussi vu leur image chan-ger, après l'inscription au Patrimoine mondial et de judicieux travaux d'embellissement.

Du coup, de mauvaises réputations ne sont-elles pas exagérées, voire fausses, d'autant plus quand elles ont des motifs politiques ? Bordeaux et Lyon ont une image très bourgeoise. Le Havre, ville de doc-kers, fut longtemps communiste. André Duroméa, ouvrier, résistant, déporté, en fut le maire PCF de 1971 à 1994. On lui doit notamment la construc-tion du *Volcan* d'Oscar Niemeyer, architecte bré-silien amoureux des courbes et communiste enga-gé. Le bâtiment immaculé a d'abord été boudé et surnommé « le pot de yaourt ». Puis le maire de droite Antoine Rufenacht (1995-2010) a convaincu Niemeyer de le rénover, avant qu'Edouard Philippe (2010-2017) y crée une splendide bibliothèque, où l'on observe aujourd'hui le brassage des âges et des classes sociales.

À la suite de Duroméa, Philippe a mené une poli-tique culturelle accessible, notamment pour susci-ter l'envie de lire, lui qui vient de faire paraître *Des hommes qui lisent* (JCLattes), terminé juste avant son entrée à Matignon. La cité portuaire a aussi vu passer de nombreux écrivains, de Maupassant à Raymond Queneau, aujourd'hui Benoît Duteurtre ou Maylis de Kerangal.

Un autre enfant du pays est Gilles Blanchard, le peintre du couple d'artistes Pierre et Gilles – Pierre Commoï étant le photographe. Il est originaire de Sainte-Adresse exactement, commune en haut de laquelle il faut grimper pour jouir d'une vue sans pareil sur Le Havre, sa plage et son port. D'où l'ex-position *Clair-Obscur*, qui réunit une grande partie des œuvres les plus célèbres du duo, des portraits de stars ou d'inconnus dont de nombreux auto-portraits, notamment de mariages. Et beaucoup, beaucoup de marins, icônes à la fois gays et de la cité portuaire.

Attention toutefois, la rétrospective se termine le 20 août au Musée d'art moderne André-Malraux (MuMa), qui réunit la seconde collection de toiles impressionnistes de France après le Musée d'Orsay. Lui succédera, à partir du 10 septembre, une expo-sition autour d'*Impression, soleil levant* (1872) de Claude Monet, prêtée par le musée parisien Marmot-tan. On sait que la toile donna son nom à l'impres-sionnisme, moins qu'elle fut peinte au port du Havre, à 200 mètres de l'actuelle entrée du musée. Il n'y a sans doute plus tout à fait la même lumière aujourd'hui. Mais Le Havre est une ville large, aérée. On y respire.

À deux heures en train de Paris. Du 31 août au 3 septembre, arrivée des Grands voiliers. Office du tourisme : +33.(0)2.32.74.04.04; plus d'informations : www.uneteauhavre2017.fr/fr

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 13/09/2017 à 11.00 heures

Lieu d'ouverture :

Administration des Ponts et Chaussées,
Division des Travaux Neufs
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1 2^{ème} étage

Intitulé :

CITA - Aire de Berchem (ABVM)
Parking intelligent pour poids lourds
Lot 2 ATAM

Description :

- La fourniture, pose et raccordement électrique de nouvelles armoires de terrain.
 - La pose de mâts pour les scanners et la vidéosurveillance en stock aux Ponts et Chaussées.
 - La fourniture, pose et mise en service des coffrets vidéo.
 - La fourniture, pose et mise en service de barrières automatiques d'accès.
 - La fourniture, pose et épissurage des câbles de fibre optique.
 - La fourniture et pose du réseau de sous-gaines.
- Durée prévisible des travaux :
120 jours ouvrables
Début prévisible des travaux :
début 2018

Conditions d'obtention du dossier de soumission :

Les documents de soumission peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu) ou bien être retirés auprès de

l'administration des Ponts et Chaus-sées,
Division des Travaux Neufs
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1 2^{ème} étage,
à partir du mercredi 09 aout 2017 les jours ouvrables de 09.00 à 11.30 heures après commande 2 jours à l'avance et par courriel à l'adresse dtm@pch.etat.lu.
Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu'au mercredi 06 septembre 2017 jusqu'à 11:30 heures.

Réception des offres :

Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour le CITA - Aire de Berchem (ABVM) Parking intelligent pour poids lourds Lot 2 ATAM » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouver-ture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1701180 sur www.marches-publics.lu :
03.08.2017



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :

Date : 14.09.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :

Le Fonds Belval
1 Avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél.: +352 26840 1
Email: soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :

Soumission relative à la fourniture, pose et configuration d'équipements multimédia pour le compte de l'Univer-sité du Luxembourg dans l'intérêt de la Maison du Nombre à Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

A télécharger gratuitement sur le Por-tail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Réception des offres :

La remise électronique des offres est autorisée pour cette soumission. Les offres portant l'inscription « Soumis-sion pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumis-sion conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :

31.07.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701173 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère du Développement Durable et des Infrastructures

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 01/09/2017 à 10:00.

Lieu d'ouverture :

Administration des bâtiments publics,
10, rue du Saint-Esprit,
L-1475 Luxembourg

Intitulé :

Travaux de nettoyage intérieur à exécu-ter dans l'intérêt du bâtiment European Convention Center Luxembourg.

Description :

- Nettoyage de surfaces bureaux, salles de réunion, foyer, sanitaires, escalier, etc. : env. 50 000 m²
- Le début des travaux est prévu pour le 1^{er} semestre 2018
La durée du contrat est de 5 ans avec une reconduction tacite annuelle jusqu'à max 10 ans.

Conditions de participation :

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Réception des offres :

Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour les travaux de nettoyage intérieur dans l'intérêt du ECCL » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission.

Informations complémentaires :

Date de publication de l'avis 1701189 sur www.marches-publics.lu :

03.08.2017

Ministère du Développement Durable et des Infrastructures

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure :

ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 01/09/2017 à 10:00.

Lieu d'ouverture :

Administration des bâtiments publics,
10, rue du Saint-Esprit,
L-1475 Luxembourg

Intitulé :

Travaux de nettoyage des façades extérieures à exécuter dans l'intérêt du bâtiment European Convention Center Luxembourg.

Description :

- Nettoyage surfaces vitrées exté-rieures et intérieures : env. 16 000 m²
 - Nettoyage autres surfaces : env. 2 000 m²
- Le début des travaux est prévu pour le 1^{er} semestre 2018
La durée du contrat est de 5 ans avec une reconduction tacite annuelle jusqu'à max 10 ans.

Conditions de participation :

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Réception des offres :

Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour le nettoyage des façades extérieures dans l'intérêt du ECCL » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission.

Informations complémentaires :

Date de publication de l'avis 1701190 sur www.marches-publics.lu :

03.08.2017

Books

Small-town England

Janine Goedert

Victim or runaway? *Missing Fay*, Adam Thorpe's new novel, is about a 14-year-old girl who vanishes from a Lincoln council estate. Her pale face flits across the pages on fading police posters as you weave in and out of the lives of six characters who are all somehow connected to her. They have either known Fay for some time or they become aware of her once she is gone.

Thorpe creates a puzzle of interlaced lives, keeping the reader on high alert. You soon realise that you are bound to miss echoes or parallels if your attention wanes. The character of Fay herself is given four short chapters. We see her play truant, steal from a supermarket, fool around with the family dog in the local park and being shouted at by her dodgy stepfather while her mother is spending yet another day in bed.

Even if all the other chapters centre on the voices and experiences of different people, Fay's presence or rather absence looms large throughout. There are chance encounters and eerie coincidences, as well as inescapable symmetries. Dramatic irony is key. Thorpe's inventiveness with language, his similes and intricate patterns will take you by surprise again and again. At times reading this tightly knit novel feels like scrutinising a Bruegel painting. There are so many stories within stories. The same moment or experience is presented from radically different perspectives or points of view, and Thorpe's eye for detail conjures up all sorts of contradictory emotions.

Fay goes missing while the forces that govern in the 21st century attend the 2012 World Economic Forum in Davos. As a result, Thorpe has the great and the good mutate into small figures on TV screens. They are all-powerful yet appear unaware of, or at least unconcerned by, the fates of individuals, whether sweatshop machine-operators in China, English steel workers or East European migrants. In the context of the widening gap between the haves and the have-nots, the novel's nuanced prose tackles various social and political issues. Among them immigration,



Adam Thorpe

ageing populations, environmental degradation and globalisation.

There is also refreshing satire. In the opening pages we thus follow an eco-keen couple on an enthusiastic camping holiday among the windswept Lincolnshire dunes. They will soon be busy trying to lure their kids away from Coca-Cola and the family theme parks on the coast, where "a rampart of static caravans and bungalows" ruins the landscape. Later, there are confused Sloaney dads visiting the upmarket children's clothes boutique in which Fay earned a few pounds at weekends after her school sent her there on work experience. Away from her chaotic home life, she became a kind of surrogate daughter for Sheena, the middle-aged manager, who is the only character that likes the teenager's lippiness and really worries about the latter's disappearance, although she spends most of her energy and time hunting for romance.

Loneliness and longing punctuate the lives of the middle-aged characters, while younger figures like Cosmina, the Romanian healthcare assistant, are busy building up – or at least dreaming of – a career of their own.

If you expect the neat resolution of a thriller in the closing pages of Adam Thorpe's *Missing Fay*, you are bound to be disappointed

If you expect the neat resolution of a thriller in the closing pages of *Missing Fay*, you are bound to be disappointed. Thorpe's world does not move towards that final balance, towards the reassuring sense of order that is key to classic crime fiction. There is the odd teasing hint, but it invariably ends up being kicked into the long grass. Rather, his mastery lies in the insight he gives into different types of lives, into characters that feel trapped within their own experiences or inadequacies. A few are unable to act and move on; others continue struggling after life-changing decisions, still hesitant and confused. And over it all hovers Fay, who is a guiding angel for some and a foul-mouthed brat in the eyes of others.

Vibrant and packed with loose ends, this is the most intriguing novel I have read in a long while. Someone disappears, and life stumbles on in broken Britain with its inane TV game shows and the naff Shakespeare wrapping paper.

Adam Thorpe: *Missing Fay*. Jonathan Cape, London, 2017 (ISBN 978-0-224-09800-7)

Cinémasteak

L'étoile et le domestique

Gilda (1946) fut un énorme succès commercial, imposant définitivement Rita Hayworth comme la plus grande star américaine des années 1940. Il s'agit là de la troisième collaboration unissant l'actrice au cinéaste hongrois Charles Vidor (1900-1959), après *The Lady in Question* (1940) et *La Reine de Broadway* (1944). Dans ce dernier film, comme dans les deux œuvres musicales qu'elle tourna aux côtés de Fred Astaire (*L'amour vient en dansant*, 1941 ; *Ô toi ma charmante*, 1942), éclatent les talents chorégraphiques de la jeune femme. Dans *Gilda*, tenues légères, poses lascives, chants (doublés, pour la plupart, par Anita Ellis) et strip-tease servent à exalter le sex-appeal de la belle. Au sortir de la guerre, le spectateur de l'époque fut envoûté.

Le personnage de Gilda (Rita Hayworth) est mis en relief par les deux personnages mâles qui l'entourent : l'austère Bally Mundson (l'acteur George Macready, reconnaissable à sa cicatrice sur la joue droite), riche propriétaire d'un casino illégal à Buenos Aires (Argentine), et Johnny Farrel (Glenn Ford), joueur professionnel que l'homme d'affaires vient de propulser à la tête de son établissement. Tout allait bien entre les deux hommes jusqu'à l'arrivée de la femme fatale, fraîchement épousée par Mundson. Débute alors une relation triangulaire particulièrement perverse, où chaque personnage fait à tour de rôle l'objet d'une mystification. L'un des aspects remarquables de ce thriller psychologique réside dans l'ambivalence des sentiments. Gilda avoue s'être mariée « par vengeance » quand, dans sa surenchère de haine misogyne, Johnny s'aveugle sur la pérennité de son désir amoureux. L'univers artificiel du jeu souligne bien cette dualité.



Rita Hayworth dans *Gilda*

Mais au-delà de l'intrigue policière et mélodramatique, n'y aurait-il pas quelque interprétation politique à donner à ce film réalisé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ? Les personnages tentent le plus souvent de masquer un passé trouble et mystérieux ; tous ont l'air de fuir quelque chose qui pourrait compromettre leur existence. On y croise des espions allemands, dans un pays où nombre de nazis se réfugièrent après la guerre... À travers la réversibilité du bien et du mal, de la légalité et de l'illégalité, de l'amitié et de l'inimitié, Gilda constitue implicitement une fable politique. Les charmes de Rita ne peuvent masquer cette âpre réalité. Face aux paillettes et à la férocité des hommes de pouvoir se tient un homme à peine visible, le domestique Oncle Pio (Steven Geray). Représentant d'une sagesse populaire, il tire son savoir de sa position d'humilité. Entre le parterre et les lavabos, il voit et entend tout, médite sur les passions humaines, tout en étant cantonné aux marges de l'histoire. C'est assurément le philosophe de ce film. Loïc Millot

Gilda de Charles Vidor (USA, 1946, vostf, 110 mn.) sera projeté à 20h30 le mercredi 9 août 2017 à la Cinémathèque de la Ville du Luxembourg, place du Théâtre.

Architektur

Näher zu den Nachbarn

Martin Ebner

Sympathien für Hausbesetzer und Heimwerker sind von einem Unternehmen, das Plastik-Hocker und Papier-Leuchten für mehr als 1 000 Euro verkauft, nicht unbedingt zu erwarten. In den Metropolen explodieren aber die Immobilienpreise, gegen die Zersiedelung müsste einmal etwas getan werden, auch ist „share economy“ gerade sehr angesagt – und so widmet sich das Vitra Design Museum in diesem Sommer einer „stillen Revolution in der zeitgenössischen Architektur“: dem Bauen und Wohnen im Kollektiv.

Die von der Ikea-Stiftung geförderte Ausstellung hat vier Teile. Im Saal „Utopie jetzt“ geht es um die Geschichte des gemeinschaftlichen Hausens seit 1800: von den *Phalanstères*-Siedlungen des Sozialisten Charles Fourier und der Gartenstadt-Bewegung über den ersten *Kibbuz* und Le Corbusiers *Wohnmaschinen* bis zu neueren Kommunen. Zeitweise wollte auch das Bürgertum nicht in einer Villa im Grünen vereinsamen, sondern zog lieber samt Personal in Apartment-Hotels wie das Ansonia in New York oder das Kollektivhuset in Stockholm. Die einzelnen Beispiele werden jeweils nur sehr kurz vorgestellt. Daher ist nicht zu erfahren, warum etwa Robert Owens Projekt *New Harmony* (Indiana 1825) als „gescheitert“ gilt oder was aus dem partizipativen Studentenwohnheim *Mémé* (Leuven 1970) geworden ist.

Mehr Informationen bieten daneben Dokumentarfilme. Sie begleiten zum Beispiel den Guerilla-Architekten Santiago Cirugeda, der in Spanien nach neuen Verwendungen für die Hunderttausenden Bauruinen sucht. Hasch-Händler im dänischen Christiania werden besucht, der Barbican-Komplex in London oder auch junge Thais, die sich in einem Parkhaus einrichten. Bilder aus heruntergekommenen Avantgarde-Bauten in Moskau, einst als Brutstätten neuer sozialistischer Menschen geplant, könnten zu dem Schluss verleiten, dass Gemeinschaftsräume in Russland ebenso versiffen und verslumen wie in französischen Banlieues oder sonst wo. Das wäre allerdings kaum im Sinne der Ausstellungsmacher, die „neue Formen des Zusammenlebens“ anregen wollen.

Im Saal „Die Stadt als öffentliches Wohnzimmer“ sind große Schnittmodelle von 21 Wohnprojekten, die in den letzten Jahren in acht verschiedenen Ländern realisiert wurden, zu einem fiktiven neuen Stadtviertel zusammengestellt. Das Schwimmbad auf dem Dach des Wiener Poolhauses, das Kino der Zürcher Wohngenossenschaft Kalkbreite, das Café der Vrijburcht in Amsterdam sind allgemein zugänglich – privat und öffentlich verfließen.



Die Stadt als Wohnzimmer: Architektur-Schnittmodelle von kollektiven Wohnprojekten

Auf den Straßen sind nur wenige Autos zu sehen, denn in der lichten Zukunft werden nicht nur Waschküchen und Solardächer, sondern auch Fahrzeuge geteilt. Nicht vorgesehen sind Vandalismus, Müll, Lärm oder marodierende Jugendgangs, die Treppenhäuser belagern. Wer wollte in *gated communities* ziehen, wenn doch alle Menschen so nett und offen sind?

„Kollektive Privatheit“ ist der dritte Saal. In dem begehbaren 1:1-Modell einer modernen Wohngemeinschaft drohen keine ausgehängten Klo-Türen oder andere bewusstseinsweiternde Experimente. Vielmehr sind in der „Clusterwohnung“ um große Gemeinschaftsräume kleine Ein- bis Zwei-Zimmer-Apartments gruppiert, jeweils mit

Das Vitra Design Museum engagiert sich für gemeinschaftliches Wohnen

eigener Kochnische und Bad. „Hartz-IV-Möbel“ von Van Bo Le-Mentzel werden mit eher hochpreisigen Siedle-Türsprechanlagen kombiniert. Aus früheren WG-Erfahrungen habe man gelernt, sagt Andreas Ruby, der Direktor des Schweizer Architekturmuseums und einer der vier Kuratoren der Ausstellung. Was im Vergleich zu konventionellen Wohnungen an Miete eingespart werde, erlaube den Bewohnern, gemeinsam eine Putzfrau anzuhuern, das vermeide Streit. Ansonsten hält Ruby das Verlangen nach Privatsphäre für einen „modernen Mythos“.

Zum Schluss ist der Saal „So geht gemeinsam“ als *coworking space* eingerichtet. An großen Schreibtischen kann man sich hier detailliert über Planung, Finanzierung, Bau und Erfahrungen von fünf kollektiven Wohnprojekten informieren, das heißt der Sargfabrik in Wien, Zwicky-Süd in Zürich, R50 in Berlin, La Borda in Barcelona und einem Wohnhaus mit kleinem Restaurant in Tokyo. Offen bleibt nur die Frage, wie und wo sich verträgliche Nachbarn auftreiben lassen.

Die Architektur-Entwürfe, die Schauwohnung, die WG-Fotos von Daniel Burchard: das sieht alles recht adrett und progressiv aus. Trotzdem wollen nicht alle Besucher vom alten Denken lassen. Manche Eigenbrötler beäugen skeptisch das Modell des Wohnheims VinziRast, das in Wien Studenten und Obdachlose beherbergt: Ob das denn funktioniere? Am einfachsten kann den beiden Chinesinnen geholfen werden, die etwas ratlos vor Bildern von Berliner Hausbesetzern stehen: Sie waren eigentlich zum Design-Shopping gekommen und haben sich auf dem Vitra-Gelände bloß im Gebäude geirrt.

Die Ausstellung *Together! Die Neue Architektur der Gemeinschaft* ist bis 10. September 2017 im Vitra Design Museum in Weil-am-Rhein zu sehen. Den Katalog (deutsch oder englisch, 352 Seiten) haben Mateo Kries und die Kuratoren herausgegeben: www.design-museum.de

STIL

Cet été, c'est T-Shirt

Cyril B.

Les punis du mois d'août, condamnés à travailler alors que tous leurs compatriotes sont partis en congés, ont néanmoins leur lot de consolations. Tout d'abord, il n'est pas à exclure que les punis précités profitent de moments plus calmes pour partir, par exemple en septembre – ce qui leur permettra du même coup d'échapper à la *Schue-*

berfouer. Ensuite, ils bénéficient de trajets plus calmes pour se rendre au bureau : les routes ne sont plus encombrées que de quelques caravanes assurant la transhumance des néerlandophones vers leur quota annuel de coups de soleil. Un autre avantage, qui n'est pas forcément à négliger dans un pays où beaucoup travaillent dans

des banques, des cabinets de conseil ou des institutions, est le relatif relâchement vestimentaire autorisé – ou toléré. Pendant la période où votre chef se promène en slip de bain et tongs sur le bord d'une piscine de Fuerteventura, il vous permet, tacitement au moins, de troquer le tailleur-stiletto ou le costume-cravate contre un informel



Pour quelques euros les ados peuvent s'acheter chez H&M et C&A les T-shirts des groupes que leurs parents écoutaient dans leur jeunesse



L'endroit

Se déplacer dans le village de Moesdorf près de Mersch pour manger un plat de pâtes ne se fait pas sans raison. À la base, il y avait le conseil d'un pote qui prétendait y avoir bien diné dans un cadre simple mais agréable, à prix raisonnables et avec le service souriant d'une très jeune équipe. Cela aurait peut-être à peine suffi, la pizzeria n'aurait-elle pas, de surcroît, porté le nom hyper rigolo **De Nuddelskniwweler**. Ce qui, en français, équivalait à un « bricoleur de nouilles ». Qui ose un nom pareil ne doit pas trop se prendre au sérieux. Ajouté aux compliments d'un client, cela suffit donc largement pour y faire incursion. L'intérieur, très propre et aux murs impeccablement blancs, est celui d'un simple bistro, pas de surprise à ce niveau (photo : GD). Sur une ardoise, un diction italien dit qu'après avoir mangé des pâtes, la faim reviendra après quatre ou cinq jours. Ce verdict semble juste au vu des énormes portions qui passent devant votre nez. La minestrone à elle seule pourrait constituer un plat de résistance. Vous la faites suivre de bons *spaghettis mafiosi* ou des pâtes à la *salciccia*, et on vous proposera en prime un *lunch bag* pour emporter ce que vous avez laissé dans l'assiette. La bouteille de vin, vous la finirez sur place et elle n'aura pas fait gonfler l'addition. Vous vous dites finalement que Moesdorf n'est pas si loin de la ville. Vous reviendrez. GD



L'endroit

Ouvrir un restaurant dans les murs de l'ancien Ems, institution nationale, était un défi. Mais Aimen Sassi, jeune entrepreneur tunisien, aime ça. Il a déjà réussi à combiner son occupation de proprio d'une société de taxis-limousines avec celle de boucher hallal à Thionville, avant de se mettre à concocter les plats de son pays dans la rue du Fort Neipperg (photo : GD). Aimen est un touche-à-tout. Ses yeux brillent lorsqu'il raconte qu'il a réussi son bac avec un exposé sur le Grand-Duché qu'il n'avait jamais visité. Pour se sentir plus proche, il est allé faire ses études à Metz. Maintenant, il est enraciné ici et s'est exaucé lui-même le vœu de devenir restaurateur. Et il le fait avec talent. Au **Carthago**, un bon amuse-bouche d'agneau avec épinards et ricotta est suivi par un copieux couscous au poulpe. Les légumes sont « al dente », le poisson onctueux, le bouillon savamment épicé. Le croquant du nougat glacé est juste comme il faut, le thé à la verveine un bonheur. Au bar, des faïences tunisiennes font face à des banquettes turquoises. Au milieu, un peu trop de marron uniforme. Aimen promet d'y remédier et d'y ajouter des touches de couleur. Le week-end, il organise des diners en musique. Il vous l'annonce avec ce sourire contaminant qui le distingue. Il semble parti pour un beau succès (*bistrocarthago.lu*). GD



L'événement

À partir de cette semaine, c'est l'arrivée au Luxembourg du **Oui Bus** (photo : GD), censé nous emmener en différents endroits de France, de Belgique et des Pays-Bas pour peu d'argent. Une ligne étant en fonction depuis plusieurs semaines, je me suis aventuré à tester l'aller-retour Luxembourg-Metz. Pour dix euros contre seize en train, vous mettez le double de temps. Soit une heure quarante contre cinquante minutes. Car le car s'immobilise une bonne vingtaine de minutes à la gare de Thionville, ce qui fait une bien longue pause-pipi. Ceci dit, je suis arrivé à Metz vingt minutes avant l'arrivée annoncée. Jack pot ! Mais je suis reparti le soir avec 50 minutes de retard, car l'engin avait pris son départ à Lyon et s'est tapé un bouchon de retour de vacances sur l'autoroute. Il a toutefois rattrapé quarante minutes en abrégé notamment le stop à Thionville. Évidemment, c'est du *low-cost* et il faut choisir entre l'argent ou le temps économisé. Quant au confort à bord, il est comparable à celui de Ryan Air, c'est pas la classe *business*. Côté wifi promis, il ne marchait pas à l'aller et m'a annoncé au retour que j'avais atteint mon quota. De quoi, je ne sais pas. Ce n'était donc pas une expérience du tonnerre, mais compte tenu la situation désastreuse sur les chemins de fers belges, l'expérience serait à renouveler pour les trois heures vers Bruxelles. GD

jeans-T-shirt plus adapté aux chaleurs estivales qui bercent l'été grand-ducal.

Le T-shirt, au Luxembourg, c'est vraiment le symbole de l'été. Depuis que les mines ont fermé, et au fur et à mesure de la transition de l'industrie lourde vers une économie des services, il ne reste guère que les pizzaiolos et les ouvriers sur les innombrables chantiers pour arborer cet habit en toute saison. De tout temps prisé par les étudiants, pour son faible investissement de départ et sa propension à pouvoir être porté avec un minimum d'effort de repassage, le simple maillot de corps a réussi, au cours du siècle dernier, à passer du statut de sous-vêtement à celui de pièce essentielle des vestiaires des deux sexes. Les hommes modernes ne remercieront jamais assez Marlon Brando, James Dean et Michael Jackson d'avoir fait autant pour la promotion du bête T-shirt blanc. Au moment même où 90 pour cent des femmes de ménage du pays sont parties en congés, rares sont les courageux prêts à consacrer des heures de lessive, repassage et amidonnage pour jouer les Don Draper en chemise blanche impeccable. D'ailleurs, aussi bien Don Johnson dans *Miami Vice* que George Clooney dans les pubs Nespresso ont prouvé qu'on pouvait, à la limite, avoir l'air cool en combinant veste de costume et T-shirt.

Plus qu'un vêtement, d'ailleurs, le T-shirt est un art de vivre, un marqueur de l'époque. Les nostalgiques se rappellent les *Tie and dye* ou le T-shirts à message politique des années 70, puis les modèles à l'effigie de Snoopy, de Mickey ou de Star Wars dans les années 80, suivies par la mode des tailles trois fois trop grandes, avec des imprimés ridicules style LC Waikiki ou Fido Dido dans les années 90. Les moqueurs se disent que, surtout, on a un peu progressé en termes de look, avec des coupes plus ajustées, et des graphismes plus évolués, que ce soit au niveau de la typographie ou des visuels (encore qu'on puisse rester perplexe devant les répliques de bidon d'huile Superdry ou les photos de Kate Moss faisant une moustache avec son doigt). Mais tout cela n'est qu'accessoire. La vraie raison d'être de ce vêtement, c'était, pour ceux qui l'ont oublié, que jusqu'en 2005, personne n'avait de compte Facebook.

Ainsi, il y a dix ans, lorsqu'on souhaitait partager son humeur avec nos proches, et accessoirement

n'importe qui susceptible de nous croiser, on ne mettait pas à jour son statut, on changeait de T-shirt. Du modèle « des frites, des frites, des frites (et d'la mayo) » en passant par le « Say perhaps to drugs » jusqu'au « Read books not T-shirts », le meilleur moyen de partager son rejet de la guerre du Vietnam, son amour de Barack Obama, de Pink Floyd, de Coca-Cola ou de New-York passait par le magasin de vêtements du coin (voire l'imprimeur qui proposait des sérigraphies à la demande). Les graphistes reconnaissaient leurs collègues avec leurs modèles trouvés sur *Threadless.com*, les skateurs étaient capables d'identifier leur galaxie de marques *underground*, les fans de séries ou de cinéma jouaient de référence volontairement cryptiques (difficile de faire le lien entre *Los Pollos Hermanos* et *Breaking Bad* pour un non-initié). De même, pour narguer vos proches et vous vanter, l'air de rien, d'avoir passé vos derniers congés au Mexique ou aux States, faute de réseaux sociaux, vous rameniez dans vos bagages de magnifiques vêtements signés Aca-pulco Academy ou UCLA ou, à la limite, si vous aviez un peu d'humour ceux avec le message « My parents went to Las Vegas and all I got was this lousy T-shirt ». Il y a juste la manie des adeptes des photos de leur assiette prise en gros plan qui n'est pas vraiment assimilable à une pratique vestimentaire, la propension de certains à orner leurs habits de restes du repas de midi étant rarement volontaire.

Aujourd'hui encore, si vous êtes assez désinvolte quant à la décision relative à la cravate à mettre chaque matin, vous choisirez avec soin les T-shirt de métal à arborer à un concert, pour prouver la qualité de vos goûts musicaux (pour rappel : on trouve des T-shirts Nirvana, Guns and Roses et Ramones chez C&A ou H&M). Alors c'est le moment de dire à vos quelques collègues qui sont encore au travail que vous les aimez (ou pas), et d'affirmer votre singularité en allant puiser vos plus beaux modèles dans le tréfonds des caisses de vêtements que vous ne portez plus, mais que vous ne voulez quand même pas jeter, ou de prouver votre supériorité en allant investir dans un T-shirt Gucci à 800 euros. Avec un peu de chance, il reste encore quelques soldes...